

Les revendications nationalistes en URSS et la démocratisation en Europe de l'Est

M. Gorbatchev promet plus de pouvoirs aux Litvaniens pour prévenir une sécession

Moi ou le chaos ?

M. GORBATCHEV est un homme qui ne manque ni de panache ni de courage. Il l'a prouvé jeudi 11 janvier à Vilnius, au cours de la première journée de son voyage en Lituanie: fidèle à ses habitudes, il n'a pas hésité à descendre dans l'arène pour répondre à ses contradicteurs favorables à l'indépendance pure et simple de cette République, mais si mal traitée par les siècles avant d'être offerte par Hitler à Staline.

Le discours tenu à cette occasion par l'inventeur de la perestroïka est à la mesure de la partie qui s'engage: pour gagner, ou plutôt pour ne pas perdre, M. Gorbatchev doit convaincre les dirigeants litvaniens de revenir sur leur volonté de faire sécession, quitte à renforcer encore les pouvoirs autonomes des Républiques baltes. Et il n'y est pas allé par quatre chemins: « Mon sort personnel est lié à ce choix », a-t-il dit. Les deux États doivent rester ensemble.

POUR un Russe, M. Gorbatchev est relativement populaire en Lituanie puisqu'il y a apporté le dégel. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il sera entendu, car l'heure n'est pas, là-bas, à la raison mais à la passion. L'indépendance apparaît de plus en plus comme un passage obligé, une thérapie inévitable pour effacer les affronts de l'histoire, l'occupation soviétique avec son cortège de meurtres et de déportations et ses quatre décennies de russification.

La difficulté d'un compromis est clairement apparue lorsque M. Gorbatchev a fini par s'emporter contre ces vieux manifestants auxquels il reprochait sa pance en faveur de l'indépendance et qui lui répondaient en évoquant les déportés de Sibirie. Les dirigeants communistes locaux, pourtant mis en place il y a moins de deux ans par M. Gorbatchev lui-même, paraissent eux aussi convaincus de l'indivisibilité de l'indépendance, puisqu'ils ont déjà proclamé celle du parti litvanien.

« Moi ou le chaos », affirme M. Gorbatchev, qui sait bien qu'une sécession de la Lituanie aurait rapidement des effets contagieux non seulement dans les deux autres Républiques baltes mais aussi au Caucase en en Asie centrale. Son pouvoir, dit-il, est clair: comme il l'a déjà dit ailleurs, il n'a pas d'alternative à M. Mitterrand lors de la rencontre de Kiev, n'y résisterait pas, tant déjà est forte la pression des slavophiles, des apparatchiks russes et de l'armée, pour ne rien dire de l'Eglise orthodoxe et des dévots de la perestroïka, qui sont légion vu l'ampleur de l'effondrement économique.

Un tel raisonnement aurait peut-être eu quelque chance de convaincre si M. Gorbatchev avait fait le voyage de Vilnius plus tôt. Aujourd'hui, il est bien tard: plus grand monde en Lituanie ne croit au succès des réformes gorbatchévienne et chacun veut échapper au chaos qui s'annonce dans l'empire en voie de démantèlement. Les rangs des indépendantistes sont grossis d'autant puisqu'une sécession permettrait théoriquement d'échapper aux convulsions qui grondent. Et à qui d'autre qu'à M. Gorbatchev arracher l'indépendance ? Certes, pas à ses successeurs, pensent la grande majorité des Litvaniens, prenant ainsi le numéro un soviétique au piège de son discours réformiste.

En rencontrant les habitants de Vilnius lors d'un premier bain de foule peu après son arrivée, jeudi 11 janvier, M. Mikhaïl Gorbatchev a déclaré qu'il avait choisi la voie des discussions et que son « propre destin » était « lié à ce choix ». Le numéro un soviétique a promis aux Litvaniens plus de pouvoirs et annoncé la mise à l'étude d'une loi sur les modalités de sécession des Républiques soviétiques.

Le président de l'Union soviétique a également réaffirmé sa volonté de réformer la Fédération pour prévenir ces indépendances qu'il estime « impossibles ».

- BULGARIE**
- Les droits de la minorité turque page 2
- ROUMANIE**
- La visite de M. Roland Dumas: la France « fera tout pour aider la reconstruction du pays » page 2
- POLOGNE**
- Conflit ouvert entre le gouvernement et les paysans page 3
- ALBANIE**
- Rejet de toute idée de perestroïka page 3



Lire nos informations sur le voyage de M. Gorbatchev en Lituanie et sur la situation au Caucase page 3

La crise s'aggrave en RDA entre le PC et l'opposition

Des milliers d'ouvriers ont débrayé jeudi 11 janvier en RDA pour exiger une démocratisation plus rapide. A Berlin-Est, les manifestants ont dénoncé le projet du premier ministre, M. Modrow, de créer un nouveau service de renseignement pour remplacer l'ancienne sécurité d'Etat (STASI). La crise s'aggrave entre le pouvoir et l'opposition que la prochaine table ronde doit réunir le lundi 15 janvier.

BERLIN-EST
de notre envoyé spécial

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté, jeudi soir 11 janvier, à l'appel de l'opposition, devant le siège du Parlement allemand, pour marquer leur défiance à l'égard du Parti communiste (SED) et du gouvernement de M. Hans Modrow. Soupçonné de vouloir monopoliser le pouvoir au profit du seul PC, de ne pas tenir ses promesses sur le démantèlement des structures de l'ancien régime, le premier ministre avait pris la parole quelques heures plus tôt devant les députés pour répondre à ses détracteurs.

Sur un ton offensif, M. Modrow avait refusé de revenir sur sa décision de remplacer l'ancienne sécurité d'Etat, la fameuse Stasi, par des services de renseignement sur le modèle de ceux existant en RFA. Cette décision a soulevé une levée de boucliers dans l'ensemble du pays. Beaucoup y ont vu l'intention du gouvernement de vouloir maintenir un appareil répressif, comme dans le passé.

M. Modrow a mis en garde l'opposition contre une politique d'obstruction qui paralysait l'action du gouvernement, lui refusant tout droit de veto sur celle-ci.

HENRI DE BRESSON
Lire la suite page 3

CLAUDE SARRAUTE

te

nt de quoi se rincer l'œil, vu e le seul vêtement autorisé, st une combinaison transpa- te. Ça dure depuis des nées et personne ne songeait s'en plaindre, pas même les vres gaminés obligés de se tayer du froid et des regards rillards des amateurs de ches, en se collant des pains r les seins.

Et puis là, il y en a une, bienn elle s'appelle, que ca mise en boule. Et en grève, ac trois de ses copines, elles stribue des tracts pour attirer itention des passants sur cet trage à l'image de la femme, pour leur faire signer des rditions contre la direction. Si marche ? Et comment ? Sept rts signatures en trois jours, rtout des nanas. Elles, elles indignent. Les mecs, eux, ils gondoient. C'est plutôt jolo, non ?

Non, c'est scandaleux. Et ut pas avoir peur de le dire, e le crier haut et fort jusqu'à e que vous mettiez bien ans le crâne, messieurs, qu'on t pas des poupées gonflables fourre à poil ou à couvrir 'une housse selon l'usage, 'usage et les usages.

le chrétienne française

oret est mort

d'ailleurs. A la mi-mai, les ministrs MRP, qui participaient au gouver- nement depuis le retour du général de Gaulle en 1958 remettaient leur démission collective à Georges Pompidou, premier ministre, pour marquer leur désaccord avec les propos tenus sur l'Europe par le chef de l'Etat.

Européen de conviction

Toutefois, Alfred Coste-Floret avait retrouvé ses amis lors de la fondation de Centre démocrate en 1966, devenu depuis Centre des démocrates sociaux. Mais ces retrouvailles ne durèrent pas plus de dix ans et Alfred Coste-Floret fonda en 1977, avec notamment M. Pierre de Bénouville, la Démocratie chrétienne qui se proposait d'élargir la majorité d'élus favora- ble à M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République.

Cela n'avait pas pour autant conduit ce mouvement à soutenir le président sortant au premier tour de l'élection présidentielle de 1981. Alfred Coste-Floret avait appuyé la candidature de M. Jacques Chirac. Ce rapprochement là n'avait pas de remis en cause puisque, en 1984, le président du mouvement chrétien français figurait sur la liste européenne de l'Union de l'opposition conduite par M. Simone Veil et était élu au parlement de Strasbourg où il siégea jusqu'en juin dernier.

Européen de conviction et allié- tiste de sensibilité il figurait parmi les dirigeants de l'Association française pour la Communauté d'ailleurs que (AFCA) qui avait d'ailleurs présidé en 1977. Alfred Coste-Floret faisait partie de cette génération de « démocrates-chrétiens » français qui, marquée par le gaullisme de la Résistance, s'écartait de celui des débuts de la Vème République, notamment à cause du désert alle- mien, pour se retrouver sur des positions voisines de celles du RPR.

Alfred Coste-Floret avait un frère jumeau, Paul, devenu en 1979, ancien ministre et membre du Conseil constitutionnel.

A. Ch.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 11 janvier

Petite reprise

Après deux séances de quasi- stabilité, mardi 11-00, le CAC 40 progressait de 0,43 % dans la matinée. Le CAC 40 progressait de 0,43 %.

Le Monde

sans visa

M 0147 - 1130 - 4,50 F



3790147004500 01130

Air France rachèterait UTA

La cotation des avions de Chergou SA et de la compagnie UTA a été suspendue.

Financement de la vie politique

Le Conseil constitutionnel annule une partie du dispositif

La Japon et la France

Un entretien avec le premier ministre, M. Kaifu

La contestation au PCF

Le point de vue d'un des correspondants de l'Humanité à Moscou

SANS VISA

Carte de rail

Sarag, ville perpétuelle

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

Sur le rif et le sursurmer complet

L'Europe schizophrène

An lieu d'avoir peur de l'Allemagne, les Douze seraient bien inspirés de suivre son exemple pour garantir l'équilibre des pouvoirs économiques et monétaires

par Paul Fabra

Après le double succès psychologique du récent conseil européen tenu à Strasbourg (les 8 et 9 décembre dernier) sous la présidence de M. François Mitterrand - appui donné à l'espoir du peuple allemand de « retrouver son unité » et convo- cation à la fin de 1990 d'une conférence intergouvernementale pour accélérer le processus d'unification économique et monétaire des Douze, il reste, pour donner corps à ces promesses à se débarrasser d'un certain nombre d'obsessions et d'illusions propres à vider de sa substance la Communauté, qu'il s'agit de renforcer, et à la détourner des fins, qu'il s'agit de réaliser.

D'un côté, continuer à entrete- nir des relations amicales avec un Etat confiné dans ses fron- tières actuelles, taillées en quel- que sorte sur mesure: assez peuplé et pourvu pour donner à l'Europe occidentale le tonus et la solidité dont elle a besoin, pas assez grand pour porter ombrage à la France et à la Grande-

Bretagne. D'un autre côté, se méfier de la même République quand elle apparaît comme l'élé- ment moteur et la force d'attrac- tion d'une Allemagne future confédérée ou fédérée.

En d'autres termes, on ne pourrait longtemps proclamer haut et fort que l'on veut former avec la RFA, considérée en sa qualité de membre de la CEE, une union économique et moné- taire étroite - la renaissance du rêve de l'« intégration » - si on tenait en suspicion le gouverne- ment de Bonn dès que celui-ci cherche à agir en tant qu'instru- ment de « la volonté de sauve- garder l'unité nationale et étiatue » du peuple allemand, telle qu'elle s'exprime dans la Loi fondamentale du 23 mai 1949 régissant la République fédérale d'Allemagne.

Lire la suite page 27 - section C

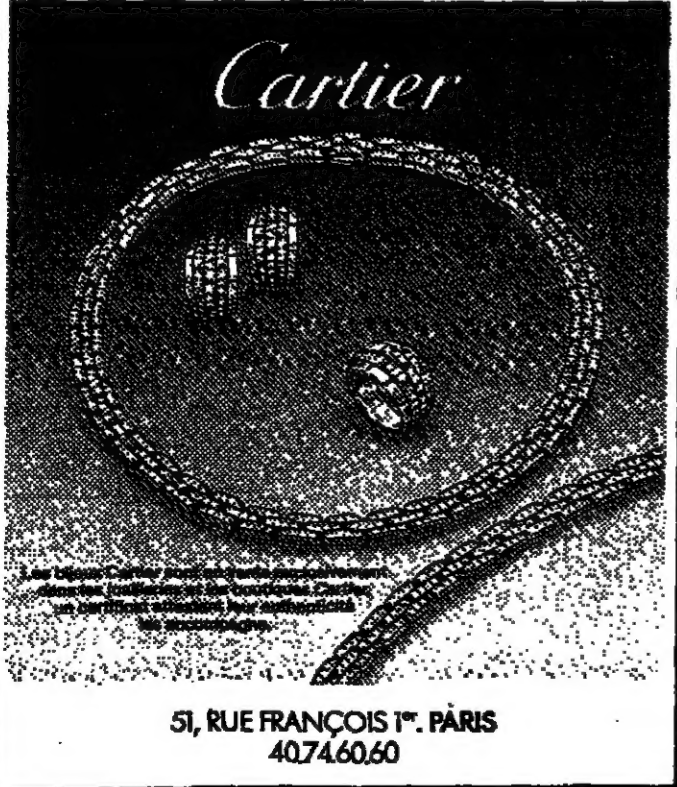
Universités

Un entretien avec M. Jospin

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, ne cache pas, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, l'inquiétude du gouvernement après les difficultés de la dernière rentrée universitaire. C'est pourquoi les « mesures d'urgence » prises pour 1990 devront être suivies d'un plan de développement à moyen terme, qui demandera un effort financier très supé- rieur à celui que la France a consenti jusqu'à présent pour l'éducation.

Pour cela, l'Etat devra large- ment s'appuyer sur les collec- tivités locales. Toutefois, M. Jospin affirme que si un très large partenariat est néces- saire, il ne doit pas conduire l'Etat à « se défaire » de ses responsabilités en matière d'enseignement supérieur.

Lire page 9 - section B



51, RUE FRANÇOIS 1^{er}, PARIS 40746060

Des militants RPR sous le choc

Le mouvement est « incassable », répètent-ils à l'envi, avec l'espoir d'une synthèse entre l'état-major du parti et MM. Pasqua et Séguin

Il y a un mot qu'un militant RPR n'arrive décidément pas à prononcer: « motion ». Il bute dessus, il fait à chaque fois un tout petit détour, gêné comme un enfant qui prononce sans la comprendre une expression réservée aux adultes. Alors le militant dit « tendances », « modes de réflexion » et avoue sincèrement: « Je ne sais pas trop comment il faut appeler cela, on n'a pas l'habitude, vous comprenez », avant d'oser, avec une moue de secrète inquiétude face à la nouveauté: « On dit contribution... ou... motion, n'est-ce pas ? »

Jeudi 11 janvier, ils étaient neuf, venus de différentes communes des Yvelines, jeunes et moins jeunes, femmes et hommes, médecin et cuisinier, préretraité et étudiant, mère au foyer et agent des PTT, réunis à Versailles pour parler de

l'« affaire » Pasqua-Séguin. On plutôt n'en pas parler. Et en préambule, comme pour mieux s'en persuader, ils assènent tranquillement qu'ils n'ont « pas d'états d'âme ». Car, pour eux, tout cela pourrait bien être finale- ment une nouvelle « tromperie des médias ». Les militants des Yvelines militent, passionnément gaullistes, inconditionnellement chiraquiens. Tout le reste, pour eux, est littérature politique.

Pourtant, ils ont été « sur- pris », et ils reconnaissent bien volontiers que depuis deux jours, entre eux, « le téléphone n'arrête pas de sonner ». « A la fac, confie Albane Forey, vingt et un ans, on ne parle que de ça. » Mais, comme Emmanuelle Galichon, brune et souriante mili- tante de vingt-cinq ans, « mère de famille et étudiante », ils affirment, péremptoirement, avoir

surtout été étonnés par « la réac- tion des médias. Leur surprise, c'est de ne pas comprendre le gaullisme ». Tous, avec leurs mots, répètent à l'envi que « le gaullisme, ce n'est pas un parti, c'est un mouvement, un rassemblement. Chacun se complète, apporte quelque chose ». « Même Michel Noir ! », lance généreusement l'un d'eux...

La réaction, pour le moins vive, de M. Jacques Chirac lui-même ? Alors là, c'est autre chose. « Il a réagi à chaud. C'est un tempérament généreux, un grand sensible, observe Claude Vautier, soixante-trois ans, pré- retraité. Il a volé au secours de son secrétaire général. Toujours sa générosité ! »

PASCAL ROBERT-DIARD
Lire la suite et l'article d'ANDRÉ PASSERON page 5

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,50 DA; Maroc, 5 dir.; Tunisie, 800 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 30 fr.; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F; Espagne, 160 pes.; Grèce, 80 p.; Italie, 1.800 L.; Liban, 0,400 DL; Luxembourg, 30 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,25 f.; Portugal, 140 esc.; Sénégal, 336 F CFA; Suède, 12,50 cr.; Suisse, 1,50 f.; USA NW, 1,50 \$; USA (other), 2 \$.

POLITIQUE

La préparation des assises du RPR

MM. Chirac et Juppé sont convaincus de l'emporter sur MM. Pasqua et Séguin

M. Pasqua a fait savoir qu'il assistera, en tant que secrétaire départemental du RPR dans les Hauts-de-Seine, à la réunion des secrétaires du mouvement convoquée samedi matin 13 janvier, à Paris, par MM. Chirac et Juppé, qui paraissent convaincus de l'emporter, lors des assises du 11 février, sur la motion défendue par l'ancien ministre de l'Intérieur et l'ancien ministre des affaires sociales, M. Séguin.

Celui-ci a indiqué, jeudi, qu'en cas d'insuccès de son initiative il ne démissionnerait pas du RPR pour autant. M. Pasqua, lui, a surtout donné l'impression de ne pas vouloir polémiquer avec M. Chirac pour mieux critiquer le secrétaire général du RPR, M. Juppé.

Les parlementaires du RPR, comme les militants, sont partagés. Beaucoup de députés et quelques sénateurs ont manifesté, jeudi, au cours d'une réunion informelle, leur solidarité avec M. Chirac, et le maire de Paris s'est déclaré « très rassuré sur l'avenir du RPR ».

Trois points de vue, recueillis dans les Yvelines, résument bon nombre de réactions. Selon

M. Péricard, député, « le RPR n'avait pas besoin de ça. Je n'ai jamais caché, nous a-t-il dit, que je suis critique vis-à-vis du mouvement et même, parfois, vis-à-vis de Chirac. Mais je n'aime pas ces assauts et ces combines. Pasqua et Séguin, tout les sépare, ça ne peut pas durer. Il n'y en a pas un qui dit quelque chose sans que l'autre dise immédiatement le contraire. C'est un coup. Mais il est peut-être de nature à faire réfléchir... » M. Pinte, lui, « pense que l'alliance de l'aile conservatrice et de l'aile progressiste va permettre au RPR de retrouver espoir ». « Séguin et Pasqua sont des poids lourds de notre mouvement, souligne ce député, ils sont complémentaires. Ce sont deux hommes fondamentaux pour la reconstruction du RPR. Franck Borotra et moi, nous ne sommes pas toujours sur la même longueur d'onde, mais au point où nous en sommes c'est notre dernière carte à jouer pour la survie de notre famille politique. C'est une question de vie ou de mort. Chirac a commis une erreur en s'engageant trop vite. Je comprends qu'il sou-

viennne Juppé mais il n'aurait pas dû se supprimer la possibilité d'arbitrer. »

Les trois sénateurs RPR des Yvelines, MM. Larché, Lauriol et M. Rodi, ont, de leur côté, adressé à M. Chirac un télégramme de soutien, précisant toutefois : « Malgré leur caractère soudain, les déclarations de Charles Pasqua et de Philippe Séguin s'inscrivent dans une démarche voulue par notre mouvement. Le RPR ne saurait s'abandonner à la candidature unique ou au courant unique dont l'anachronisme est devenu évident (...) Jacques Chirac représente la légitimité du mouvement et le gage de la pérennité du gaullisme ; Charles Pasqua et Philippe Séguin incarnent l'un et l'autre des tendances réelles au sein du mouvement et, à ce titre, leur présence et leur rôle sont un enrichissement et une garantie. Il reviendra au président du mouvement d'en assurer la synthèse le 11 février. »

Six parlementaires des Alpes-Maritimes, MM. Estrosi, Bachelet, M. Daugreilh, Sauvageo, députés, et MM. Giney et Baylet, sénateurs, se sont déterminés en faveur de M. Pasqua en estimant que son initiative « ne pourra que renforcer la position de Jacques Chirac ». Quant à M. Julia, député de Seine-et-Marne, il « apporte son soutien total à Jacques Chirac ainsi qu'à Charles Pasqua et Philippe Séguin », car, à ses yeux, ces derniers « ont raison : il faut mobiliser les Français sur les vraies valeurs de la France ».

Enfin, M. Kasperait, animateur de l'association Présence et action du gaullisme, qui a déclaré comprendre les « motivations » de MM. Pasqua et Séguin mais pas leurs « modalités d'expression », a retiré la motion « Nouveaux horizons » qu'il avait déposée, en souhaitant que M. Chirac ne fasse pas « prématurément un choix » parmi les différents textes.

MM. Chirac et Juppé entreprendront, à partir du mardi 16 janvier, une tournée en province auprès des militants du mouvement, en commençant sans doute par la région Nord-Pas-de-Calais puis la région parisienne.

Un défi décisif

par André Passeron

AYANT pris quarante-huit heures de délai après avoir annoncé leur bombe du 9 janvier, MM. Pasqua et Séguin ont dû non seulement expliquer leur projet mais, surtout, réagir au prompt et vif réflexe qu'ils avaient déclenché chez M. Chirac. Ils ont donc présenté, dans une conférence de presse qui avait attiré beaucoup de journalistes et de nombreux collaborateurs de l'ancien ministre de l'Intérieur, l'esquisse d'une future motion au titre éloquent : « Pour un nouveau rassemblement ».

Mais, dans leur texte autant que dans leurs propos, ne figurent pas encore de propositions très différentes de celles que présente par ailleurs le RPR. Ils y ajoutent en revanche un souffle épique et des développements brèves, que les « compagnons » ont toujours appréciés. Plus subtile et plus complexe est leur attitude envers M. Chirac. Voulant éviter de s'en prendre directement à lui, ils ont transposé les reproches qu'ils lui adressent sur M. Juppé et sur la direction du mouvement, accusés d'être de mauvais conseil, d'avoir incité le maire de Paris à la dramatisation et même à l'affolement.

Mais, si MM. Pasqua et Séguin assurent que M. Chirac est tou-

jours le seul président possible du RPR, le seul candidat plausible des gaullistes et même de l'opposition pour l'Elysée, ils n'hésitent pas à se demander comment il pourra fédérer les membres de son propre parti.

Ceux qui se veulent les « régénérateurs » du gaullisme estiment donc que M. Chirac s'est affaibli lui-même en leur résistant. Mais M. Pasqua lui accorde la grâce, puisqu'il est « encore temps que la direction du RPR redresse le tir ». M. Chirac ne peut évidemment pas obtenir à une telle mise en demeure. Mais, après la vivacité de sa première réaction à ce qu'il a considéré comme un outrage de la part d'un ami, M. Chirac sait qu'il doit éviter deux sortes d'écueils : se reconstruire spectaculairement, au risque de sembler jouer une comédie de boulevard ; ou, à l'inverse, jeter l'anathème et faire de ses contradicteurs des martyrs.

Il va donc riposter sur le terrain choisi par ses nouveaux adversaires, celui du débat des idées et celui des votes aux assises, en combattant le texte Pasqua-Séguin comme il le ferait d'une motion de censure déposée contre lui. Le défi qu'il va tenter de relever en un mois est décisif pour M. Chirac.

Un entretien avec M. Alain Juppé

La démarche de M. Pasqua et de M. Séguin équivaut à une « motion de censure »

« MM. Pasqua et Séguin vous ont reproché, au cours de leur conférence de presse, de ne pas permettre que se déroule un débat démocratique au sein du RPR... »

Une procédure avait été convenue par les instances nationales du mouvement, qui permettait à tout le monde de déposer des textes dans des délais voulus. M. Séguin, d'ailleurs, l'a fait lui-même en présentant, le moment venu, une contribution. Le communiqué qui a été publié, après la dernière réunion de la commission de synthèse, par MM. Pasqua et Séguin ne constitue pas une contribution, mais une véritable motion de censure contre la direction du RPR.

Cela dit, même si les procédures réglementaires n'ont pas été respectées, une totale liberté d'expression sera assurée à MM. Pasqua et Séguin. Dès que leur texte sera prêt, il pourra être discuté et, de toute façon, les assises en débattront. Le souhaite à ce sujet qu'intervienne un vote clair.

« A leur conférence de presse du jeudi 11 janvier, MM. Pasqua et Séguin ont publié un document intitulé « Pour un nouveau rassemblement »... »

Ce texte peut être signé par tous les gaullistes. Il ne soulève, en effet, aucun débat d'idées et ne contient aucune différence avec ce que nous proposons. Cette motion nouvelle m'apparaît donc beaucoup plus comme un prétexte que comme un texte.

« Sûrement pas la guerre »

MM. Pasqua et Séguin vous reprochent également d'avoir mal conseillé M. Jacques Chirac et de l'avoir incité à dramatiser les récents incidents.

Ce serait là une curieuse conception de la personnalité de M. Chirac, mais qui pourrait être révélatrice de certaines arrière-pensées. M. Chirac n'a pas besoin de conseillers : il a compris de lui-même l'enjeu quand il a lu

que le mouvement était mal dirigé. Il a reçu le message cinq sur cinq. Il s'agissait bien, selon lui, en réalité, d'une mise en cause personnelle ; et sa réaction légitime n'a pas besoin d'être suscitée.

« Est-ce désormais la guerre des courants ? »

Sûrement pas la guerre. Il y a une crise, mais elle doit se dénouer, non par des conflits et des manœuvres, mais par un débat largement ouvert et un vote clair. L'espoir qu'ensuite viendra le temps de l'apaisement, qui permettra, aux uns et aux autres, de travailler ensemble.

« Que ferez-vous si la motion Pasqua-Séguin est adoptée ? »

Si la censure est votée, je quitterai instantanément et tout naturellement mes fonctions de secrétaire général.

« Et le parti ? »

Non. Le RPR est un parti divers et il y a une place pour chacun. »

Propos recueillis par ANDRÉ PASSERON

La motion des « conjurés »

Dans leur projet de motion « Pour un nouveau rassemblement », MM. Pasqua et Séguin écrivait notamment :

De son origine, au plus sombre de notre histoire, notre mouvement a hérité une idée : la France. Il s'est forgé une ambition : rassembler ; il s'est fixée une méthode : s'adresser directement au peuple français (...).

Nous sommes aujourd'hui devant l'un de ces grands rendez-vous. L'Histoire qui vient est celle dont nous n'espérons même plus rêver pour notre pays et pour le continent européen (...).

Le choix est clair. Soit nous considérons que notre rôle est terminé, que nous n'avons plus de responsabilité particulière vis-à-vis des Français, que nous ne sommes, après tout, qu'une variété de libéraux pour les uns, une espèce de conservateurs pour les autres, alors, il faut choisir sans hésitation, sans délai, et sans remords, la fusion sans condition avec nos partenaires de l'opposition.

Soit nous pensons que tout, au contraire, nous invite à retrouver la confiance en nous-mêmes, qu'il est clair, pour peu que nous nous donnions la peine de le vouloir, que les retrouvailles entre la France et les idées que nous incarnons sont imminentes quand toute l'Europe les brandit, alors, il faut que notre mouvement, cette fois encore, sache inventer, dessiner et porter la plus large rassemblement.

De cette démarche, naîtra un nouveau rassemblement, c'est-à-dire une nouvelle génération de Français, qui, après et avec ceux des générations précédentes, trouvera dans l'action politique une ambition et une seule : servir son pays.

Il s'agit d'un tel pays doit conserver la maîtrise de son destin et que sa loi ne saurait lui être dictée ni par une technocratie, qu'elle soit supranationale ou nationale, ni par des intérêts particuliers, ni par de nouvelles féodalités ; mais qu'elle doit être partout et toujours l'expression du peuple souverain.

Bref, ils seront ceux que notre pays, de tous temps, a vu surgir quand son destin était en jeu. Ils ne rechercheront pas le pouvoir mais ils le conquerront, pour repartir, tranquilles, une fois leur tâche achevée.

C'est à ce rassemblement-là que nous vous appelons.

Précisions. — M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui a rencontré M. Séguin le 10 janvier au matin (le Monde du 12 janvier), nous précise, au sujet de l'initiative de MM. Pasqua et Séguin : « C'est une affaire interne au RPR. Le chef de file des rénovateurs UDF confirme qu'il souhaite voir ces « turbulences » déboucher sur « une avancée de l'union et de la rénovation de l'opposition », mais il souligne que ce vœu ne s'apparente pas, selon lui, à un soutien apporté en qualité à cette démarche proprement dite qui reste limitée à la préparation des assises d'une autre formation que la sienne.

ique

échanges commerciaux de l'Etat a fait l'éloge de, du dynamisme et de dans ce domaine. Malgré rien qu'il y ait des sections il ne soient pas protégées, très impénétrable pour des à votre culture, ce qui de choc » entre le Japon et M. Mitterrand a donné problèmes retardant la aison de France à Tokyo et n à Paris.

P. de B.

card se plaignent rché japonais

isive commerciale chez nous et celle du dumping. Je ne vois de raison à ce que notre expédition de la liberté des inges devienne une vision », a indiqué le premier minis-

l. François Mitterrand, rece- le premier ministre japonais, Toshiki Kaifu, s'est plaint lui à du caractère « impénétra- » du marché nippon. Selon le te-parole de l'Elysée, Hubert Védrine, « après avoir l'Éloge du peuple japonais », Mitterrand a déclaré que « le scère intelligent du travailleur onais conduisait à une position nomique dominante qui entrai- certains problèmes ».

emière capitale tions avec Pékin

NU et le président Bush se nt également félicités de te mesure.

TOKYO

de notre correspondant

Accueillie favorablement, la ée de la loi maritale à Pékin ece le Japon dans une situation iomatique délicate. Cette ure témoigne du souci des inais d'améliorer leurs rapports e l'étranger. Mais elle est plus ietelle que substantielle.

Le Japon, qui soutient les formes en Europe de l'Est, apprécie à rétablir progressie- ent une aide substantielle à un ys qui suit une politique « dia- itralement opposée aux valeurs idientales », comme le note un itional du quotidien conservateur ankei Shinbun. Il n'est pas le ul — la plupart des progressistes renouent progressivement ec la Chine — normalisée... — mais il ne tient pas non plus à se ture en avant, tout en prenant osition pour être le premier pays à établir pleinement des rapports ec Pékin.

Signe de ces retrouvailles : le 6 janvier, le président de la ommission du plan arrivait à Tokyo, e pratiquement en même temps e gouvernement japonais dépêchait Pékin le directeur de la coopéra- ion économique du ministère des affaires étrangères. Dans son com- uniqué, Tokyo engage certes les Chinois à « accentuer leur effort de réformes politiques et économi- ques afin de créer les conditions d'une reprise totale des relations de coopération avec la commu-auté internationale ». Un vœu plus qu'une condition préalable.

Le Japon a attendu pour agir que Washington décide de repren- dre ses contacts à haut niveau avec Pékin. Aujourd'hui, il peut aller plus vite que les Américains, de plus la Banque mondiale aura donné le feu vert en rétablissant ses prêts. A la différence des Etats-Unis, les Japonais n'ont jamais eu de conditions précises à la levée des sanctions.

Tandis que le gouvernement met au point les modalités d'une reprise de son aide, notamment des consul- tations sur l'utilisation des 510 mil- liards de yens (32 milliards de francs) qu'il s'est engagé à fournir sur cinq ans, les banques japonaises s'apprêtent à rétablir leurs crédits à la Chine.

PHILIPPE PONS

Des militants sous le choc

Suite de la première page

Quant à l'initiative de MM. Pasqua et Séguin, si tous concèdent que « la forme est contestable », on ne leur fera pas croire qu'elle était dirigée contre le président du mouvement. Pour Didier Hingorane, trente-six ans, cadre à l'UAP : « C'était pour obliger Chirac à reprendre du poil de la bête. » Et puis, ajoute Alain Brouat, trente-huit ans, agent des FTT : « Pasqua, on le sait bien, il ne fait jamais dans la dentelle. »

Seule Albane se montre sévère pour ce « ticket de la coupe et du lapin. Ils ont voulu faire un coup d'état, c'est un débat d'intérêts ». Timidement, Christophe Bonté, dix-neuf ans, cuisinier, et Nathalie Beaudet, vingt et un ans, comptable, confient tout de même que, pour eux, « Pasqua et Chirac, c'était deux amis, on ne les voyait pas l'un contre l'autre ». « Mais justement, ils ne sont pas contre ! », l'interrompt violemment Odile Loisel, cinquante-quatre ans, mère au foyer. Et pour appuyer sa démonstration, Odile raconte que, mercredi, elle a rencontré une relation « très socialisante », qui lui a « presque fait des condoléances ». Mais la relation « socialisante » s'est vue vertement répliquer : « C'est tout le contraire. Les petites épreuves, ça apporte des richesses, comme dans un couple. »

Le couple que ces militants-là forment avec M. Jacques Chirac, semble bel et bien bâti sur le roc. Le RPR n'a qu'un président et qu'un présidentiable, « incontestable ». Emmanuelle ne doute pas un seul instant que « chez nous, au RPR, personne ne cherche à prendre sa place ». Et Christian Murex, qua-

rante-trois ans, médecin, avoué solennellement : « Celui qui voudrait passer le Rassemblement porter une lourde responsabilité. » « C'est inacceptable ! », corrige avec enthousiasme Emmanuelle. Pas une voix ne s'élève pour exprimer la moindre déception ou la plus infime critique à l'égard du maire de Paris. Son long silence ou ses hésitations depuis le printemps 1988 ? C'était « le droit d'être un homme, d'avoir senti l'échec de la présidentielle, et le besoin de recueillir », mais maintenant « il faut qu'il sorte de sa réserve ».

« Retour aux sources »

Derrière M. Jacques Chirac, le RPR, ils en sont sûrs, est un et indivisible. Foin des divergences apparues depuis un an au sein du mouvement entre rénovateurs et conservateurs, particulièrement sensibles pourtant dans le département où a élu à la fois M. Etienne Pinte et M. Franck Borotra à l'Assemblée nationale : c'est encore une « affaire de médias », même si, concèdent-ils « des fois, certains auraient mieux fait de se taire ».

Entre M. Philippe Séguin, « bon ministre, bon maire, bon militant » et M. Charles Pasqua, « le meilleur, quand même », les militants ne veulent voir que deux expressions d'un même gaullisme. « Ils souhaitent, tous les deux, le retour aux sources », constate Christian Murex. Rien à voir donc avec les divisions du Parti socialiste. « Il n'y a aucune différence entre Pasqua et Séguin par rapport à celles entre Popere et

Meuroy. Eux, ils n'ont aucune valeur commune », constate Albane. « Alors que nous, on a un idéal, renchérit Odile, la nation, la famille, la participation. » « Les bonnes vieilles valeurs en quelque sorte », ajoute-t-elle, sous l'approbation docilement silencieuse de tous ses compagnons.

Plus que jamais, ces militants-là se disent prêts à militer, à parler aux gens « de ce qui les intéresse vraiment : le social et l'immigration ». La synthèse sur le terrain entre MM. Philippe Séguin et Charles Pasqua finalement. Seul mea culpa entend pendant cette soirée : « On a trop abandonné le social, on a trop glissé », observe Didier. Quant au problème de l'immigration, pour distinguer « l'amie roumaine, si travailluse et si fière d'être en France » et le « gentil épicier arabe, ouvert tard le soir », des Zairois ou autres Maghrébins « qui escroquent l'URSSAF et les ASSEDIC », il n'y en a qu'un : c'est l'ancien ministre de l'Intérieur.

Chirac, Pasqua, Séguin, ils les aiment tous. « On est gaulliste, parce que jamais on ne baisse les bras. Alors, ce n'est pas un petit événement comme celui-là qui va nous faire flancher. Au contraire, entre militants, ça resserre les rangs. » Surtout, ne leur dites pas qu'ils vont devoir se prononcer, le 11 février, lors des assises du RPR, sur des « motions », et même qu'on leur demandera sans doute dans les prochains jours, de défendre auprès des autres militants, tel texte plutôt que tel autre. Comme de vulgaires socialistes en quelque sorte. « C'est pas le rassemblement, ça. Nous on va dire : ça, c'est bien chez nous ; ça, c'est mieux chez les autres. » Et le 11 février, ce sera bien sûr « la synthèse » car, affirment-ils, il ne peut en aller autrement chez les gaullistes. « Nos assises, on les voit joyeuses, dynamiques. On y a opté, conclut Odile. On montera un peu plus haut sur les chaises et on chantera un peu plus fort la Marseillaise... »

PASCALE ROBERT-DIARD

Les parlementaires reprochent au président du mouvement son effacement depuis mai 1988

Une petite centaine de parlementaires, sur les quelque deux cent vingt-deux députés et sénateurs que compte le RPR, se sont réunis jeudi après-midi 11 janvier au siège du mouvement où M. Chirac avait convoqué ceux qui pourraient se trouver à Paris.

Accompagné de M. Juppé, le président du RPR a essentiellement décrit la procédure du système des motions qui, pour la première fois, sera utilisée à l'occasion d'assises du mouvement. Il a brièvement évoqué « notre ami Charles Pasqua » qui a « jugé bon de déposer un texte ». Mais il s'est senti « personnellement » visé par les critiques contenues dans le communiqué du sénateur des Hauts-de-Seine. Il a repris alors le mot d'un participant pour qui « la motion P-S (Pasqua-Séguin) est une motion de censure ».

M. Chirac avait reçu mardi 9 janvier en fin de réunion un mot de M. Pasqua lui annonçant sa décision de déposer une contribution en vue des assises sans lui indiquer que M. Séguin était son co-signataire.

Après la publication du communiqué commun quelques instants plus tard, M. Chirac avait, au téléphone, fait remarquer que ce texte était dirigé en fait contre lui à travers la direction du mouvement.

« Ne pas être conciliant »

Le sénateur des Hauts-de-Seine lui avait alors répondu : « Tu gardes toujours mon affection ! » Au cours de la réunion qui venait de se tenir ce mardi-là rue de Lille entre les signataires de diverses contributions et qui n'avait pas abouti à une synthèse partielle, M. Séguin, tout en annonçant son désir de maintenir n'avait pas non plus indiqué qu'il avait déjà conclu avec M. Pasqua un accord, ni révélé l'opération

qui était en train de se déclencher. Jeudi 11 janvier, devant les parlementaires, qui tous vont recevoir une lettre d'explication de M. Chirac, celui-ci a surtout écarté les réactions des uns et des autres. Parmi les plus catégoriques, M. Jean de Lipkowski (Charente-Maritime) incitait le maire de Paris à « ne pas être conciliant avec cette marque d'agression », affirmant : « Ce qu'ils veulent, en réalité, ne vous faites pas d'illusions, c'est la peau de Chirac et de Juppé. »

A l'opposé, M. Georges Tranchant (Yvelines) trouvait que les réactions de M. Chirac avaient été placées « un ton trop haut, en dramatisant l'affaire ». Il conseillait de le banaliser en considérant ce nouveau texte comme une simple motion supplémentaire. M. Pierre Mazaud (Haute-Savoie) était partisan de « dépersonnaliser » le débat et de le placer sur le terrain des idées, tout en apportant son soutien à M. Chirac et en rendant hommage au « travail et au comportement libéral » de M. Juppé.

Plusieurs parlementaires reprochaient cependant à M. Chirac, sur le ton de l'encouragement amical, de ne pas avoir été assez présent et actif depuis l'élection présidentielle de mai 1988 au niveau de son parti. Tous souhaitaient qu'il s'engage davantage dans le combat politique et reprenne plus directement en main les rênes du RPR.

Une sorte d'anticritique frottée s'esquissait ainsi, mais tous assuraient le maire de Paris de la fidélité des militants tout en admettant qu'une certaine morosité s'était emparée d'eux. M. Poujade (Côte-d'Or) tirait une conclusion qu'il voulait définitive : « Le coup n'est pas passé loin, mais l'opération a échoué. »

A. P.

POLITIQUE

Erreur de procédure et mauvais traitement infligé aux petites formations

Le Conseil constitutionnel annule une partie des textes sur le financement de la vie politique

Le Conseil constitutionnel a rendu, jeudi 11 janvier, ses deux décisions attendues sur les textes cherchant à moraliser le financement de la vie politique en France. La Constitution impose que cette réforme relève de deux projets de loi : un de nature « organique », l'autre simple.

En effet les auteurs de la loi fondamentale ont jugé suffisamment importantes les modalités d'élection du président de la République et les règles d'inéligibilité des députés pour les faire relever de textes législatifs soumis à des

contraintes particulières. Notamment leur conformité à la Constitution doit être obligatoirement vérifiée par le Conseil constitutionnel. En revanche, le texte sur le financement des partis et des campagnes électorales des élus locaux aurait pu échapper à ce contrôle. D'autant que le RPR, contrairement à ce qu'il avait annoncé à plusieurs reprises, a renoncé à le soumettre aux « neuf sages du Palais Royal ».

Seulement, comme il l'avait promis, le premier ministre, usant d'une procédure peu usitée, a, lui, déposé ce projet. Le Conseil n'a pas

contesté les solutions apportées aux questions de fond soulevées par cette législation : oui, l'Etat peut financer les partis politiques sans mettre en cause leur indépendance ; oui, les parlementaires pouvaient s'exclure de l'amnistie qu'ils décidaient pour tous les autres auteurs de délits liés au financement des partis et des campagnes.

En revanche, il a estimé que l'exigence du pluralisme des opinions était mise à mal par l'obligation, faite aux partis, de franchir un seuil des 5 % des suffrages exprimés aux élections

législatives pour avoir droit à un financement de l'Etat. Surtout, il a constaté que la procédure suivie pour le vote de la loi organique n'était pas conforme aux exigences constitutionnelles ; ce texte ne pourra donc pas être promulgué.

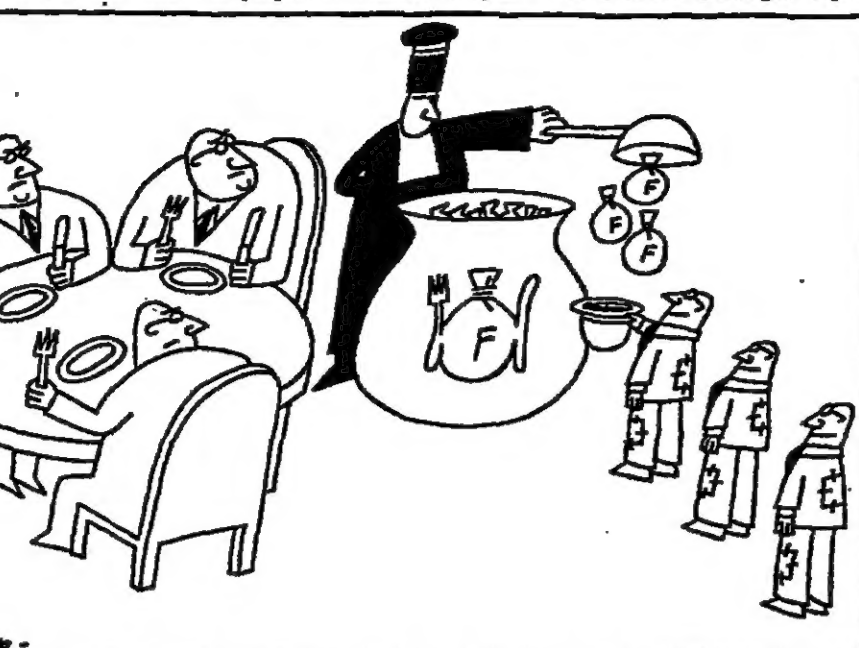
Dans les tous prochains jours, le texte de loi ordinaire sera publié au Journal officiel. Le gouvernement devra présenter un nouveau texte sur le financement des campagnes présidentielles et législatives lors de la session de printemps.

La loi organique. — Formellement, le texte organique a été voté de manière conforme à la Constitution, puisqu'il a été adopté définitivement le 6 décembre, lorsque l'Assemblée nationale, en deuxième lecture, a approuvé ce projet dans les mêmes termes que ceux rédigés par le Sénat. Seulement, et cela avait échappé aux conseillers du gouvernement, il comprend de nombreuses dispositions, relevant au titre de la loi ordinaire, qui modifient plusieurs articles du code électoral. Or, fait remarquer le Conseil constitutionnel, dans la mesure où ces dispositions « sont destinées à régir des matières qui ressortissent à la compétence de la loi organique, elles ne peuvent être rendues applicables à ces matières que dans le respect des règles de la procédure législative régissant les lois organiques ».

En clair, il aurait fallu que le texte organique soit voté après le texte ordinaire ou que celui-ci soit adopté en respectant la procédure contraignante des lois organiques. Et cela n'a pas été le cas. En effet, en cas de désaccord entre les deux chambres du Parlement, le gouvernement peut, pour celles-ci comme pour les autres, demander à l'Assemblée nationale de trancher en dernier ressort, mais, alors, pour les lois organiques, elle doit le faire, précise la Constitution, « à la majorité absolue de ses membres ». Or, le 22 décembre, lorsque les députés ont définitivement approuvé ce projet « ordinaire », ils ne furent que 277 à l'adopter, les autres votant contre (le PC) ou ne prenant pas part au vote (la droite). La barre des 289 voix n'avait donc pas été franchie.

Le Conseil ne pouvait que constater l'inconstitutionnalité de la procédure, donc de la loi, sans même en examiner le contenu.

■ L'amnistie. — Exclure les parlementaires du bénéfice de l'amnistie décidée pour les autres auteurs de délits liés au financement de la vie politique, n'était-ce pas mettre à mal le principe constitutionnel de



égalité de tous devant la loi ? Le Conseil ne le pense pas, en constatant que ce principe « ne s'oppose pas » à ce que le législateur « détermine ainsi le champ d'application de l'amnistie des lois qui les catégories revenues sont définies de manière objective ». Il met une réserve à cette possibilité en estimant qu'il faut une raison solide à une telle exclusion, mais retient celle du législateur : cette exception « trouve sa justification dans le fait que le but d'apaisement politique et social poursuivi par la loi ne serait pas atteint si les membres du Parlement, investis par la Constitution du pouvoir de voter l'amnistie, en faisaient usage en leur faveur agissant d'influences en relation avec le financement de campagnes électorales ou de partis politiques ».

Toutefois pour le Conseil cela ne peut jouer que pour ceux qui sont

parlementaires au moment du vote de l'amnistie, et non pas pour ceux qui l'étaient au moment des faits délictueux, et qui ne le sont plus.

■ Financement des partis politiques. — Les partis et groupements politiques « se forment et exercent leur activité librement », ordonne l'article 4 de la Constitution. Cela est-il compatible avec une aide financière de l'Etat et les contrôles des comptes que cette aide implique ? Le Parti communiste, et M. Pierre Mazeaud, député RPR, en doutaient. Le Conseil constitutionnel ne trouve rien à redire sur le principe, reprenant l'essentiel du « considérant » qu'il avait rédigé en mars 1988 pour décider qu'une subvention de l'Etat aux campagnes des candidats à la présidence de la République n'était pas contraire à la Constitution. Il explique toutefois, « que l'aide allouée doit, pour

être conforme aux principes d'égalité et de liberté, obéir à des critères objectifs ; qu'en outre le mécanisme d'aide retenue ne doit aboutir ni à établir un lien de dépendance d'un parti politique vis-à-vis de l'Etat ni à compromettre l'expression démocratique des divers courants d'idées et d'opinions ».

Les critères de répartition de cette aide respectent-ils cette dernière obligation ? Dans le texte voté, la dotation est divisée en deux parts égales : l'une, répartie en fonction du nombre de parlementaires déclarant adhérer à tel ou tel groupement ; l'autre, en fonction des résultats des élections législatives. Le Conseil accepte cette grande ligne, en constatant que les « exigences constitutionnelles » sont respectées dès lors que n'est pas retenue la seule présence au Parlement, mais la mise en application de ce prin-

cipe ne lui convient pas. Le gouvernement avait prévu que ne seraient aidés que les partis présents dans cinquante circonscriptions. Le Sénat a fait passer cette barre à soixante-cinq. De plus, l'Assemblée nationale, l'initiative du rapporteur, M. Robert Savvy, député PS, et de M. Pierre L'Equilier, député UDF, a décidé qu'il ne serait tenu compte que des « résultats égaux ou supérieurs à 5 % des suffrages exprimés dans chaque circonscription » lors de la globalisation nationale. Le Conseil a estimé que cela « est, en raison du seul choix, de nature à entraver l'expression de nouveaux courants d'idées et d'opinions ». Il a donc déclaré cette disposition contraire à la Constitution. Résultat, sauf à ce que le Parlement vote un nouveau texte avec un nouveau seuil, les partis recevront une dotation financière de l'Etat, dès lors qu'ils auront présenté des candidats dans au moins soixante-cinq circonscriptions.

Un dernier point aurait pu être soulevé : le texte prévoit que cette aide en fonction des résultats électoraux s'interviendra qu'après le prochain renouvellement de l'Assemblée nationale. Jusque-là, les formations n'ayant pas de parlementaires ne seront donc pas aidées, et le principe posé par le Conseil est balouté. Mais il est fort difficile d'imposer, en l'espèce, une rétroactivité.

Le Parlement avait modifié le projet du gouvernement en décidant qu'un parti pourrait ne pas constituer une « association de financement », mais se contenter d'un « mandataire financier » : c'est cela qui permet au Conseil de considérer que le contrôle du mode de financement des partis n'est pas contraire à leur liberté. M. Mazeaud voit là à justifier un de ses combats !

■ Pouvoir des juges de l'élection. — Le Conseil constitutionnel est très soucieux sur l'indépendance de la justice administrative, d'autant qu'il est lui-même juge de l'élection des parlementaires. Or le texte voté pouvait laisser croire que les tribunaux administratifs, en ce qui concerne les élus locaux, et même pour les députés, seraient tenus par les décisions de la commission chargée de contrôler la véracité des comptes des candidats, quand il s'agit de prononcer l'annulation de l'élection d'un candidat frauduleux et son inéligibilité pour un an.

Or, rappelle le Conseil, cette Commission « est une autorité administrative et non une juridiction ». Il en déduit que la position de celle-ci « ne saurait, en aucune façon, s'imposer au juge administratif (et a fortiori au Conseil) ; que celui-ci conserve toute liberté pour apprécier, au besoin par la voie de l'exception, si c'est à bon droit que la commission a constaté le dépeçement par un candidat du plafond des dépenses électorales (...) et pour en tirer, le cas échéant, toutes conséquences de droit, notamment en ce qui concerne l'application des inéligibilités ». Il précise que « toute autre interprétation serait contraire à la Constitution ».

■ Pouvoir des officiers de police judiciaire. — Le Conseil a toujours estimé qu'une des tâches essentielles était de veiller à la préservation des libertés individuelles. Il a déjà, ainsi, en l'occasion de précises que les officiers de police judiciaire, lorsqu'ils s'interviennent pas sous le contrôle d'une autorité judiciaire, ne peuvent utiliser tous leurs pouvoirs habituels. Or, à la suite d'un amendement de M. Robert Padoa-Schioppa, député RPR, la commission de contrôle des comptes de campagnes et des partis peut demander « à des officiers de police judiciaire de procéder à toute investigation qu'elle juge nécessaire ». Le Conseil précise donc qu'elle « ne peut leur demander (...) que de recueillir des éléments d'informations nécessaires à l'exercice de ses missions sur l'origine des fonds d'une campagne électorale, ainsi que sur leur emploi ». Ces fonctionnaires ne pourront donc pas exercer, alors, « de pouvoirs coercitifs ».

Th. B.

Une leçon de démocratie

par Thierry Bréhier

La moralisation de la vie politique n'a décidément pas de chance. Les premières lois, en 1988, sur la transparence des financements et l'aide de l'Etat aux candidats et aux partis n'avaient été votées que dans la confusion et la bousculade d'une pré-campagne présidentielle. Leurs nouvelles versions en 1989 n'ont vu le jour que parce que les socialistes étaient empêtrés dans des affaires « de plus en plus douloureuses pour eux, au point que le dossier de l'amnistie avait occulté tout le reste du dispositif, pourtant essentiel au bon fonctionnement de la démocratie, fort rigoureux et pratiquement avoué par l'ensemble des formations politiques.

Aujourd'hui, voilà une fois encore que l'arbre risque de cacher la forêt. Les décisions, rendues jeudi par le Conseil constitutionnel, sont fort importantes. Mais non parce qu'elles estiment contraires à la loi fondamentale la partie « organique » de la réforme. L'annulation ne tient qu'à une erreur de procédure parlementaire, dont il est étonnant qu'elle ait échappé aux multiples spécialistes de l'Assemblée nationale et des cabinets ministériels, et tout particulièrement à celui qui, à Matignon, a en charge ce genre de dossiers.

L'importance de cette décision réside dans l'aval donné par les gardiens sourcilieux de la Constitu-

tion à l'aide de l'Etat aux partis politiques. Le Conseil, il est vrai, ne pouvait qu'être ravi de voir certaines des remarques qu'il avait faites après l'élection présidentielle de mai 1988 prises en compte dans la nouvelle législation. Il n'en approuve pas, pour autant, tous les choix du législateur, car il donne à tous les parlementaires, membres des grands partis, une belle leçon de démocratie : celle-ci implique que les petites formations soient pas écrasées par les plus importantes. « Messieurs les grands », n'oubliez pas les faibles » ordonnent les neuf « sages » du Palais-Royal.

Cette leçon est certes adressée à la majorité, aujourd'hui, mais aussi à celle d'hier. La décision rendue jeudi suggère clairement que la loi votée, lorsque M. Jacques Chirac était premier ministre, aurait été estimée contraire à la Constitution — si quelqu'un avait eu le courage de demander son avis au Conseil — puisqu'elle n'aidait que les partis représentés au Parlement. Voilà une nouvelle justification, s'il en était besoin, de l'élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel souhaitée par M. Robert Badinter. Devant la tendance de la classe politique à vouloir régler ses petites affaires hors du contrôle du juge constitutionnel, il est souhaitable qu'un simple citoyen puisse permettre à celui-ci de donner son opinion.

A partir de janvier

Edouard B

(prêt à porter masculin) solide ses collections :

« Cardin — New-man — Courrèges — Lapérouse de Fursac — Hechter — Coup de Cœur »

JUSQU'A 40 %

53, rue Lafayette 75008 Paris
Tél. : 46-76-50-70

IMMIGRATION

L'accueil des enfants dans les maternelles
Une mise en demeure du préfet au maire de Montfermeil

N'oubliez pas : vous ne servez que les petits français



La décision du conseil municipal de Montfermeil (Seine-Saint-Denis) de couper les vivres à deux écoles maternelles « coupables » d'accueillir trop d'enfants d'immigrés (le Monde du 12 janvier) a suscité une nouvelle polémique au centre de laquelle se trouve le maire de la commune, M. Pierre Bernard (divers droite). Celui-ci a passé outre le « sursis à exécution » ordonné par le tribunal administratif de Paris le 4 janvier, après une délibération de son conseil municipal le 20 décembre. Soucieux de « dépassionner » l'affaire, le préfet de Seine-Saint-Denis, M. Raymond François Le Bris a, néanmoins, mis en demeure le maire, jeudi 11 janvier, de lever ces mesures et s'est déclaré prêt à user de son pouvoir de substitution pour assurer le fonctionnement normal des écoles (cantine, nettoyage...) aux frais de la

commune. Jugant « inacceptable » les décisions du maire, M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, a déclaré que « les enfants de Montfermeil ne devaient pas être victimes des manquements du maire à ses obligations ».

L'action entreprise depuis le mois d'octobre par M. Pierre Bernard est destinée à attirer l'attention sur le taux d'immigration dans certains quartiers de sa commune (jusqu'à 85 %), mais la plupart des réactions déplorent que des enfants en fassent les frais. Pour le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'unité entre les peuples) et le Parti socialiste, les enfants de Montfermeil « sont les otages politiques d'un maire raciste ». SOS-Racisme estime que « se servir d'écoles à des fins politiques est totalement inadmissible ».

M. Barre réclame « une politique claire »

Dans un entretien à l'Express daté du 12 janvier, M. Raymond Barre estime que la France « a plus hélas ! depuis 1981 » de politiques d'immigration. « Les gouvernements, constate-t-il, ont inventé depuis cette date des principes respectables que je partage, mais ils ont cédé à des fantasmes, à des complexes, au syndrome des « belles âmes », alors qu'il fallait agir. » L'ancien premier ministre se dit convaincu « qu'un gouvernement qui ferait une politique claire et sans complexes rendrait un grand service au pays. Il ferait disparaître les pulsions racistes ou xénophobes que l'on constate ici ou là, tout simplement parce que les Français ont aujourd'hui le sentiment d'être victimes de la complaisance regrettable ou de la fâcheuse impuissance des autorités. Et ce n'est pas en proposant de donner le droit de vote aux immigrés que l'on arrangerait les choses ! »

Le Monde

A partir du 15 janvier, nos services commerciaux et nos services de gestion s'installent dans leurs nouveaux locaux.

Immeuble SIRIUS
11, rue Jean-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Téléphone standard

(1) 49-60-30-00

Relations abonnés

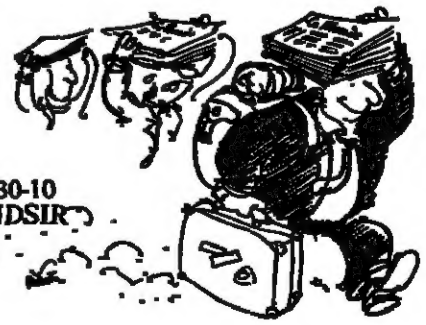
(1) 49-60-32-90

Service à domicile

(1) 49-60-34-70

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Telex : 261 311 F MONDSIR



JEAN-PIERRE ROUGE

DEPUIS LE 8 JANVIER. CHANGEMENT DE PROGRAMME(S).

Bernard Rapp, Alain de Sédouy, Michel Polac,
Philippe Aubert, Philippe Dana, Jean-Pierre Derrien,
Pierre-Yves Guillen, Gérard Lefort, Isabelle Attali,
Sylvain Augier, Claude Villers, Kathleen Evin...
Avec le retour en force de l'impertinence, de l'insolence,
de l'indépendance d'esprit,
le France Inter des années 90 est en marche.
C'est tout un programme!

France inter

PLUS HAUT LA RADIO !

Le Monde

10 Proch
11 Le ma

- « Les 1
- « L'Eta

M. Lionel Jospin, l'éducation nationale dans l'entretien qu'il a donné au Monde, les objectifs de la politique adoptée pour l'enseignement supérieur, le nombre des étudiants, explique que les difficultés de la rentrée ont convaincu le gouvernement de la nécessité d'une « urgence », conduisant à la hausse de 1990. Ces mesures sont l'amorce d'un développement qui sera poursuivi et accéléré dans les années. L'effort est d'autant plus important que le ministre rappelle que toute sélection des universités.

Pour y faire face, le gouvernement compte faire appel aux collectivités locales. Cette décentralisation sera, selon M. Jospin, directement liée aux décisions sur les implantations des filières de l'enseignement supérieur. Le ministre de l'Éducation nationale est opposé à une décentralisation qui ne serait que la responsabilité des universités.

Une bouffée d'oxygène

Les mesures annoncées par le gouvernement pour le développement des universités ont été bien accueillies par les associations d'enseignants, d'étudiants, même si elles restent trop limitées. Le Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur, « elle-même », ont un peu l'asphyxie, mais ils ont très en deca de l'effort qui sera nécessaire. L'UNEF-ID estime qu'une bouffée d'oxygène ne suffira pas à résoudre tous les problèmes de l'enseignement supérieur. Le Collectif des universitaires estime, pour sa part, que c'est « une autre bouffée d'oxygène » qui doit être mise en place pour l'université, car elle est en crise, avec une dévalorisation des études, une dévalorisation des diplômes, une dévalorisation de la recherche.

Les réactions sont vives du côté des universitaires. Elles rappellent que les universités sont prêtes à participer à des investissements, mais elles souhaitent que l'État accompagne d'une manière plus concrète le développement de leur compétence. Elles ont fait l'objet d'un accord de l'Association nationale des universités, qui est le résultat de l'opposition (dans les vingt régions) de l'ANU. L'ANU écrit que les universités sont prêtes à participer à des discussions, mais elles souhaitent que l'État prenne des mesures concrètes : un réel transfert de compétences et de responsabilité en matière universitaire, une décentralisation de la gestion pour ce qui concerne la détermination des filières, la limite des dépenses, la construction et la remise à jour des bâtiments et équipements, le transfert des moyens financiers, une plus grande autonomie pour les universités.

10 Prochaine naissance d'un veau-éprouvette
11 Le marathon judiciaire de Rolf Dobbertin

12 Communication : les offensives de M. Berlusconi
13 Archéos au Cirque d'hiver

14 Cinéma : rêves en cage de John N. Smith
24 Voile : la galérie des mers du Sud

Un entretien avec M. Lionel Jospin

- « Les retards accumulés et l'augmentation du flux des bacheliers créent une situation potentiellement explosive »
- « L'Etat ne doit pas se défausser sur les régions de ses responsabilités en matière d'enseignement supérieur »

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, précise, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde, les objectifs de la politique adoptée par le gouvernement pour développer l'enseignement supérieur, face à l'accroissement considérable du nombre des étudiants. Il explique que les difficultés de la dernière rentrée universitaire ont convaincu le gouvernement de la nécessité d'un « plan d'urgence », conduisant à réviser à la hausse le budget de 1990. Ces mesures immédiates sont l'amorce d'un plan de développement qui devra être poursuivi et accélééré sur plusieurs années. L'effort à fournir est d'autant plus important que le ministre rappelle son opposition à toute sélection à l'entrée des universités.

Pour y faire face, le gouvernement compte faire largement appel aux collectivités locales. Cette décentralisation implique, selon M. Jospin, d'associer étroitement les villes et les régions aux décisions concernant les implantations et le choix des filières de formation. Mais le ministre de l'éducation nationale est opposé à un transfert de compétences qui reviendrait à dessaisir l'Etat de ses responsabilités en matière d'enseignement supérieur.

« La dernière rentrée universitaire a fait apparaître de sérieux problèmes d'accueil et d'encadrement des étudiants. Or, celles-ci risquent de s'accroître encore avec l'augmentation annoncée du nombre des bacheliers. Comment comptez-vous maîtriser une situation qui peut devenir rapidement explosive ? »

« La communauté universitaire — enseignants, personnels administratifs et techniques, étudiants — prend conscience qu'une véritable politique universitaire est engagée. Elle a vu les augmentations budgétaires (+ 10 % en 1989, + 12 % en 1990) la revalorisation des carrières des universitaires, la mise en place d'un régime indemnitaire, les créations de postes, les schémas académiques de développement des formations post-baccalauréat, le lancement d'une formation des enseignants du supérieur, la mise en œuvre d'une politique d'ensemble en faveur des personnels administratifs, ouvriers, techniques et de service. Mais il est vrai que les étudiants, en particulier, ne supportent plus les conditions matérielles dans lesquelles ils doivent faire leurs études. Les retards accumulés et l'augmentation du flux de bacheliers de ces dernières années créent une situation potentiellement explosive. »

« Nous avons une bonne politique qualitative. Il serait dommage que sa réussite soit compromise parce que nous n'assurons pas convenablement l'accueil des étudiants. »

« Est-ce que ce risque n'est pas accru par l'augmentation des exigences des étudiants, en raison de l'importance prise par la formation et le diplôme dans notre société ? »

« Les jeunes sont beaucoup plus nombreux à venir à l'université et leur état d'esprit a changé. Ils sont beaucoup plus concentrés sur leur travail. Leur esprit de sérieux les rend exigeants sur la qualité de leurs études, car ils savent que la qualification est une assurance contre le chômage. Il n'y a plus cet « amateurisme intelligent » qui a caractérisé une génération comme la mienne, ou les grands débats idéologiques et politiques qui ont aidé les étudiants d'après 1968 à s'accomplir dans leur vie universitaire. Le problème de la qualité de l'accueil est désormais décisif. »

Pas de « génération sacrifiée »

« Face à l'accroissement des effectifs, certains pensent qu'il n'y a pas d'autre solution que la sélection. Je suis contre. D'abord, parce que c'est une politique malthusienne, qui tourne le dos à l'intérêt du pays. Nous avons besoin d'un plus grand nombre d'étudiants formés. Ensuite, parce qu'elle ne serait pas acceptée, ni par les étudiants ni par leurs familles. MM. Chirac et Devallet en ont fait l'expérience en 1986. La solution est celle qu'a choisie le gouvernement, en adoptant un plan d'urgence pour 1990, s'articulant avec un plan de développement à moyen terme sur cinq ans. On montre ainsi aux enseignants et aux étudiants qu'on répond aux exigences du présent et qu'on prépare l'avenir. »

« Pensez-vous que notre société est prête à faire l'effort financier considérable rendu nécessaire par la perspective de 80 % de jeunes au niveau du bac, avec ses conséquences sur l'enseignement supérieur ? »

« La proportion d'étudiants par rapport à la population, dans notre pays, est inférieure à ce qu'elle est aux Etats-Unis ou au Japon. Les pays les plus efficaces économiquement sont ceux qui ont les travailleurs les mieux formés. D'autre part, si nous voulons demeurer une grande puissance, nous devons rester un pays qui crée le savoir. Et pour cela, il faut un enseignement supérieur fort. »

« Mais en dehors de ces raisons économiques ou philosophiques, il y a la réalité : les étudiants sont à leur porte. Va-t-on leur dire non ? On peut répondre à leur demande, à condition de ne pas sous-estimer l'effort à faire pour l'enseignement supérieur, comme cela a été le cas pendant vingt ans, sous des gouvernements différents. »



« D'où vient cette sous-estimation persistante ? »

« Je n'ai pas à revenir sur le passé, mais je peux vous assurer que ce temps est fini. Le président de la République a affirmé que l'éducation serait la priorité de son second septennat. Et le premier ministre, qui concrétise cette priorité, fait les arbitrages nécessaires. Je m'en réjouis. »

« Les étudiants ne sont pas des rêveurs. S'ils voient qu'on construit un peu partout, ils acceptent de passer un peu de temps à attendre que ce temps soit fini. Le président de la République a affirmé que l'éducation serait la priorité de son second septennat. Et le premier ministre, qui concrétise cette priorité, fait les arbitrages nécessaires. Je m'en réjouis. »

« Ne risque-t-on pas de se retrouver dans la situation des années 60, pour faire face à l'urgence, on a dû construire, on a construit des bâtiments universitaires de qualité médiocre ? »

« Non, parce que nous avons anticipé sur les besoins et les réponses à apporter. Nous avons confié à deux architectes, Michel Cantal Dupart et François Guy, la mission de visiter l'ensemble des universités et d'étudier les possibilités d'aménagement et d'extension, en prenant en compte les besoins en bâtiments (amphithéâtres, salles de TD), la vie des campus, l'accueil des étudiants, l'insertion dans l'environnement et les villes. Les constructions, relativement légères, qui seront faites dans le cadre du plan d'urgence, s'intégreront dans une vision architecturale d'ensemble qui a été préparée. Nous voulons que les campus soient des lieux de vie, avec des salles de cinéma, de théâtre, des terrains de sport, des clubs, et qu'ils s'intègrent dans l'aménagement de la ville. »

« Tout ce travail préparatoire sera fondamental pour le schéma national d'aménagement universitaire qui portera sur les cinq prochaines années. Je le présenterai au premier ministre et au président de la République dans les prochaines semaines. »

« L'Etat devra effectivement faire appel aux collectivités locales pour faire face aux investissements nécessaires. Mais il est vraisemblable que celles-ci, en contrepartie, demanderont un élargissement de leur compétence à l'enseignement supérieur. Etes-vous prêt à le leur accorder ? »

« Le gouvernement vient de prendre une décision très importante, qui est d'accorder aux collectivités locales la maîtrise d'ouvrage en matière universitaire, avec remboursement possible de la TVA. Une disposition législative sera nécessaire, mais la représentation nationale étant très favorable à cette disposition, on peut penser qu'elle sera votée. Les collectivités peuvent donc déjà se préparer à cette nouvelle situation. Cette mesure ne concerne pas seulement les régions, mais aussi les départements et les villes, et certaines municipalités ont d'ores et déjà manifesté qu'elles étaient prêtes à s'engager. Cette décision du gouvernement est une reconnaissance des efforts déjà faits par les collec-

tivités locales et une incitation pour elles à continuer. »

« Ceci dit, je ne pense pas qu'il y ait intérêt, pour le moment, à poser le problème d'un transfert des compétences par un texte de loi complétant les lois de décentralisation. Cela bouleverserait les procédures actuelles et ferait perdre du temps, alors que nombre de décisions relèvent de l'urgence. Je préfère m'appuyer sur ce qui existe. »

« L'Etat est confronté à un défi majeur. Il ne saurait répondre en se défaussant. Il ne saurait non plus renoncer à une mission essentielle qui se traduit notamment en choix scientifiques et d'aménagement du territoire. L'addition des besoins des régions ne correspond pas nécessairement aux besoins d'une nation. C'est à la compétition économique mondiale. »

Un système de prêt aux étudiants

« Mais à l'inverse, les choix faits actuellement à l'échelon national ne correspondent pas toujours aux besoins régionaux. On constate que certaines régions sont sous-équipées dans certains domaines alors que d'autres peuvent être suréquipées par rapport à leurs possibilités. Il y a des déséquilibres manifestes. »

« C'est pourquoi il faut un réel partenariat entre l'Etat et les régions pour parvenir à un meilleur équilibre. Il est normal que les régions soient associées aux choix des implantations, des filières de formation... Mais l'Etat doit avoir le dernier mot, pour faire prévaloir, si nécessaire, la solidarité et l'intérêt national. »

« Les régions n'ont-elles pas le sentiment d'être mises devant le fait accompli, de devoir valider les décisions de l'administration ? »

« Il est normal que le ministre — qui en a la responsabilité — fasse des propositions. Mais je suis prêt à discuter et à tenir compte des objections ou des contre-propositions. Ce n'est pas à prendre ou à laisser. »

« Peut-on déterminer la part respective de l'Etat et des régions dans les investissements à venir ? »

« Non. Cela dépendra des moyens et de la politique de chaque ville, chaque département et chaque région. Certains sont très actifs, alors que d'autres restent encore en retrait. Il faut voir les situations cas par cas, en tenant compte des possibilités locales. »

« Il est plus facile de construire des mètres carrés que de recruter des enseignants. Comment comptez-vous remédier à la crise actuelle, pour assurer un encadrement convenable des étudiants ? »

« Le recrutement des enseignants a été notre première préoccupation : en témoignant à la fois la revalorisation des carrières et les créations de postes. Compte tenu des 400 emplois du plan d'urgence, nous avons créé plus de 1 800 postes d'enseignants cette année et ce rythme va augmenter. C'est dans l'enseignement supérieur que le temps de réaction aux mesures que nous avons prises a été

le plus bref. L'an dernier, nous avons publié 2 000 postes (en tenant compte des créations et des postes non pourvus). Cette année, nous en avons publié 4 000. Il y a eu 12 000 candidats et seulement 250 postes non pourvus. »

« Il faut ajouter la création du « monitorat », qui permet à des étudiants de troisième cycle de préparer une thèse et de s'initier à l'enseignement tout en recevant 9 200 F par mois. Cette année, nous avons recruté 1 700 moniteurs pour 8 000 candidats regroupés dans 13 centres de formation à l'enseignement supérieur, dirigés par des universitaires de qualité. »

« Vous aviez annoncé que 1990 serait « l'année des étudiants ». Or le dossier « social » paraît être passé en retrait par rapport à d'autres urgences. Où en est-on sur ce point ? »

« Il n'y a pas de retrait. Dès la semaine prochaine commenceront les discussions avec les organisations étudiantes sur ce dossier. Ma position est la suivante. D'une part, il faut accroître considérablement le nombre des étudiants bénéficiant d'une aide sociale. Il est actuellement de 200 000, ce qui est nettement insuffisant. D'autre part, il faut augmenter le montant de l'aide que reçoit chaque étudiant et qui est trop faible. »

« Pour répondre à cet objectif, nous nous appuyerons sur les bourses, qui doivent être élargies et étoffées, et sur un système de prêt, complétant ou prolongeant les bourses. La formule du prêt doit obéir à des critères de ressources, pour éviter qu'on « ne prête qu'aux riches ». Il faudra prévoir un système de garanties par l'Etat, les universités, les collectivités locales, les entreprises. »

« La dernière rentrée a vu apparaître les revendications d'une catégorie qui faisait peu parler d'elle : les ATOS (personnels administratifs, techniques, ouvriers et de service). Comment comptez-vous leur répondre ? »

« Paradoxalement, ces revendications ont éclaté au moment où la politique de l'éducation nationale à leur égard a profondément changé. Alors que les années précédentes on diminuait les postes de ces catégories, l'une de mes premières mesures, à mon arrivée au ministère, a été d'en créer. Il y a eu aussi un effort de formation, de modernisation et de très nombreuses transformations d'emplois. Nous allons poursuivre cet effort indispensable. »

« L'un des problèmes les plus graves qu'affronte l'université est celui du premier cycle, avec son considérable taux d'échec. Comment comptez-vous le traiter ? »

« Le premier cycle est effectivement la pierre angulaire de l'enseignement supérieur. J'ai dit qu'on ne pouvait pas rechercher la qualité par la sélection. On ne doit pas non plus la sacrifier pour résoudre le problème quantitatif. La qualité, sans la sélection, ne peut être obtenue que dans la diversité des éta-

blissements, des filières et des types de formation. »

Des filières courtes dans les universités

« Vous ne retenez pas l'idée avancée par Laurent Schwartz de créer, dans les universités, des filières plus sélectives, pour des étudiants capables d'affronter des études longues ? »

« Je partage avec Laurent Schwartz son goût pour la qualité de la science, mais je ne souhaite pas distinguer a priori entre les étudiants selon les filières (1). Des éléments intéressants ont été apportés sur cette question par un rapport de M. Couanne, ancien vice-président de la Conférence des présidents d'université. Il va y avoir, sur ce sujet, une série de colloques dans les universités en février, suivis d'un colloque national en mars. A partir de ces discussions, nous prendrons des décisions qui pourront être en partie applicables à la rentrée 1990. »

« Pensez-vous que les universités aient vocation à assurer des formations courtes à caractère professionnel ? »

« La vocation de l'université est de former les gens qu'elle accueille. Il faudra peut-être créer davantage de sections de techniciens supérieurs dans les lycées ou de départements d'UT. Mais les universités auront aussi à bâtir des filières courtes débouchant sur des diplômes ayant la qualité des DUT. Peut-être faudra-t-il aussi, pour assurer ces tâches nouvelles, diversifier les types d'enseignants du supérieur. »

« Vous ne retenez pas l'idée de « collèges universitaires » spécialisés dans la formation de premier cycle (2) ? »

« Non. Il ne faut pas secondaire l'enseignement supérieur ni inciter à un dédoublement des universités. Le but de la politique contractuelle que je conduis est de développer la personnalité et la potentialité de chaque université, compte tenu des besoins auxquels elle doit faire face et des choix qu'elle souhaite opérer. »

« Certaines universités peuvent s'attacher plus particulièrement au développement de leurs premiers cycles. D'autres, notamment par la qualité de leur recherche, peuvent devenir des pôles de référence européenne. Mais toutes doivent pouvoir prétendre, dans les domaines qu'elles choisissent, à l'excellence. »

Propos recueillis par
GÉRARD COURTOIS
ET FRÉDÉRIC GAUSSEN

(1) M. Laurent Schwartz est le fondateur du mouvement « qualité de la science française » et l'ancien président du Comité national d'évaluation. Il avait exposé ses idées sur le premier cycle dans sa préface au premier rapport de ce comité : « Ou va l'université ? Galliarid 1987 (NDLR). »

(2) La formule de collèges de premier cycle avait été retenue en 1988 par M. Jacques Valade, président de M. Jospin, comme ministre de l'enseignement supérieur (NDLR).

Une bouffée d'oxygène

Les mesures annoncées par le gouvernement pour le développement des universités sont plutôt bien accueillies par les organisations d'enseignants et d'étudiants, même si elles les estiment trop limitées. Pour le Syndicat national de l'enseignement supérieur, « elles atténuent un peu l'asphyxie mais restent très en deçà de l'immense effort qui serait nécessaire ». L'UNEF-ID estime que « c'est une bouffée d'oxygène » mais qu'elle « ne suffira pas à résoudre tous les problèmes des universités ». La Collectif des étudiants libéraux, estime, pour sa part, que c'est « une autre politique » qu'il faut mettre en place : « Une plus grande autonomie de décision pour l'université, un renforcement des liens avec les entreprises, une revalorisation réelle des œuvres sociales, une meilleure intégration européenne ». Les réactions sont également vives du côté des collectivités locales. Elles rappellent que si elles sont prêtes à participer aux investissements nécessaires, elles souhaitent que cet effort s'accompagne d'une extension de leurs compétences à l'enseignement supérieur. Cette position fait l'objet d'un communiqué de l'Association nationale des élus régionaux, qui regroupe les élus de l'opposition (majoritaires dans vingt régions sur vingt-deux). L'ANER écrit que « les régions sont prêtes à ouvrir avec l'Etat des discussions qui porteraient simultanément sur : »

— un réel transfert de responsabilités et de compétences en matière universitaire, qui se situe dans la logique de la décentralisation de la formation, notamment pour ce qui concerne la définition des filières et qui ne se limite pas aux seules constructions et remises en état des bâtiments et équipements ;

— le transfert concomitant des moyens financiers indispensables ;

— une plus grande autonomie pour les universités. »

NANTERRE AVANDIERS

DERNIÈRES REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

DANS LA SOLITUDE DES CHAMPS DE COTON

de Bernard-Marie Koltès
mise en scène Patrice Chéreau

avec
Laurent Malet et Patrice Chéreau

25 JANVIER / 18 FEVRIER

47.21.18.81

SOCIÉTÉ

SCIENCES

Pour la première fois en France

Un veau-épreuve va voir le jour

D'ici quelques semaines, et pour la première fois en France, devrait naître un veau issu d'une fécondation *in vitro*, entièrement réalisée en laboratoire. Annoncée mercredi 10 janvier par la société Genes Diffusion, cette réussite doit largement aux travaux menés depuis dix ans dans les laboratoires de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA). La technique pourrait ouvrir, à court terme, d'importantes perspectives dans l'amélioration génétique du cheptel français.

Fécondation *in vitro* : pour avoir, depuis plus de dix ans, permis à des milliers de couples stériles d'avoir un enfant, le terme est entré dans le langage courant. La maîtrise de cette technique n'en reste pas moins exceptionnelle, dès lors qu'elle ne concerne plus l'espèce humaine mais les animaux d'élevage. Une double réussite vient à cet égard d'être remportée par deux équipes européennes, qui ont annoncé, presque simultanément, avoir obtenu le développement de veaux-épreuve, entièrement conçus en laboratoire : une équipe tchécoslovaque de l'Institut de physiologie et génétique des animaux domestiques de Liberec (1), et celle de la société française Genes Diffusion, filiale de la Coopérative agricole URCELA-Nord spécialisée dans la génétique animale et implantée à Fraix-Marais-les-Douai (Nord).

Pour copier au mieux, un épreuve, les processus de reproduction naturelle, plusieurs étapes successives doivent être maîtrisées : la récolte des ovules et des spermatozoïdes ; la fécondation proprement dite ; la maturation de l'œuf fécondé durant la première semaine de son développement ; enfin, le transfert de l'embryon dans une mère porteuse. La der-

nière de ces quatre phases, mise en œuvre depuis 1982 en prélevant des embryons bovins conçus par les voies naturelles et conservés par congélation, est devenue monnaie courante pour la plupart des éleveurs. Rien qu'en France, plusieurs milliers de transferts de ce type sont ainsi effectués chaque année par les équipes de l'Union nationale des coopératives d'élevage et d'insémination artificielle (UNCELA). L'objectif : multiplier la descendance des meilleurs animaux, en faisant porter par des vaches ordinaires, après les avoir prélevés de l'utérus de leur mère « biologique », des embryons issus de géniteurs hautement sélectionnés.

Restait cependant une étape, apparemment infranchissable : la conception entièrement *in vitro*, qui permettrait, à partir d'ovules et de spermatozoïdes en culture, de concevoir ces embryons directement en laboratoire, à l'instar de ce qui se fait pour l'espèce humaine. Car tel est le paradoxe : la technique de la fécondation *in vitro*, aujourd'hui parfaitement maîtrisée au plan médical, se révèle encore, chez tous les autres gros mammifères, d'une terrible complexité. Ce qui explique, exception faite de quelques réussites annoncées ici ou là de par le monde, qu'aucun animal d'élevage ne soit né de cette technique au cours de la décennie qui vient de s'achever.

Rentabilité d'abord

Après plusieurs années de tâtonnements, la recherche, dans ce domaine, semble donc s'accroître. Au laboratoire de physiologie animale de l'INRA à Jouy-en-Josas (Yvelines), les chercheurs ont ainsi fini par découvrir la raison pour laquelle les « boutons embryonnaires », issus de leurs tentatives de fécondation *in vitro*, se développaient la plupart du temps de façon anormale : ils leur manquaient simplement un facteur de croissance, le TGF- β . Ils ont

alors affiné leur milieu de culture, et les résultats, rapidement, sont devenus plus performants.

« Actuellement, 35 % des œufs de vache que nous fécondons *in vitro* forment des embryons normaux après six à sept jours de culture », précise Charles Tibbault, le « père » des premiers « lapins-épreuve » et l'un des principaux leaders, depuis près de trente ans, des recherches menées à l'INRA sur la physiologie de la reproduction. Surtout préoccupés de mettre au point dans les meilleures conditions cette étape essentielle, les chercheurs de l'INRA n'ont toutefois pas tenté de mener l'expérience jusqu'à son terme, octroyant délibérément la phase ultime — lourde et coûteuse — de la réimplantation de l'œuf ainsi fécondé dans une vache porteuse.

Plus soucieuse de rentabilité économique que de recherche fondamentale, il semble donc bien que la société Genes Diffusion leur ait coupé l'herbe sous les pieds. Ce qui serait de bonne guerre... si la manière n'apparaissait un peu cavalière : Luc Liégeois, directeur scientifique de la société, reconnaît verbalement que « quatre étapes sur cinq ont été mises au point hors de nos laboratoires », mais l'INRA, avec lequel les chercheurs de Douai travaillent depuis deux ans en étroite collaboration, n'apparaît nullement dans le communiqué de Genes Diffusion. Cette politique commerciale pour le moins étonnante serait-elle liée à la volonté, non dissimulée par la société, de prendre ses distances vis-à-vis de la puissante UNCELA dont elle est aujourd'hui membre ? Ses objectifs étaient alors bien au-delà du veau-épreuve « Gédéon », dont la naissance est attendue à la fin du mois de mars.

CATHERINE VINCENT

(1) Réalisés entre 1987 et 1988, les travaux de M. Pavlik, Motlik, Kanka et Foltz viennent d'être publiés dans la revue spécialisée *Reproduction, nutrition, développement*, 1989, vol. 29.

DÉFENSE

La marine nationale commande deux nouvelles frégates de surveillance

La marine nationale vient de commander aux Chantiers navals de l'Atlantique, à Saint-Nazaire, deux nouvelles frégates de surveillance, baptisées *Nivose* et *Ventise*, qui ont été livrées en 1992. L'année dernière, une première commande avait porté sur deux frégates de la même classe, dénommées *Floréal* et *Patrial*. Le programme de la marine nationale pour cette catégorie de navires comprend six unités au total.

D'un coût de l'ordre de 500 millions de francs, la frégate de surveillance déplace 3000 tonnes à pleine charge. Elle assure des missions de renseignement et de surveillance des espaces maritimes, le contrôle des zones économiques exclusives, la police de la navigation et la surveillance des pêches.

Avec un équipage d'une centaine d'hommes et la présence, à son bord, d'un commando de vingt-cinq hommes, la frégate de surveillance est principalement armée d'un canon de 100 mm et de deux canons de 20 mm. Elle embarque un hélicoptère de 9 tonnes à 10 tonnes en plate-forme arrière.

Des équipements français de guerre électronique pour le Japon.

En coopération avec la société Mitsubishi Electric Corporation (MELCO), le groupe français Thomson-CSF livrera à l'armée de l'air japonaise des pods ASTAC de guerre électronique adaptés à des avions Phantom en mission de reconnaissance. Déjà destinés aux Mirage F1-CR de l'escadre française de reconnaissance à Strasbourg, les pods ASTAC sont capables de détecter, d'analyser et de localiser les radars adverses en ambiance de guerre électronique, pour l'exécution de missions (dites ELINT) d'espionnage électromagnétique.

Avant la rencontre des chefs militaires à Vienne

La France va créer un corps d'inspecteurs du désarmement

La France va constituer un corps d'inspecteurs du désarmement, chargés de vérifier sur place certaines des dispositions que pourraient prendre, dans le cadre des négociations de Vienne, les Etats impliqués par des accords, à venir, sur la réduction en Europe des arsenaux classiques. C'est ce qu'a annoncé, jeudi 11 janvier, le chef d'état-major des armées, le général Maurice Schmitt, après avoir confirmé sa participation (le Monde du 11 janvier) au séminaire, à Vienne, la semaine prochaine, sur les doctrines de défense entre chefs militaires des pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Selon le général Schmitt, ce corps, qu'il évalue à environ deux cents spécialistes, comprendra des inspecteurs, chargés d'observer et de contrôler sur place les mesures de désarmement appliquées dans les pays étrangers, et des accompagnateurs des équipes envoyées, en France, par ces mêmes pays étrangers pour accomplir un rôle de vérification. Une cellule interministérielle coordonnera leurs activités, regroupera les données recueillies et constatera les éventuelles violations.

Chargé de mission auprès du ministre de la défense, le général (cadre de réserve) Roger Pessidou devra remettre en février prochain à M. Jean-Pierre Chevènement un rapport sur l'organisation de ce corps d'inspecteurs du désarmement. Cette nouvelle institution devra réunir principalement des militaires, des ingénieurs et des diplomates linguistes, pendant que la cellule de

coordination comprendra surtout des personnels de la défense, des affaires étrangères et de l'intérieur.

A propos du séminaire de Vienne, le général Schmitt a indiqué qu'il interrogerait les chefs militaires du pacte de Varsovie sur « l'écart entre la « nouvelle pensée » qu'ils affichent en matière militaire et les conceptions plus techniques de leur doctrine ».

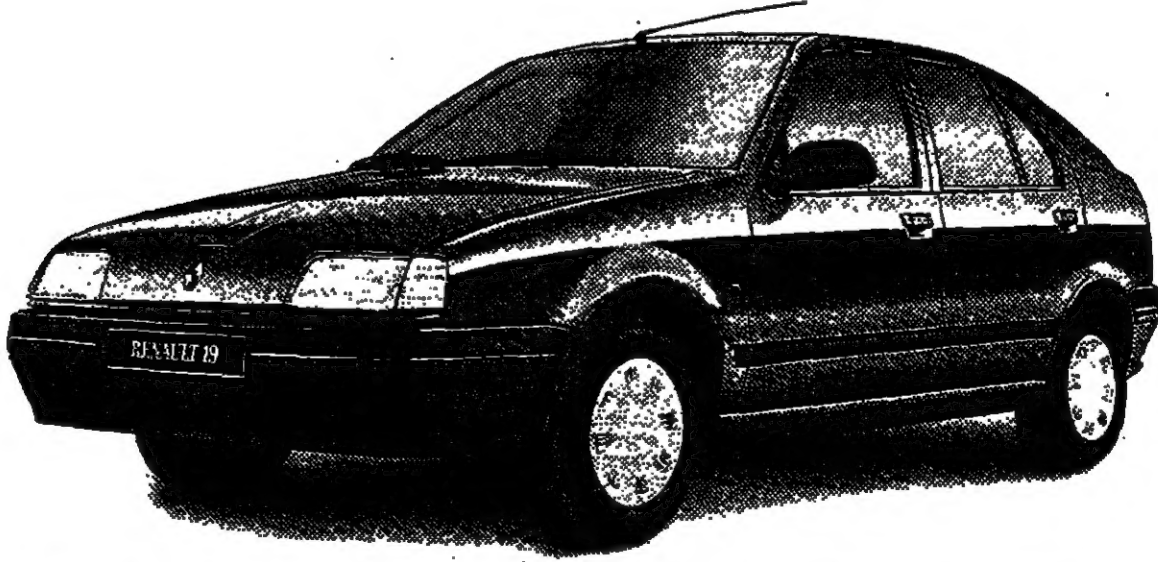
Une proposition franco-hongroise

« La première », a expliqué le chef d'état-major français, « fait valoir des références à des concepts défensifs, à l'idée de « suffisance », toutes notions qui inspirent depuis longtemps notre défense. Les seconds, en revanche, reposent toujours sur des concepts essentiellement offensifs. » « C'est cette incohérence », a-t-il conclu, « qui doit être éclaircie aux cours de nos discussions à Vienne. »

Le général Schmitt a, d'autre part, indiqué que la France et la Hongrie avaient pris conjointement l'initiative d'une proposition nouvelle, dans le cadre des négociations entre Européens sur les mesures de confiance et de sécurité. La proposition franco-hongroise, rédigée le 15 décembre dernier, outre qu'elle vise à intensifier les contacts entre militaires de l'Est et de l'Ouest, devrait permettre de renforcer le rôle des représentations diplomatiques militaires accréditées (les attachés militaires à l'étranger) et d'étendre leur liberté de déplacement, compte tenu de la réciprocité.

« Pour la première fois », a expliqué le chef d'état-major français, « deux états membres d'alliances différentes ont décidé de présenter ensemble, formellement, une proposition de fond qui est l'exemple d'une coopération fructueuse et le signe d'un profond changement dans le paysage politique en Europe. »

Vivre avec elle n'est pas seulement une question d'argent.



Jusqu'au 31 janvier sur toutes les Renault 19.

REPRISE ARGUS + 5000 F

Reprise Argus + 5000 F ou 5000 F minimum de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois pour tout achat d'une Renault 19 ou Renault 19 Chamade. Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard.

EQUIPEMENTS A PRIX EXCEPTIONNELS

Economiser 90 % sur le prix des équipements en option dans la limite de 5000 F pour l'achat d'une Renault 19 ou 19 Chamade.

FINANCEMENT SPECIAL

Par exemple, pour une Renault 19 TR 5 portes ou Chamade. Prix TTC clés en main 64 900 F. Location avec option d'achat sur 25 mois moyennant un versement initial de 25 960 F (1^{er} loyer majoré de 16 225 F + dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale 9 735 F) et 24 loyers de 1 807 F. Coût total en cas d'acquisition 69 328 F. Coût total du financement : 4 428 F.

Monsieur Financement chez votre concessionnaire ou au

NUMERO VERT 05.25.25.25

* Ces offres non cumulables sont réservées aux particuliers et concernent les VP seuls. ** Sous réserve d'acceptation par la DACC RCS Nanterre 9 702 002 221.

M. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

TAPEZ 36-14

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

POINT DE VUE

Motiver l'armée

par Chiliarque

Le métier des armes, quels que soient l'âge, l'emploi, le grade, le service, l'arme ou l'armée d'appartenance de chacun des acteurs de cet ensemble humain sous l'uniforme, exige une disponibilité de tous les instants, de strictes règles de comportement, l'éthique militaire — et une faculté d'adaptation particulière de la part des officiers et des sous-officiers dont la carrière est scandée par des affectations successives et nombreuses.

Ces qualités font partie de l'apanage exclusif du monde militaire, mais elles sont essentielles à son bon fonctionnement. Elles se sont perpétuées grâce à l'expérience des plus anciens, à l'amélioration du recrutement, à un enseignement de qualité, aux traditions plus ou moins marquées de chaque arme, et elles donnent à l'institution ce trait de caractère unique qui force l'admiration : son abnégation.

Si, jusqu'à un proche passé, les artisans de notre défense semblaient partager le sentiment d'appartenance à une collectivité armée d'un esprit maison — l'arme militaire — les contraintes de disponibilité, de mobilité, de silence, inhérentes au métier des armes, les relations interarmées qui paraissent devoir être contestées — les lettres « anonymes » de la gendarmerie en sont une preuve explicite — au sein d'une collectivité que le public ne voit que dans l'acte d'entraînement, les représentants de la nation encore moins d'écouter : la grande muette.

Crise d'identité

Il semble que la sujétion militaire librement consentie ne se conçoive plus que dans un environnement sous-tendu par et pour l'action. Or les générations de l'après-guerre, qu'elles soient en uniforme ou pas, n'ont connu — et il faut s'en réjouir — que la paix armée qui prévaut en Europe depuis près d'un demi-siècle.

Il n'en demeure pas moins vrai que, placés dans un environnement surarmé hérité du second conflit mondial, menacés mais stables au demeurant, les artisans de notre défense aux prises avec des budgets constamment rognés, des lois de programmation avortées, c'est bien de l'urgence de leur pays et de la formation militaire de nos jeunes compatriotes, le grand chambardement politique actuel en Europe est porteur d'une ambiguïté.

Pour l'opinion publique, la modification des rapports Est-Ouest et la perspective d'accords militaires sont synonymes d'un désarmement généralisé. Dans les peopies, ce phénomène est ressenti comme la remise en question du bien-fondé, à terme, de l'outil militaire avec, comme conséquence, la mise au chômage technique d'une partie de nos cadres et soldats, appelés à n'être que des fonctionnaires de la défense au rôle mal défini.

Parallèlement, hors Europe, la mission désormais dévolue aux armées pour l'essentiel à des soldats professionnels — caselle entre l'intervention, la démonstration de force, la gestulation à finalité politique, l'interposition ou l'aide humanitaire qui métamorphose ses guerriers, tout à tour, sans ménagement et sans gloire ni commandos, « onusiens », soldats de la paix et bons samaritains. Partition difficile à orchestrer et bien souvent confusée dans l'esprit des acteurs en uniforme, qui ont parfois le sentiment d'être relégués au rang de simples figurants.

Perte de confiance

Même la raison d'être de nos armées, l'action militaire, leur est reprochée. S'il faut sans doute regretter que la seule que nos soldats eurent à conquérir au cours de ces toutes dernières années l'ait été en terre française — la Nouvelle-Calédonie — on ne peut que déplorer la violence avec laquelle ils furent traités, l'opération vilipendée, les armées discréditées.

Pourtant n'avaient-elles pas fait leur devoir, et ce titre n'avaient-elles pas le droit à certains égards, à défaut de reconnaissance ?

Malmenées, l'institution ne pouvait que se sentir solitaire des acteurs, et dans l'adversité elle affichait un consensus qui désinvolte, en fait, de profonds ressentiments à l'égard de ses commanditaires. Dans le même temps, le silence persistant de la hiérarchie paraissait totalement incongru au

égard aux circonstances. L'institution militaire, par construction et par tradition, ne peut que s'en remettre à ses chefs pour la défense de ses intérêts. Or l'absence de prise de position officielle des hauts responsables militaires « voix des armées » était alors ressentie comme un véritable lâchage par une majorité silencieuse qui se sentait flouée d'un droit de réponse et exclue d'un débat dont elle était pourtant l'enjeu.

Quoi qu'il en soit, le non-événement était le signe d'un profond décalage de pensée entre les générations et signifiait, sans aucun doute, la fin d'une certaine forme de rapports humains faits tout à la fois de respect réciproque, de confiance mutuelle, d'une certaine bienveillance à l'égard des subordonnés, autant de facteurs qui avaient contribué des années durant à façonner l'esprit de corps et à sauvegarder l'essentiel de l'institution : sa cohésion.

De profonds bouleversements

Ainsi, sevrées du soutien de leurs aînés sans pour autant être rassurées, ayant le sentiment d'être progressivement dépouillées de leur spécificité, les jeunes générations — appartenant aux différentes armées et à la gendarmerie — ont vu, à leur manière, l'existence d'un profond malaise au sein de l'institution militaire, cantonnée à des doléances au seul aspect quantifiable de leur vie sous l'uniforme : la condition militaire.

Il serait vain de croire que l'unique préoccupation de la collectivité militaire — restée trop longtemps, il est vrai, à l'écart de la mansuétude salariale de son employeur, l'Etat — ne se borne qu'à des considérations de solde.

Il serait tout aussi illusoire de se persuader qu'une poignée de subside, chichement accordés à la seule fonction de son armée la plus démonstrative dans la formulation de ses exigences, puisse occulter un malaise de fond qui touche l'ensemble des personnels de la communauté militaire.

Car, au-delà des intérêts catégoriels inavouables et compréhensibles, c'est bien du rôle dévolu à nos armées, des missions de nos forces, de la place de nos officiers et de nos sous-officiers dans la société, du déroulement des carrières, de l'environnement social des familles et du recrutement qu'il s'agit.

Les jeunes générations sous l'uniforme sont conscientes de l'irréversibilité de ce phénomène et de l'urgence d'une telle évolution. Elles pressentent de profonds bouleversements à l'issue desquels le volet militaire de notre défense n'aurait plus la primauté. Elles seraient toutefois enclines à accepter le traumatisme de réduction d'effectifs sur l'autel de la parotroie, à condition de pouvoir disposer à terme d'un outil qui soit en phase avec la nouvelle donne politico-stratégique du moment.

Concernés au premier chef, les artisans de notre défense regimenteraient pourtant à l'idée de devoir subir, une fois de plus, le diktat de mesures impopulaires concédées unilatéralement dans le secret des cabinets. Le devenir de l'institution dépend aussi de la manière dont sera conduite la réflexion. N'est-ce pas de la place de la France dans le concert des nations, du rôle et des missions de ses armées, du type et du volume de ses forces, des ressources budgétaires affectées que doivent débattre les responsables ?

Sauf à vouloir prononcer le divorce, sous-jacent, entre les générations et prendre le risque, soit de voir s'effriter certaines formes de contestation difficilement contrôlables, soit, plus vraisemblablement, de voir s'instaurer progressivement un phénomène de désignation dans les rangs — dommageables en termes de cohésion et de motivation — un tel débat de fond ne saurait être entrepris sans y associer les armées.

Chiliarque est le pseudonyme d'un jeune officier supérieur en activité. Dans la Grèce antique, le chiliarque commandait une unité de mille hommes.

Le ministre soviétique de la défense à Paris en février. — Le général Dimitri Iazov, ministre soviétique de la défense, fera une visite à Paris les 6, 7 et 8 février, a annoncé jeudi 11 janvier, le ministre de la défense. Le général Iazov rend ainsi la visite effectuée en avril dernier en URSS par M. Jean-Pierre Chevènement, qui était la première d'un ministre français de la défense en URSS depuis douze ans.

JUSTICE

Aux Assises du Val-de-Marne

Le crime très relatif de deux militants communistes

Jacques Teyssier, premier secrétaire de la section communiste de Fontenay-sous-Bois, et Alain Rocq, conseiller municipal communiste de la ville, ont été acquittés jeudi 11 janvier par la cour d'assises de Créteil (Val-de-Marne) devant laquelle ils comparaissaient pour vols avec violence.

Les deux hommes étaient accusés d'avoir agressé le 18 février 1983, Philippe Tryzna, qui venait déposer la liste UDF-RPR à la sous-préfecture de Nogent. Le vol ayant été commis avec violence, de nuit, et en réunion — en groupe — la Chambre criminelle de la Cour de cassation avait estimé que les éléments constitutifs de crime étaient réunis. Les parties civiles, qui elles, menaient sept ans de procédure acharnée pour que les accusés comparaissent devant la cour d'assises, se sont toutefois désistées en début d'audience. Quelques mois esquivés, quelques explications embroussées destinées à la cour, et le banc des parties civiles était vide. A peine arrivés, les avocats de la victime, Philippe Tryzna, annonçaient le désistement de leur client, et quittaient la salle en emportant leurs dossiers sous leur bras.

« Quelle que soit la violence dont notre client a été victime, il estime que l'on ne règle pas les problèmes de militantisme politique devant une cour d'assises », expliquaient M. Garant et Levy. Il a reçu des coups, mais à ses yeux, ces coups ne justifient pas une procédure criminelle.

Toutes les parties civiles se désistaient alors à leur tour. M. Morette, l'avocat d'une candidate de la liste UDF-RPR de l'époque, quittait lui aussi son banc après ce désistement. « Je démissionne », a-t-il déclaré. « Je ne rappelle des affaires qui mettaient elles aussi en cause certaines catégories de personnes, concluait-il. Là aussi, il y avait eu des retards curieux et

équivoques. » M. Morette jetait alors un regard à la salle, où se côtoyaient le maire communiste de Fontenay, M. Louis Beyerre, le député communiste du Val-de-Marne, M. Jean-Claude Lefort, et une cinquantaine de militants venus dénoncer « l'injustice de cette comparution ».

Furieux, le dernier avocat de la partie civile, M. Baloup, se désistait à son tour. « Je déplore que cette audience s'ouvre dans une ambiance pesante, notait-il, et je demande si le désistement de M. Tryzna ne s'inscrit pas dans ce contexte. Cependant, la victime s'est désistée et je donnerais un sentiment d'acharnement politique si je restais ici. » M. Baloup, qui représentait deux des candidats de la liste UDF-RPR de l'époque, quittait alors la salle lui aussi. Le banc de la partie civile était désert.

Les deux accusés relevaient alors la tête, vaguement étonnés. Jacques Teyssier et Alain Rocq paraissaient affronter devant les assises leurs adversaires de 1983. Ils se retrouvaient seuls. Sans la victime, Philippe Tryzna. Sans les parties civiles associées, trois candidats de la liste UDF-RPR de l'époque. Sans le principal témoin, Philippe Béchade. Présent non loin de la sous-préfecture au moment de l'attaque, ce dernier était le seul à avoir vu passer la voiture des agresseurs. Mais Philippe Béchade ne viendra pas. La peur, dira M. Baloup. La lassitude, corrigent ces confères. Sept ans de procédure usent les meilleures volontés.

Valées convocations

Philippe Tryzna avait été agressé devant la sous-préfecture de Nogent le 18 février 1983, peu avant une heure du matin. Les élections municipales s'approchaient, et il était venu attendre en pleine nuit l'ouverture des bureaux afin d'être le premier à déposer la liste d'union UDF-RPR de Fontenay le lendemain matin : la première liste déposée reçoit le pen-

neau électoral numéro 1, jugé plus « efficace » auprès des électeurs.

A 0 h 35, son véhicule est heurté par une Simca dont sortent quatre hommes. Deux d'entre eux l'immobilisent contre le capot et le frappent tandis que le troisième s'empare du dossier de candidature. Hospitalisé dans la nuit, Philippe Tryzna obtiendra une incapacité de travail temporaire de huit jours.

Mais le numéro d'immatriculation du véhicule a été relevé, et son propriétaire est identifié dès le lendemain. Il s'agit de Jacques Teyssier, le premier secrétaire de la section communiste de Fontenay. Contacté le jour-même par la police, il promet de se rendre au commissariat le lendemain, à 9 heures. Il ne viendra pas. Les policiers le demandent au téléphone, déposent des convocations dans sa boîte aux lettres, et surveillent les alentours de son domicile. Rien n'y fait. De guerre lasse, Jacques Teyssier finit par se rendre au commissariat le 23 février. Cinq jours après les faits. « Nous étions en période d'élections, expliquera-t-il au président de la cour d'assises, Bernard Ligout, et j'avais beaucoup de travail. » Il dit alors aux policiers avoir passé la soirée chez des amis. La voiture, qui est, dit-il, utilisée par tous les militants de la section, reste introuvable. Elle ne sera présentée au commissariat que le 29 juin suivant, cinq mois après l'agression. La police note alors des phrases « d'apparence neuve » et un pare-choc « nettement fêlé ».

Quelques jours après l'agression, la victime, Philippe Tryzna reconnaît son deuxième agresseur sur une affiche électorale du Parti communiste. Il s'agit d'Alain Rocq, conseiller municipal à Fontenay et président du groupe des élus communistes de la ville. Alain Rocq, lui aussi, est convoqué au commissariat. Et il ne vient pas. Il écrit aux services de police qu'il refuse de les rencontrer car « il ne peut s'agir que d'une affaire politique ». Lui aussi a un alibi. Cette nuit-là, il se trouvait avec un camarade qui l'avait accompagné chez

lui, en voiture, après une séance de photo pour la campagne électorale organisée à l'hôtel de ville de Fontenay. Lors d'une confrontation, Philippe Tryzna et Philippe Béchade reconnaîtront pourtant formellement, disent-ils, les deux responsables du PC.

Des débats absurdes

Deux versions. Deux histoires. Mais le face-à-face ne peut avoir lieu : les victimes se sont dérobées. La cour écoute les quatre témoins qui confirment sous serment leurs alibis de cette nuit-là, mais l'audience est étrangement calme. Pas de controverse, peu de discussions, quelques rares questions. Une bataille ne peut s'engager sans adversaires.

Les débats sont moroses. Absurdes parfois. Jacques Teyssier et Alain Rocq sont face à une cour d'assises pour une bagarre électorale vieille de sept ans qui s'est soldée par une incapacité de huit jours. Qui l'a voulu ainsi, sinon les parties civiles, qui ont finalement choisi de se désister au dernier moment. « La lecture du dossier m'a convaincu de la culpabilité des deux accusés, et j'entendais vous faire partager ma conviction en la fondant sur des preuves, expliquera Jean Bertin, le représentant du ministère public. Les éléments les plus probants auraient été les accusations de la victime et du principal témoin, ici, devant la cour, sous la foi du serment, mais en leur absence, les éléments qui restent sont à décharger. Je n'ai pas le droit de continuer à vouloir vous imposer cette conviction. »

L'avocat des deux accusés, M. Louis Labadie, admet alors que sa tâche s'en trouve « singulièrement allégée ». Sa plaidoirie, qui dénonce « une machination politique » s'attarde peu sur les détails de l'affaire. A quel bon tenter de briser son adversaire quand il a lui-même renoncé à faire entendre sa voix ?

ANNE CHEMIN

Renvoyé devant la cour d'assises après onze ans de procédure

Le marathon judiciaire de Rolf Dobbertin

Après onze ans de procédure, M. Rolf Dobbertin, cinquante-six ans, va, peut-être, pouvoir être jugé. Arrivé en France en avril 1965 après être passé en Allemagne de l'Ouest, ce technicien allemand préparait un doctorat en sciences, devint assistant à la faculté des sciences de Paris, puis chargé de recherches au CNRS. Le 21 janvier 1979, il fut arrêté par la Direction de la sécurité du territoire (DST) et inculpé d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère.

Selon un officier des services spéciaux de la RDA passé à l'Ouest, M. Rolf Dobbertin aurait fourni des renseignements de nature scientifique. Après son inculpation, il est donc justiciable de la Cour de sûreté de l'Etat, et un arrêt du 18 juin 1981 le renvoie devant cette juridiction. Mais le 4 août 1981 la Cour de sûreté de l'Etat est supprimée. Il doit comparaître devant le Tribunal permanent des forces armées qui... est supprimé à son tour par une loi du 21 juillet 1982.

C'est la cour d'assises spécialement composée de magistrats qui devient compétente. Faut-il faire un arrêt de renvoi ? La chambre d'accusation de Paris estime que c'est inutile. La Cour de cassation considère que c'est indispensable. Un arrêt est donc rendu. Il est cassé et refait à l'identique par une autre chambre d'accusation de Paris. L'assemblée plénière de la Cour de cassation casse à nouveau et renvoie le dossier à Versailles. Nouvel arrêt, nouvelle cassation, et c'est la chambre d'accusation d'Amiens qui doit se prononcer. L'arrêt est rendu le 19 décembre 1989 et, le 4 janvier, la chambre criminelle de la Cour de cassation a rejeté le pourvoi. L'arrêt de renvoi devant la cour d'assises de Paris est désormais définitif.

Espionnage

Libéré le 9 mai 1983 sous une caution de 150 000 F, le technicien est-allemand a ensuite obtenu une décision lui accordant le remboursement de cette caution, la restitution de son passeport et l'annulation de toutes mesures de contrôle judiciaire. Toujours chargé de recherches au CNRS, il bénéficie du soutien de la communauté scientifique qui avait d'ailleurs participé à la collecte de la caution. A ses yeux, les faits dont on l'accuse ne relèvent pas de l'espionnage mais de la « concertation scientifique ». Ses avocats ont déposé une nouvelle requête devant la Commission européenne des droits de l'homme portant à la fois sur la durée excessive de la procédure et sur l'atteinte à la liberté de communication entre Etats, en application du principe de « liberté des échanges intellectuels ».

Rien ne s'oppose désormais à ce que M. Dobbertin soit jugé. Mais plusieurs facteurs vont contribuer à donner au débat judiciaire un aspect surréaliste. En onze ans, beaucoup de choses ont changé. Même en République démocratique allemande.

MAURICE PEYROT

Pour renforcer la « sécurité intérieure »

Accord sur la coordination police-gendarmerie

Diverses mesures destinées à « améliorer la coordination entre la police nationale et la gendarmerie » vont être prochainement rendues publiques par le gouvernement. Elaborées par M. François Roussely, directeur général de la police nationale, et M. Charles Barbeau, directeur général de la gendarmerie nationale — qui fut aussi l'un des collaborateurs de M. Pierre Joxe, en 1984, lors de son premier séjour au ministère de l'intérieur, — ces dispositions ont été très rapidement évoquées par M. Michel Rocard lors du conseil des ministres du mercredi 10 janvier.

Ce protocole d'accord entre deux administrations parfois rivales comprendra, a annoncé le ministre de l'intérieur, le 9 janvier, quatre grands chapitres :

● L'emploi des forces mobiles. En vue de rationaliser l'emploi des forces mobiles — compagnies républicaines de sécurité et escadrons de gendarmerie mobile — qui concourent au maintien de l'ordre public, sera mis en place un « tableau de bord » permettant d'apprécier la disponibilité quotidienne des deux forces et l'évaluation des charges que chacune d'elles assure. Dans le même esprit, une instruction commune à ces deux forces définira les principes généraux du maintien de l'ordre et énoncera les procédures de recours à chacune d'elles.

● La répartition territoriale des tâches de sécurité publique. La carte des zones dites « sensibles » a beaucoup vieilli depuis la loi de 1941 qui a défini le seuil — 10 000 habitants — sur la base duquel les pouvoirs de police pouvaient être transférés à l'Etat dans certaines communes. Cette carte n'est plus adaptée ni aux nécessités du meilleur emploi des forces de la police d'Etat et de la gendarmerie. Aussi, une liste des communes à

étudier ou à désactiver sera-t-elle dressée, et classée par ordre de priorité avec le concours de l'INSEE et après les consultations nécessaires.

● L'exercice de la police judiciaire spécialisée. Il a été décidé de préciser dans le code de procédure pénale les catégories des services de police et de gendarmerie exerçant des attributions de police judiciaire. Par ailleurs, un conseil supérieur de police scientifique et technique, présidé par le ministre de l'intérieur, sera mis en place pour tenter de régier, notamment, les dossiers des laboratoires de police scientifique et la question des fichiers informatiques.

● Le domaine des relations internationales. La gendarmerie sera mieux associée aux travaux préparatoires de réunions internationales entrant dans ses attributions.

Définir une politique globale

L'ensemble de ce protocole d'accord est en fait une première étape dans la direction défendue inlassablement par M. Joxe : la définition d'une politique globale de la « sécurité intérieure », accompagnée d'une enveloppe budgétaire commune permettant de mieux connaître et maîtriser l'affectation des fonds publics destinés à la sécurité (le Monde du 11 janvier).

Le 13 novembre 1989, lors du débat parlementaire sur le budget 1990, le ministre de l'intérieur expliquait ainsi : « La programmation à long terme des moyens interministériels de la sécurité intérieure doit permettre aux services de construire une véritable politique pluri-fonction de réduction de la délinquance et de la criminalité ; elle doit aussi être une invitation ferme faite aux services de modifier définitivement les termes du débat sur la sécurité en accentuant systématiquement la politique de prévention et de formation ; elle doit enfin conduire à une réorganisation plus rationnelle des moyens en personnels et en équipements des ministères contribuant à la sécurité. »

militaires à Vienne

va créer
s du désarmement

coordination comprendra surtout des
personnels de la défense, des affaires
étrangères et de l'intérieur.

A propos du séminaire de Vienne,
le général Schmitt a indiqué qu'il
attirerait les chefs militaires du
acte de Varsovie sur « l'écart entre la
nouvelle pensée » qu'ils affichent et
l'ancienne pensée militaire et les composantes
plus techniques de leur doctrine.

Une proposition franco-hongroise

« La première, a expliqué le chef
d'état-major français, fait valoir la
référence à des concepts définis, à
l'idée de prévention de la guerre, à
celle de « suffisance », toutes notions
qui inspirent depuis longtemps nos
défenseurs. Les secondes, en revanche,
reposent toujours sur des concepts
essentiellement offensifs. » « C'est
cette incohérence, a-t-il conclu, qui
devra être éclaircie aux cours de nos
discussions à Vienne. »

Le général Schmitt a, d'autre part,
indiqué que la France et la Hongrie
avaient pris conjointement l'initiative
d'une proposition nouvelle, dans le
cadre des négociations entre Euro-
péens sur les mesures de confiance et
de sécurité. La proposition franco-
hongroise, rédigée le 15 décembre
dernier, outre qu'elle vise à intensifier
les contacts entre militaires de l'Est et
de l'Ouest, devrait permettre de re-
forcer le rôle des représentations
diplomatiques militaires accréditées
(les attachés militaires à l'étranger) et
d'étendre leur liberté de déplacement,
comme tenu de la réciprocité.

« Pour la première fois, a expliqué
le chef d'état-major français, deux
états membres d'alliances différentes
ont décidé de présenter ensemble, for-
mellement, une proposition de fond
qui est l'exemple d'une coopération
fructueuse et le signe d'un profond
changement dans le paysage politique
en Europe. »



Diad

CULTURE

CINÉMA

La prison et comment en sortir

«*Rêves en cage*», de John N. Smith parvient à émouvoir et étonner avec un sujet rabâché.

Quand un adolescent arrive en prison, d'abord il frime, puis il cherche à en sortir. Par les moyens légaux qui lui sont proposés, s'il en possède les capacités intellectuelles, si son affectivité n'est pas complètement déviée, Tony (Jason Saint-Amour), héros trappu et bouton-neux de *Rêves en cage*, film de John N. Smith, n'est pas un taré haineux. Ses parents ne sont pas des brutes alcooliques. Sa mère l'aime, mais n'a pas le temps de le lui prouver, d'ailleurs le saurait-elle ? Son petit frère l'admire, et finalement ça n'arrange rien, car cette admiration oblige en quelque sorte Tony à se conduire en cadet.

Tony aurait pu devenir un brave prolo, sans avenir mais relativement honnête. Il n'est pas révolté, juste normalement bagarreur, et tout aussi normalement il veut s'amuser, c'est de son âge, mais ça, il ne sait pas le faire, pas plus que recevoir et montrer de la tendresse. Dans son milieu, il y a trop d'interdits, la frontière entre le jeu et le passage à l'acte est trop fragile.

Sans s'attarder sur les causes et les conséquences du cas Tony, John N. Smith montre les étapes d'une sorte de prise de conscience, l'éveil d'une affectivité pudique, grâce en particulier à une professeur de poésie, un brave Noir, image pater-

nelle rassurante. Il n'y a pas dans le film la moindre trace de moralisme, pas le moindre commentaire social, ni pathétique. Tony veut s'en sortir, rien n'indique que son avenir sera rose.

Une terrible précision

Canadien anglophone, John N. Smith possède le talent anglosaxon de mener son récit avec une terrible précision, laissant à chaque personnage sa place et son importance, rien de plus, rien qui s'évade de ce récit, rien qui lui serait inutile. Pourtant, au-delà de cette apparente sécheresse, il y a tant de

science et de sensibilité qu'on s'attache aux personnages. On devine leur complexité, et comme le narrateur en scène on respecte leur mystère.

Rêves en cage est un film-choc, mais pas à la manière des polars d'action, avec du sang partout et des scènes sauvages. Il est bien plus frappant. Il se situe dans la lignée de ces docu-dramas qui ont fait la gloire de la télévision anglaise, comme *Made in Britain*, de David Leland, ou *Carton rouge pour les hooligans*, d'Alan Clarke, qui passe ces temps-ci sur Canal +, à des heures impossibles (on peut toujours regarder ça) parce qu'il est brutal comme la réalité.

C. G.

La mort de « la Chinoise »

La comédienne Juliet Berto est morte le 11 janvier, d'un cancer. Elle était âgée de quarante-deux ans.



Juliet Berto : une petite fille vulnérable et secrète

Un visage enfantin, des yeux avides, une bouche pulpeuse et quelques choses qui dit l'attente, la nervosité : Juliet Berto. La nouvelle vague l'avait amenée sur les écrans, elle s'était imposée par sa fragilité. Même déjà malade, amaigrée, elle restait une petite fille secrète, une Alice. Elle a traversé le miroir, elle a quitté le monde dont elle ne pouvait pas s'accommoder.

Cette petite femme brune, vulnérable et décidée, a d'abord représenté la « génération » de Godard et de 68, l'adolescence révoltée, puis, à la trentaine, la femme moderne, énergique, combattante par nature. Née à Granville en 1947, Juliet Berto débute, très jeune, au théâtre. En 1966, elle est saisie par le cinéma lorsque Jean-Luc Godard la fait découvrir dans *Deux ou trois choses que je sais d'elle*. La voilà personnage godardien dans *La Chinoise* (1967), *Week-end* (1967), *Le Gai Savoir* (1968), et *Vladimir et Rosa* (1971) qu'elle tourne dans une période militante à laquelle appartient également *Camarades*, de Marin Karmitz (1969).

Sa spontanéité, sa sensibilité et la façon qu'elle a de s'engager à fond dans ses rôles en font une actrice populaire avec la *Cavale*, de Michel Mitrani (1971), d'après le roman d'Albertine Sarrazin, *Sex Shop* (1972), et le *Mile du siècle* (1974), de Claude Berri, *Défense de savoir*, de Nadine Trintignant (1973). Elle épanouit une personnalité déjà riche dans des films d'Alain Tanner (*Le Retour d'Afrique*, 1973, le *Milieu du monde*, 1974), de Bernard van Effenterre (*Erica Minor*, 1973) et surtout de Jacques Rivette (*Out 1*, 1971, *Collège et Julie vont en bateau*, 1974, dont elle est scénariste, *Duelle*, 1976). On la remarque aussi dans l'argent des autres, de Christian de Chalonge (1978), et *Monsieur Leseur*, de Joseph Losey (1976).

Juliet Berto, qui a mis en scène au théâtre la *Tempête*, de Shakespeare, passe à la réalisation cinématographique avec Jean-Henri Roger en 1981. Neige, présentée en sélection officielle au Festival de Cannes, est une chronique réaliste et lyrique des peunés et des marginaux de Pigalle envers lesquels elle manifeste une profonde tendresse. Neige sort des sentiers battus du cinéma français de même que *Cap Canaille* (1982), construit sur un schéma policier et dont elle est également l'auteur avec Jean-Henri Roger, et l'interprète. En 1986, Juliet Berto réalise seule, une fable poétique *Heure*, dans laquelle elle n'apparaît pas. Depuis, c'était le silence.

JACQUES SICLIER

Des acteurs sans scénario

En 1988, *Sitting in Limbo*, « petit film local », pour ne pas dire « indigène », faisait l'effet d'une bombe, braquait le projecteur sur un metteur en scène, John N. Smith. Portant un regard incanté, mais compréhensif sur les Antillais de Montréal, il donnait, sans la piété pontificante coutumière à ce genre d'entreprise, la parole à des Canadiens jusqu'alors condamnés au silence. Cette écoute implacable se retrouvait, encore plus affûtée dans *Welcome to Canada* (1989), sur l'irruption des boos peuplés tamoute dans un village de la Nouvelle-Écosse.

Antérieur de deux ans, *Rêves en cage* a été tourné avec un budget minuscule. John N. Smith s'intéresse au milieu carcéral depuis qu'il est allé lui-même en prison pour avoir « en tant que journaliste, raconté à la radio le refus de dénoncer mes informateurs au sein du Front de libération du Québec ».

Les acteurs de *Rêves en cage* sont en majorité des non-professionnels. Ils incarnent des personnages qui leur ressemblent, à l'exception de Marcela Santa Maria (la mère qui, dans la vie, est assistante sociale. Le professeur de poésie, Fred Ward, enseigne effectivement la poésie. Quant à Jason Saint-Amour, il a interrompu ses études en fin d'adolescence pour devenir un « jeune homme en colère », mais, dit-il, « mon casier judiciaire est vierge ».

Souvent mal à l'aise

Les acteurs n'ont pas eu de scénario. La trame était découpée en cent scènes, sans un mot de dialogue. « On indiquait la situation aux acteurs, explique John N. Smith, et à eux de jouer. » Pour rompre au travail de plateau, les protagonistes se

sentiment souvent mal à l'aise, car ils ne savaient pas « si John aimait ». « Il est opaque », ajoutaient-ils.

« Je le suis délibérément, reconnaît le cinéaste. Je suis avant tout un plaisir d'appréhension. Un acteur n'est jamais si bien que s'il a le sentiment de marcher sur une corde raide. De plus, un non-professionnel qui s'entend dire : « Je n'ai pas aimé » ce que tu viens de faire », entend « je ne l'aime pas ». Je pouvais seulement suggérer une direction. Il faut laisser du flou, pour qu'ils y arrivent par eux-mêmes. Mais je ne les prends pas en traître. J'attends qu'ils aient atteint le juste niveau d'émotion avant de faire tourner la caméra. Tant pour *Rêves en cage* que pour *Welcome to Canada*, nous étions parfois déshabillés de ce qui se passait sur le plateau. C'est à la table de montage, en assemblant les scènes entre Fred et Jason que j'ai vrai-

ment pris conscience de leur contenu. »

Récemment de passage à Paris, John N. Smith a rencontré à Vincennes le Théâtre du Fil (qui a tourné dans les *Enfants du désordre*, de Yannick Bellon) constitué d'ex-délinquants : « Ils avaient vécu des situations semblables à celles de *Rêves en cage*. Ils ont canalisé leur rage dans la création théâtrale. »

Aujourd'hui, Fred Ward est retourné à l'enseignement. Jason Saint-Amour a suivi des cours d'art dramatique. D'audition en audition, il vit l'existence de tout comédien en quête d'un rôle. John N. Smith a planté sa tente en Terre-Neuve, où, à partir d'un scandale récent, il prépare son prochain film « sur les enfants battus, violés, abusés dans des orphelinats, et sur les manœuvres de la classe politique pour étouffer l'affaire ».

HENRI BÉNAR

A la poursuite de Christophe Lambert

«*Why me?*», une question sans réponse, un film de Gene Quintano

Why me? Pourquoi moi ?... C'est le titre du film de Gene Quintano. Bonne question, qu'on pose avec un découragement teinté d'irritation. Pourquoi moi, en effet, et pourquoi toi, vous, nous, ils, front, iraient voir cette comédie laborieuse qui arrache un rire de temps en temps comme on arrache un spratrap. La seule chose relativement intéressante n'est donc pas le « why » mais le « how », le comment.

Comment un film dont les ingrédients de base sont de qualité très convenable peut ainsi tomber à plat, tel un gâteau dont la pâte n'a pas levé. Au départ, un roman de Donald Westlake, qui signe l'adaptation. «*Why me?*» est d'ailleurs l'opus 4 de la saga de son héros,

escroc inséparable. Le premier livre avait déjà été porté à l'écran par Peter Yates, mais c'était les *Quatre Malfrats*, avec Robert Redford...

Cette fois, il est question du «*Brasier de Byzance*», gigantesque que rubis légendaire volé à Constantinople il y a huit cents ans. Providentiellement retrouvé, il va être remis par les autorités américaines à sa propriétaire officielle, la communauté turque.

A l'abri dans un coffre-fort, le joyau est à nouveau dérobé par un braqueur suisse (Christophe Lambert) très adroit de ses mains, mais un peu sous-équipé intellectuellement, qui réalise le valeur de sa prise lorsqu'il devient la cible vivante de la police, de la CIA, des Turcs, des truands et, pour faire bonne mesure, d'une terroriste arménienne hystérique.

Ca devrait galoper, mais voilà, ça ne marche pas. Les gags patinent, les poursuites s'essouffent : pour pallier le cruel manque de rythme d'une réalisation asthénique, une musique fluviatile et indifférenciée

ruisselle sous toutes les images, d'ailleurs pimpantes et colorées. Les acteurs, l'atmosphère Christopher Lloyd en tête, jouent très gros comme dans un film muet. Le seul à apporter un minimum de nuances à sa prestation est notre gentil Christophe Lambert.

Candidé au pays des méchants, il aborde le registre léger avec un entrain appliqué, une touchante bonne volonté. Il est sympathique, son sourire est un talisman contre l'indifférence qui depuis quelques temps ternit une notoriété conquise légitimement en deux films réussis, *Grylls* et *Highlander*.

Depuis, Christophe Lambert court - et dans *Why me?* il court beaucoup - après cette stature de star qu'on lui a prêtée, puis reprise malgré ses cheveux jaunes (*Subway*), son porte-clefs (*I love you*), sa soutane (*Le Complot*), *Highlander II*, qu'il vient d'achever, va peut-être raviver son image. Un immortel, en principe, ça a la vie dure...

DANIEL HEYMANN

LETTRES

Décès du journaliste et écrivain égyptien Ihsan Abdel Kouddous

LE CAIRE

Le romancier et journaliste égyptien Ihsan Abdel Kouddous est décédé le jeudi 11 janvier à l'âge de soixante et onze ans. Il était l'auteur de romans et recueils de nouvelles, dont quarante-cinq ont été portés au cinéma.

La femme tient un rôle principal dans ses œuvres qui se veulent un reflet de la société égyptienne et notamment de sa classe moyenne. Ses plus célèbres romans sont : *Je ne dors pas*, *Je suis libre*, *Les Lunettes noires* et *Un nez et trois yeux* : un de ses recueils de nouvelles les plus connus - *Regardez, Souriez, Parlez* - a été traduit en français chez Clancier-Guénaud en 1986.

Reporter durant la guerre de Palestine, il publie en 1948 un des plus célèbres « scoop » du journalisme égyptien en dévoilant qu'une bonne partie des armes utilisées par l'armée égyptienne étaient défectueuses. Une affaire qui allait être une des causes de la chute du roi Farouk.

En 1966, Abdel Kouddous devient rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Akhar el Yom*, et, en 1971, du journal *Al Akram*. Cette dernière nomination allait toutefois être de courte durée du fait de ses divergences avec le président Sadate. La liberté de pensée du romancier et journaliste lui avait d'ailleurs déjà valu trois séjours en prison : deux fois sous la monarchie et une fois sous Nasser.

Ces derniers temps, le romancier écrivait dans le journal d'opposition libérale *Al Wafd*.

ALEXANDRE BUCCIANTI

On est fou de Tchekhov au TEP

ARTS

« La Fête des dieux » restaurée

L'un des chefs-d'œuvre de la Renaissance italienne, la *Fête des dieux*, sera prochainement présentée aux visiteurs de la National Gallery de Washington, après plus de quatre ans de restauration. Considérée comme l'un des tableaux mythologiques les plus célèbres de l'époque, la *Fête des dieux* présente la particularité d'avoir été exécutée en 1514 par Giovanni Bellini et partiellement

peinte par le Titien quinze ans plus tard. Quatre ans de restauration minutieuse ont été nécessaires pour retracer l'histoire du tableau et lui restituer ses couleurs originales. Le résultat de ces longs travaux fera l'objet d'une exposition, qui ouvrira le 14 janvier. Elle présentera les dernières innovations techniques et scientifiques en matière de restauration d'art. — (AFP.)

A PARTIR DU 13 JANVIER
BOUFFES PARISIENS

PIERRE DUX JANE BIRKIN

Quelque part dans cette Vie

ISRAËL HOROVITZ

Mise en scène de Jean-Loup Dabadie

Europe 1

LOCATION : 12 96 60 21

CENTRE DRAMATIQUE DE LA COURNEUVE
CONSERVATOIRE NATIONAL DE RÉGION D'OSERVILLIERS-LA COURNEUVE

HISTOIRE DU SOLDAT de Ramuz et Stravinsky

Mise en scène Patrice Bigot, Direction musicale Jean-Charles Chevalier

du 11 janvier au 4 février

Centre Culturel Jean-Bodmer

23, av. du Général-Lacour - La Courneuve. Loc : 48 35 11 44 + 3 Fax.

XIIIèmes RENCONTRES CHARLES DULLIN

Du 5 janvier au 3 février

6 LIEUX

ARCUEIL, CHEVILLY-LARUE, CHOISY-LE-ROI, IVRY, VILLEJUIF, VITRY

13 COMPAGNIES

Renseignements : THEATRE ROMAIN ROLLAND - 47 26 15 02

créteil Maison des Arts

PETITE SALLE

du 12 janvier au 11 février

UN GOÛT DE PIERRE DANS LA BOUCHE

de FRANÇOISE DU CHAXEL

mise en scène LAURENCE FÉVRIER

avec FRANÇOISE BETTE et YVES NADOT

49.80.18.88

ACTUELLEMENT

CHRISTOPHE LAMBERT

KIM GREIST

CHRISTOPHER LLOYD

WHY ME? UN PLAN D'ENFER

UN FILM DE GENE QUINTANO

patio

Un spectacle du Quatuor Vocal NOMAD en corrélation artistique avec Le Théâtre du Lierre

Le Théâtre du Lierre

Du 11 janvier au 5 février 1990

Les Judo, vendredi, samedi et dimanche, à 20 h 30

Mardi le dimanche à 16 h

Réserve exceptionnelle le 20 janvier

Prix des places : 100 F (collectivité : 70 F)

22, rue du Chevalot - 75013 PARIS

Location/Réservation : 46.85.55.83 et FNAC

Le Monde SANS VISA

Carnet de rail

Comme les violons, les rails ont une âme...
Avec le convoi s'élance la pensée...
Je suis dans le train, je suis heureux, j'écris...
Petit guide des sensations ferroviaires.



ELLE s'appelait *Catch Me Who Can* (M'attrape qui peut), elle tournait en rond sur une voie ferrée circulaire en remorquant un wagon où le public, enthousiaste, pouvait prendre place. C'était à Londres, en 1898. Elle n'était que la deuxième dans l'histoire des locomotives à vapeur. Son inventeur, Richard Trevithick, avait essayé la première, quatre ans auparavant, dans une mine. *Puffing Billy*, la troisième, actuellement exposée au Museum de Londres, pouvait, dès 1814, tirer 50 tonnes à 8 kilomètres/heure.

De tous ces voyages en train, s'il devait n'en subsister qu'un souvenir global, synthèse de toutes les perceptions auditives, olfactives, visuelles, tactiles, ce qui dominerait serait cette sensation de glissement interne, comme si le chemin de fer transportait au-dedans de nous sa musique et son mystère.

Le train. J'aime jusqu'au petit bruit métallique du poinçon frappé contre la vitre du compartiment, par lequel s'annonce le contrôleur. On ralentit. La rame pénètre à vitesse réduite dans un tunnel en réparation. J'ai oublié de composer mon billet. Le clignotement bleu et blanc des gyrophares placés à intervalles réguliers pour alerter les techniciens de la SNCF s'associe paisamment au hurlement des sirènes dont les échos multipliés roulent étrangement sous la voûte et, tranchant sur le fracas du train, créent une vive, menaçante impression de splendeur. Compositeur, je trouverais de la force à ce morceau électro-acoustique improvisé que j'intitulerais, par exemple : *Dans le tunnel de la mort ou, moins lugubre, Vers l'inconnu*.

Le contrôleur n'a pas l'oreille musicale, je lui parle compositeur, il me répond compositeur. Il faudra payer l'amende. 1928, sur l'océan Atlantique. Henri Michaux, à bord du paquebot qui le conduisit en Amérique du Sud, note dans son journal de voyage (*Ecuador, Gallimard*) : « A propos de chemin de fer, une invention sur la ligne Paris-Versailles par exemple : le cinéma plastique, les sculptures animées. On façonnerait, dans le défilé ou en creux, ou en terre, des sculptures. Une fois les mètres, par exemple. Elles se superposeraient à la vue, ébaucheraient des mouvements, agiraient. Trains sans arrêt animés d'une vitesse constante. (...) Quel bon principe de cauchemars nouveaux. Ah ! Ah ! On recommencerait à s'évanouir en chemin de fer. »

Clair de lune. Le train que j'ai dans la tête serait un omnibus amnésique, qui n'accepterait que les voyageurs pourvus, en plus du ticket pour l'au-delà que nous avons tous, du supplément d'âme nécessaire à la jouissance pure du transport. Pour les enfants, qui l'ont de naissance, ce supplément est gratuit. Je n'ai pas de compteur kilométrique vissé sous la calotte crânienne, mais j'ai calculé avoir fait plus de dix fois le tour de la terre en train, ça crée des liens. Enfant, je n'ai voyagé qu'en chemin de fer ou en car. J'avais quatorze ans quand mon père s'est décidé à acheter une voiture. Nous habitions une ville de l'Est qui me semblait être une extension de la gare. Les deux adresses où j'ai vécu sont situées à quelques centaines de mètres des voies, de part et d'autre.

des bielles et des pistons, les panaches de fumée, le rythme ternaire « *ichouk, ichouk, ichouk* » (car, si le facteur sonne toujours deux fois, le train sifflera trois fois), tout cela est sans équivalent pour une imagination enfantine.

Train n'est pas toujours synonyme de plaisir. Le rail qui mène au travail n'est pas de la même trempe que celui qui conduit à la mer ou à la montagne. Les Parisiens et les provinciaux ont cet avantage sur les banlieusards que le train de banlieue, avec ses allures aux heures de pointe de morne bétailière, ne leur a pas gâché le plaisir du train. J'avoue, pour ma part, y monter toujours avec le même entraînement, de préférence de bon matin : aligner son départ sur le lever de soleil vous donne le sentiment qu'une autre vie pourrait commencer à l'instant précis où la rame s'ébranle, comme si, quittant la ville où l'on vit, on pouvait du même coup, le temps du voyage, se délivrer de la personne civile à l'identité stable et contraignante qu'il faut continuer d'être vaillant que vaillant et où qu'on aille.

MAX GENÈVE
Lire la suite page 16

« la Chinoise »
est morte le 11 janvier, d'un cancer, à quarante-deux ans.



Une fille vulnérable et secrète

Sex Shop (1972), et le Mito du siècle (1974), de Claude Berri, *Défense de savoir*, de Nadine Trévisant (1973). Elle épanouit une personnalité déjà riche dans des films d'Alain Tanner (*Le Retour d'Afrique*, 1973, le Mito du monde, 1974), de Bernard van Effenterre (*Erica Minor*, 1973) et surtout de Jacques Rivette (*Out one*, 1971, *Céline et Julie vont en bateau*, 1974, dont elle est scénariste, *Duelle*, 1976). On la remarque aussi dans *l'Argent des autres*, de Christian de Chalonge (1978), et *Monsieur Klein*, de Joseph Losey (1976).

Juliet Berto, qui a mis en scène au théâtre *la Tempête*, de Shakespeare, passe à la réalisation cinématographique avec Jean-Henri Roger en 1981. *Neige*, présenté en sélection officielle au Festival de Cannes, est une chronique réaliste et lyrique des paumes et des marginaux de Pigalle auvers lesquels elle manifeste une profonde tendresse. Nage sur des sentiers battus au cinéma français de même que *Cap Canaille* (1982), construit sur un schéma policier et dont elle est également l'auteur avec Jean-Henri Roger, et l'interprète. En 1988, Juliet Berto réalise seule, une fable poétique Havre, dans laquelle elle n'apparaît pas. Depuis, c'était le silence.

JACQUES SICLIER

s dieux » restaurée

repeinte par le Titien quinze ans plus tard. Quatre ans de restauration minutieuse ont été nécessaires pour restituer l'histoire du tableau et lui restituer ses couleurs originales. Le résultat de ces longs travaux fera l'objet d'une exposition qui ouvrira le 14 janvier. Elle présentera les dernières innovations techniques et scientifiques du ministère de la Culture et d'art. (A.F.P.)

patio
Un spectacle du Quatuor Vocal N O M A D en collaboration artistique avec Le Théâtre du Lièvre

Le Lièvre
Du 11 janvier au 5 février 1990
Les jeudis, vendredis, samedis et dimanches à 20 h 30
Méthode de la cirque à 18 h
Relâche exceptionnel le 20 janvier
Prix des places : 100 F (collectivités : 70 F)
22, rue du Chevalier - 75013 PARIS
Location/Réservation : 45.98.55.33 et FNAC

A bord d'Avianca
destination soleil

Vous êtes au-dessus de la Sierra Nevada de Santa Marta, vous pouvez apercevoir la mer des Caraïbes et droit devant au-delà des trois Cordillères la plus grande réserve d'oxygène au monde : l'Amazonie. Vous êtes déjà en Colombie. AVIANCA vous souhaite un agréable séjour et espère vous retrouver très prochainement sur ses lignes.

Avianca
9, bd de la Madeleine 75001 PARIS
Tél. : 42 60 35 22

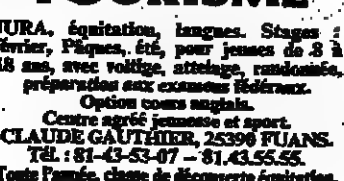
Avianca
La ligne Amérique-Caribbe

Soleil des Caraïbes, soleil des Andes, soleil d'Amazonie, ils illuminent la Colombie et toute l'Amérique Andine.

Janvier
Les plages de Cartagena
Février
Le Carnaval de Barranquilla



Au Staatsoper de Vienne, Claudio Abbado dirigera *Don Carlo* de Verdi avec Ruggero Raimondi, Renato Bruson, Mirella Freni et Agnès Baltsa; la mise en scène étant de Pier Luigi Pizzi, et *Ferrabras*, un Schubert méconnu et étonnant (du 16 au 17 juin, 10 800 F). Réservations auprès d'Européra (32, rue de Washington, 75008 Paris. Tél.: 43-69-10-14).



INTENSE ET SAUVAGE

L'hiver lapon et ses activités. Brochures dans toutes les agences de voyages ou à la Maison de la Scandinavie et des Pays Nordiques. 36, rue Tronchet, 75009 Paris.

Tél. : (1) 47 42 38 65

BORG

L'hiver lapon et ses activités. Brochures dans toutes les agences de voyages ou à la Maison de la Scandinavie et des Pays Nordiques.
36, rue Tronchet,
75009 Paris.
Tél. : (1) 47 42 38 65

SANS VISA

VOYAGES

Sanaa, ville perpétuelle

Le temps du Yémen est antérieur au nôtre d'un bon millénaire, sans même revenir au fils de Noé qui, dit-on, fonda Sanaa. A l'origine du chapelet de légendes bibliques et de mythes païens qui accompagnent le nom même du Yémen voisinent les quêtes antiques de l'humanité : sur ces terres souvent arides de tout temps peuplées de caravanes, on trouve la myrrhe et l'encens, on irrigue, comme à Marib, par barages démesurés, tandis qu'à la munificence du royaume de Saba succédait celle d'Himyar. Romaines et Ethiopiennes ont assiégré ce bord méridional de l'« Arabie heureuse » que dénomme ainsi Ptolémée, et que le septième siècle a vu se donner pour toujours à l'Islam. Le négoce et la foi, attributs séculaires du Yémen, le pays d'Al Mokha d'où provient le premier nom du café, ce moka pour le commerce duquel Portugais, Ottomans et Britanniques s'affrontèrent à l'époque moderne.

Depuis deux décennies, la guerre civile a laissé deux Yémen, périodiquement en voie de réunion. Vicissitudes dernières d'une lignée ininterrompue de troubles ? Tous ceux qui, en route vers le mystérieux Hadramout ou de retour de la rimbaldaire Abyssinie, relâchent à Sanaa, ont ressenti l'instabilité des lieux, que ses remparts ont pourtant longtemps enserclés. Aujourd'hui percés de toutes parts d'ouvertures subtiles et de portes majestueuses, les murs d'enceinte franchis sans même y penser par la foule hébergent souks et forums, dans ce fouillis apparent et sonore qui n'est qu'aux villes arabes.

L'entre impression qui prévaut dans la vieille ville tient à cette étrange juxtaposition des temps passés : on construit encore à Sanaa selon les canons millénaires, dans un style établi une fois pour toutes sous les Zaydites, cette dynastie qui régna sur le Yémen

pendant dix fois cent ans. Comme si Louis XIV avait recopié Hugues Capet.

On appréciera que l'UNESCO ait inscrit Sanaa au patrimoine culturel de l'humanité et entrepris sa sauvegarde en constatant que la technique d'édification sans architecte des maisons-tours de la ville n'a guère varié. A chacun des quatre à sept étages de ces étroites constructions son matériau — pierre, brique, terre séchée, — ses décorations propres, son usage domestique, son aménagement intérieur, ses vitraux, comme le montre Paul Bonenfant dans un

locales imaginées par Hergé reviennent soudain à la mémoire, inaltérées, conformes aux silhouettes alentour voilées ou hilares, qui passent pressées devant nous. A l'intérieur des remparts, ce sont soixante mille habitants qui peuplent le vieux Sanaa, ville de montagnards construite à plus de 2 000 mètres d'altitude.

Au-delà des murs, les camionnettes et voitures japonaises donnent de l'avertisseur devant Bab-el-Yemen, la porte du Yémen. Hors la prière, toute la vie de Sanaa paraît être née et devoir mourir en ce lieu. Il suffira de longer les enceintes

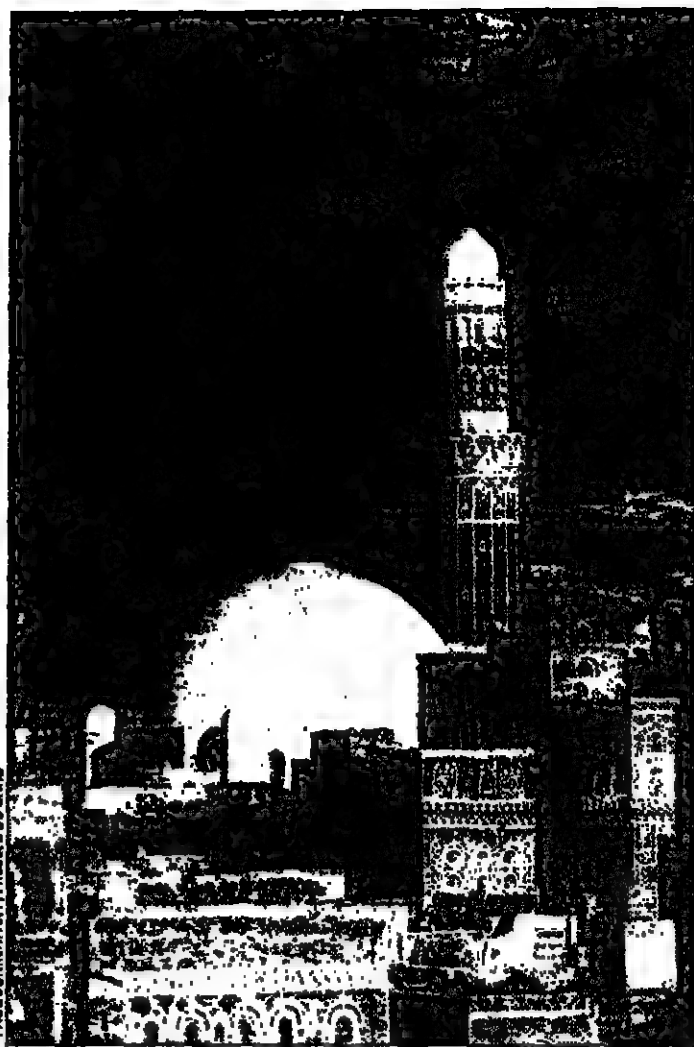
bien loin des édifices de Sanaa : on trouve sans mal sur les marchés de Saada, à proximité de la frontière saoudienne, le kalachnikov d'occasion au meilleur prix, et les cheikhs, qui, pour certains, siègent au Parlement national, demeurent les détenteurs incontestés d'un pouvoir qu'ils exercent sans contrôle. On a vu d'affrontements au mortier entre tribus à 50 kilomètres de la capitale, dans la montagne parcourue de centaines de véhicules tout terrain pourtant vendus à des prix exorbitants.

Al-Khouza, au nord-ouest de Sanaa, révèle l'architecture défensive du pays : ce village fortifié avec tours et maisons carrées, labas au fond de la plaine caillouteuse, ne permet de discerner qu'en approchant la pierre taillée de la roche brute.

Plus loin, plus haut, à près de 3 000 mètres, le fabuleux site de Thula, cette ville de tout temps libre, emmurée depuis le treizième siècle par une enceinte intacte. Une forteresse naturelle où les rochers brun pâle de la montagne ont fait les demeures et les citernes, le pavage et les aqueducs. Entre les murs si élevés des maisons, les enfants jouent au football : au pied des remparts, les massifs d'origan sauvage et les petits champs de cardamome s'étendent jusqu'à la vallée. Plus on s'éloigne, plus les saillants escarpés de la ville s'estompent dans le paysage, Mont-Saint-Michel minéral fondu dans le relief.

La petite bergère en palier rouge fait paître son troupeau de chèvres sombres aux portes de Sanaa. Depuis toujours, la taille des hommes est barrée du poignard dont les plus beaux manches sont en corne de girafe ; à présent, seulement le sachet de thé Lipton a remplacé les feuilles vertes, et les agences de voyages pullulent.

OLIVIER BARROT



Repères

Y ALLER

On se rend facilement à Sanaa depuis Paris par Air France et Yemenia. L'aller-retour « excursion » vaut de 7 755 à 8 845 F. Avec Nouvelles Frontières, 8 190 F.

Plusieurs agences de voyage proposent des circuits en 4 x 4 par petits groupes : Jet Tours, filiale d'Air France (40-26-84-22), offre trois voyages de 14 150 à 19 950 F. Explorer (42-86-66-24) également, de 14 200 à

15 200 F. Akiou (42-96-15-59) organise des voyages mixtes Yémen-Jordanie-Oman-Émirats, de 19 850 à 36 900 F, et Nouvelles Frontières (47-73-10-84), des séjours de 11 240 à 14 380 F.

A LIRE

Le guide Arthaud est le meilleur : Yémen, de P. Hamalainen (90 F) ; les Maisons d'Arabie de Sanaa, de Paul Bonenfant (Presses du CNRS, 520 F).

de la Scala, Covent Garden et des opéras de Vienne, Cologne ou Bonn. Au programme de chaque voyage, deux représentations, une visite en exclusivité, par exemple d'une collection privée, des prestations de haut niveau (places de première catégorie, hôtels prestigieux) et une grande liberté pour tanner l'air de la ville.

Quelques exemples. A Covent Garden, à Londres, Bernard Haitink dirige le Prince Igor de Borodine avec Nicolas Ghiuselev et Anna Tomowa-Sitowa tandis que Bruno Campanella sera au pupitre pour Don Pasquale de Donizetti, dans une mise en scène de Jean-Pierre Ponnelle (du 23 au 25 février, 8 600 F, voia, transferts, places d'opéra, deux nuits avec petit déjeuner, un souper et une visite guidée). A Cologne, José Van Dam interprète le rôle-titre de Simon Boccanegra de Verdi et, à Bonn, Juna Anderson celui de la Donna del Lago de Rossini, ce dernier opéra en version de concert (du 31 mars au 2 avril, 7 800 F). Au Staatsoper de Vienne, Claudio Abbado dirigera Don Carlo de Verdi avec Ruggero Raimondi, Renato Bruson, Mirella Freni et Agnès Baltsa, la mise en scène étant de Pier Luigi Pizzi, et Fierro, un Schubert méconnu et étonnant (du 15 au 17 juin, 10 800 F). Réservations auprès d'Européra (32, rue de Washington, 75008 Paris, tél. : 43-59-10-14).

forêts de Saint-Germain, on traverse la Seine à Conflans, puis l'Oise, et retour à Bercy le long de la Seine et par la pittoresque petite ceinture Sud. Tout cela pour 170 francs avec, en prime, une voiture bar-disco-busque et l'on peut voir tout ce qu'on veut de l'accordéon, des couples nés la même année que la locomotive qui les remorque.

MAX GENÈVE

S-VOYAGE

OTELS

Provençale

DRÔME PROVENCAL
Paris/4 h par TGV (Mupichan). Site exceptionnel, vue sur le lac d'Annecy. C'est à dire tout.
On ne fume pas à l'hôtel.
Chambre gd et petit lit. Cuisine. Salle de bains. Tél. : 04-77-11-11-11. 26110 Nyons - Fax : 04-77-11-11-11.

Buisse

CH-1938 CHAMPEX-LAC VALAIS
Région Grand-Saint-Bernard. Paradis des amoureux. Vue sur le lac d'Annecy. C'est à dire tout.
On ne fume pas à l'hôtel.
Chambre gd et petit lit. Cuisine. Salle de bains. Tél. : 04-77-11-11-11. 1938 Champey - Fax : 04-77-11-11-11.

LEysin

LEysin (Alpes françaises). 1300 m. 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12. TGV. Site exceptionnel. On ne fume pas à l'hôtel.
Chambre gd et petit lit. Cuisine. Salle de bains. Tél. : 04-77-11-11-11. 1300 Leysin - Fax : 04-77-11-11-11.

TOURISME

TOURISME
Sanaa, capitale du Yémen, est une ville ancienne et moderne. Elle est située à 2 000 mètres d'altitude, dans une vallée fertile. Elle est connue pour ses monuments historiques, ses marchés et ses traditions.

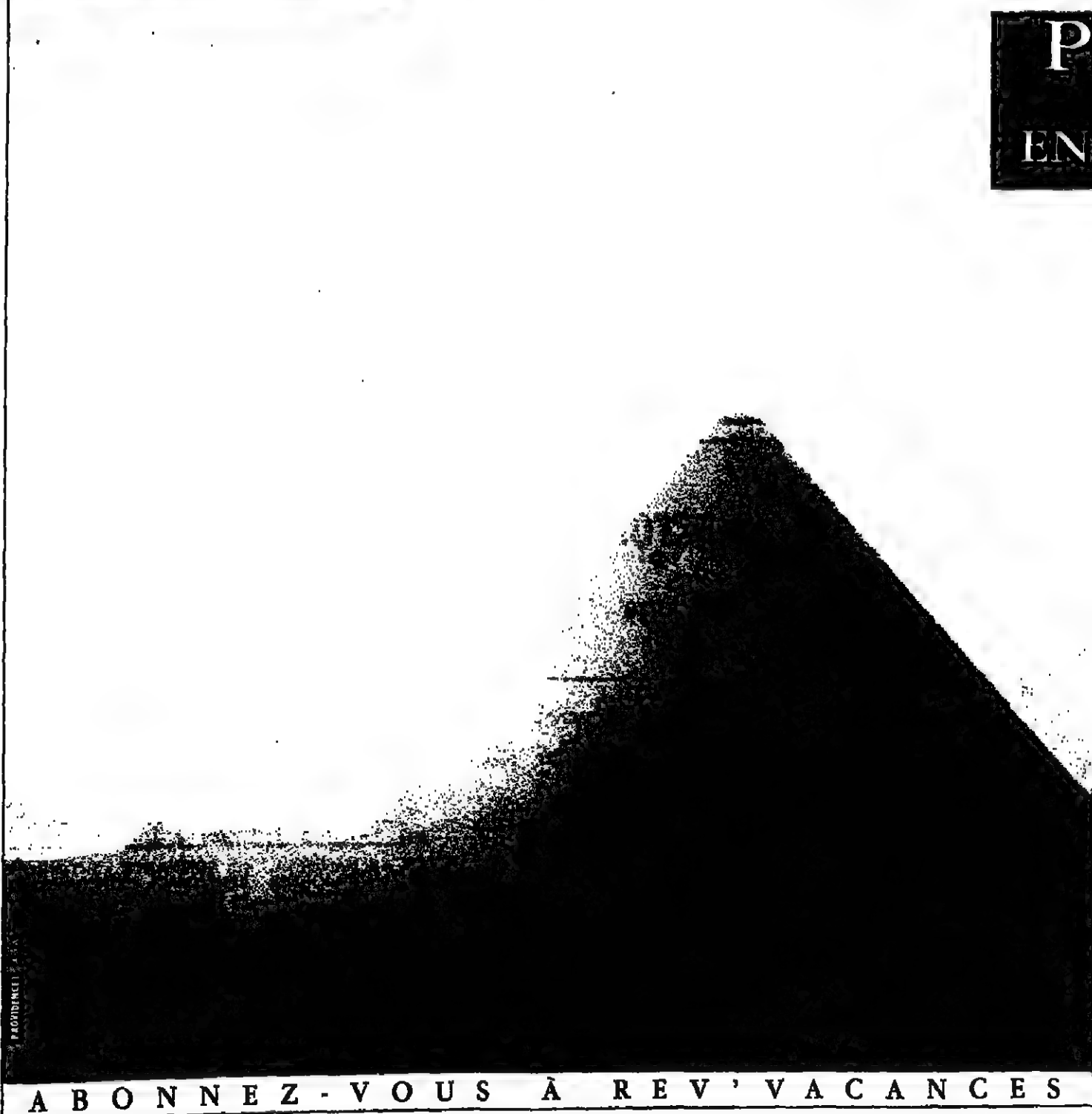
TOURISME

TOURISME
Sanaa, capitale du Yémen, est une ville ancienne et moderne. Elle est située à 2 000 mètres d'altitude, dans une vallée fertile. Elle est connue pour ses monuments historiques, ses marchés et ses traditions.

TOURISME

TOURISME
Sanaa, capitale du Yémen, est une ville ancienne et moderne. Elle est située à 2 000 mètres d'altitude, dans une vallée fertile. Elle est connue pour ses monuments historiques, ses marchés et ses traditions.

REV' VACANCES EGYPT



PLUS ON VOYAGE PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER

LE N° 1 MONDIAL DES CROISIÈRES SUR LE NIL, REV' VACANCES, VOUS INVITE À DÉCOUVRIR L'ÉGYPTE EN FEUILLETANT SON CATALOGUE. AU FIL DES 84 PAGES DE CETTE BROCHURE RICHE EN INFORMATIONS, REV' VACANCES VOUS PRÉSENTE SES 24 PROGRAMMES EXCLUSIFS, SES 13 NAVIRES DONT LES PLUS LUXUEUX, LE M/S "PAPYRUS" ET LE M/S "LE SCRIBE", LUI APPARTIENNENT. CHOISISSEZ LE VOYAGE DE VOS RÊVES AU PAYS DES PHARAONS : SÉJOUR À LOUXOR OU AU CAIRE (8 JOURS 3 990 F*) CROISIÈRE CLASSIQUE SUR LE NIL (8 JOURS 6 610 F*) CROISIÈRE DE GRAND LUXE AVEC NUIT À ABU SIMBEL (12 JOURS 11 500 F*) OU CROISIÈRE CONFÉRENCE... PARTIR EN ÉGYPTE AVEC REV' VACANCES, C'EST ÉGALEMENT DEVENIR GRATUITEMENT TITULAIRE DE LA CARTE REV ET DE SES PRIVILÈGES : PRISE EN CHARGE DES VISAS, CRÉDIT REV, EXEMPTION DES FRAIS D'ANNULATION, ET DES VOTRE SECOND VOYAGE, DES RÉDUCTIONS POUVANT ALLER JUSQU'À 2 200 F. AVEC REV' VACANCES, PLUS ON VOYAGE ET PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER.

*Prix France/France (à partir de). **REV' VACANCES TRAVEL AND CRUISE C

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, ADRESSEZ-VOUS À VOTRE AGENT DE VOYAGE AGRÉÉ, OU ENVOYEZ CE BON À REV' VACANCES - BP 9 - 92235 GENNEVILLIERS CEDEX



NOM _____
PRÉNOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ CLEWEG

A B O N N E Z - V O U S À R E V ' V A C A N C E S

SANS VISA

LA TABLE

Une Provence à l'authentique

Ici, l'huile doit se choisir avec autant de soin que le vin

MARSEILLE. C'est sous la Restauration, régime un peu gourmé mais gourmet, en tout cas doublement bien nommé et succédant à la boustifaille militaire de l'Empire, que les Brun ont commencé à faire parler de leur cuisine. En ce temps-là ils n'offraient pas encore sur le Vieux-Port, mais là-bas, sur les hauteurs de La Viste, aujourd'hui banlieue sinistrée par le capitalisme sauvage et son insupportable moitié, l'immigration clandestine.

Les premiers Brun connus sont donc authentiquement méridionaux, contrairement à une malicieuse rumeur née peut-être du très lyonnais Monsieur Brun, vérificateur des douanes à Marseille, campé en 1929 par Marcel Pagnol (1) dans *Marius* : ils furent faits maîtres de poste par brevet de Charles X et, vers 1825, ils régalaient leur clientèle d'une tapenade maison ou d'artichauts *barigouls*, ultimes réconforts avant la descente vers Marseille et sa bouillabaisse bourrue, Marseille et son ail insistant (et ses « *gangsters* » ou *Tanger du Maroc*). Une province de bonne souche tient toujours ses distances avec un grand port, et surtout sa cuisine, trop complaisante à l'égard de Dieu sait quelles bizarres influences.

Les « *dynastes* » Brun actuels sont installés — depuis 1936 — au cœur du Lacydon, face à la mairie Louis XIV, à égale distance de la déserte tour de granit rose du roi René et de la moderne Canebière, noire de monde. Mais leur gastronomie est restée avant tout « *provençale* ».

La bouillabaisse marseillaise ou la bourride marquée (des Marignols, la « *Vinise provençale* », à quelques kilomètres de l'aéroport de Marseille-Marianne) sont ici servies, mais seulement sur commande, et même s'il ne le dit pas, on sent que « *Maurice II* » (né en 1940) doit penser comme son père, « *Maurice I^{er}* » (1888-1954), et sans doute comme Nayou, mère du premier et veuve du second, « *régent* » en titre de 1934 à 1963 et, depuis lors, éminence grise du chef régnant, doit pen-

ser, donc, que bouillabaisse et bourride sont certes des compositions pouvant être délectables, mais peu nobles puisqu'elles jadis des poissons invendus par les pêcheurs.

Parlez-nous plutôt de danrades, loupes, rougets de roche, soles, sargues, pageots, tous grillés et servis sans autre sel que le leur et, bien sûr, « *sans aucun condiment* ». Cette simplicité, alliée évidemment à la plus extrême fraîcheur, forme l'un des plus hauts moments de ce que Jeanne Laffitte, l'éditrice marseillaise, héritière elle aussi d'une lignée et d'une tradition locales remontant à la Restauration, appelle, dans son *Guide de Marseille*, « *une messe* ». Elle ajoute, en Marseillaise cent pour cent qu'elle est, donc jamais avara d'une petite pique à l'égard des extra-muros : « *une messe provençale jusqu'à la manie* ».

Les violences des melets

Messe ou pas, ce rite célébré autour de quatre ou cinq tables (« *jamais plus* ») dure au moins deux heures, « *et si possible un peu plus* », entre les neuf hors-d'œuvre et le beaumes-de-venise (2) final escadant le poisson, les artichauts, les pintadeaux à la broche, la salade à l'huile d'olive artisanale (« *l'huile doit se choisir avec autant de soin que le vin* »), le vrai banon ou la tome de Manocque (chèvres livrés par Bataille, seul affineur marseillais digne de ce nom), les calissons d'Aix, les nougats noir et blanc, les amandés et les fruits frais du terroir.

Chaque plat mériterait un feuillet. Maurice I^{er} leur a consacré, lui, un chapitre à chacun dans son *Gourmandig* (gourmandise en provençal), sous-titré *Réflexions et souvenirs d'un gourmand provençal*, édité à Marseille en 1949 et réputé depuis lors introuvable (3).

Pongons-nous dans les pages sur la tapenade, puisque celle-ci est particulièrement en vogue aujourd'hui, y compris à Paris, pour apprendre comment sécher au soleil les *tapens* (capres) avant de les confire dans le vinaigre de vin, puis de les piler « *dans un mortier de marbre blanc* » en compagnie de feuilles de laurier et de fleurs de thym, d'un quart (« *pas plus* ») de gousse d'ail, d'une dizaine d'anchois bien lavés

et « *désarêtés* » et de quatre poignées d'olives noires hachées, « *le tout mélangé intimement, avec adjonction d'un peu d'huile d'olive et de 5 centilitres de rhum* ». Et sans poivre, afin de ne pas enflammer le palais avant les « *violences des melets* », ces alevins d'anchois étetés et mis en saumure durant quarante jours, puis poivrés, parfumés au fenouil, au laurier et à l'huile d'olive et qui sont aussi l'une des joies de la maison Brun.

Quel gouffre entre la tapenade du qual de Rive-Neuve et le grossier mélange d'olives et d'anchois souvent sans capres qui vous est servi ici et là, y compris en Provence ! Quel immense écart également entre les artichauts barigouls de Brun, avec leur obligatoire champignon du cru, puisqu'il donne son nom à la préparation, et ceux que l'on vous présente comme « *vrais de vrais* », noyés sous les pommes de terre, les épinards, les carottes, que sais-je encore ! « *Les cuisiniers d'hier étaient excusables, puisqu'on ne trouvait alors les barigouls qu'à leur saison, en automne, mais aujourd'hui ils ne le sont plus, car ces champignons provençaux se trouvent disponibles toute l'année* », nous chuchote Maurice II, sous le regard attentif de « *Maurice III* » (né en 1958).

De Mistral à Senghor

Mainteneur d'une tradition codifiée par son père il y a plus d'un demi-siècle, Maurice II n'en a pas moins, cette année, opéré ce qu'il appelle une « *évolution* », mais qui est bel et bien une révolution. Il a institué, à côté du menu unique et intangible à 300 francs, avec sa quinzaine de spécialités (« *un modesto quoique véritable aperçu de la cuisine provençale, qui, selon Brilla-Savarin, compte plus de 250 recettes* »), une carte où on peut choisir parmi les plats de la liste établie en 1936. « *Que voulez-vous, à midi, les hommes d'affaires n'ont plus deux heures de temps pour déjeuner* ».

Cependant, le décor est heureusement resté le même, avec ses quatre portraits différents de Frédéric Mistral, le Nobel provençal de littérature, dans cette antique et claire salle d'un ci-devant couvent de bernardines au plafond bâti d'anciens mâts de navires ; sa

bibliothèque, où on trouve aussi bien les œuvres d'Adolphe Thiers (un Marseillais) que celles des Daudet père et fils (des Provençaux) : son interdiction non écrite de fumer, « *respectée encore par 90 % des clients* », et l'ombre des fourchettes célèbres ayant cliqueté silencieusement dans ce temple : artistiques, comme Mireille Mathieu ou le peintre Ambrogiani (il a laissé un faisan flamboyant sur les murs), littéraires, comme Marcel Pagnol, Jean Giono ou Marie Mauron, politiques, comme les présidents Senghor ou Houphouët-Boigny, ou encore un large échantillon du sérail français, de Gaston Defferre à Jean-Marie Le Pen.

Néanmoins, qui n'est prophète en son pays, même culinairement, et Brun a toujours été plus connu à Londres, à Genève et, depuis peu, à Tokyo (« *les Japonais venant chez moi sont des clients particulièrement curieux et respectueux* ») qu'à Marseille, où on l'a parfois même un peu brocardé lors des beaux jours, heureusement révolus, de la « *nouvelle cuisine* ». Avec le retour du terroir, du naturel, du goûteux, Brun, derrière son immuable pancarte en bois peint, en haut de son escalier bosselé, montre qu'en étant archaïque il bon escient on est tôt ou tard assuré d'un regain de jeunesse.

Taquignons quand même encore une fois Maurice II avant de le quitter :

« *M. Brun, comment pouvez-vous ouvrir votre repas par une clarette de Die, un produit dauphinois ? — Certes, mais la comtesse de Die fut jadis trouvée provençale, et puis il nous fallait commencer par un degré faible, en l'occurrence 6°, avant de passer, crescendo, au blanc de Cassis, puis au Clos de l'Oratoire rouge, et de terminer, sans être gris, par les 14° du beaumes-de-venise* ». Quel de Rive-Neuve, les dynastes ont répondu à tout...

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

► **AUX METS DE PROVENCE**, Chez Maurice Brun (2^e étage), 18, qual de Rive-Neuve, Marseille-1^{re}. Tél. : 91-33-35-38. Fermé dimanche, lundi et jours fériés.

(1) Une exposition sur le thème « *Marcel Pagnol, souvenirs de jeunesse de 1895 à 1931* », a lieu actuellement au palais des Beaux-Arts (Archives municipales), 1, place Carré, Marseille.

(2) Vin doux devant tout à la Provence vasculienne et rien à la cité adriatique.

(3) Les derniers exemplaires de cette bible (elle pèse plus de 2 kg) de la gastronomie et de l'histoire provençales, imprimée sur papier chiffré du val de Lagne (Puy-de-Dôme) et illustrée de bois de Louis Jou, le dessinateur des Baux, sont en vente au prix de 3 000 francs aux *Mets de Provence*. Le texte de Maurice Brun père est précédé d'une étonnante préface de Charles Maurras (1868-1952), où le théoricien virulent du « *nationalisme intégral* » se mue en expert de l'art culinaire méridional (il était natif des Marignols).



Maurice Brun dans la salle à manger de son restaurant à Marseille

Gratins

GRATIN : préparation collante recouverte de chapelure ou de fromage et cuite au four. Ainsi s'exprime le Larousse. N'est-ce pas un peu court ? Ce « *gratin* » en surface se retrouve au fond du plat et... on le gratte d'une fourchette alléchée. Ce « *gratin* » de surface reste le meilleur de la dégustation : l'expression populaire, « *c'est le gratin* », c'est-à-dire le *neq plus ultra*, en témoigne.

Les gratins semblent passés de mode. Quels meilleurs plats, pourtant, en période froide, que ces réconfortantes croûtes dorées sorties du four et parfumant la table ! D'autant qu'ils peuvent être variés à l'infini. L'idée qui vient d'abord à l'esprit est le gratin de pommes de terre. Il est de partout mais, plus souvent, annoncé savoyard ou dauphinois. C'est parce que la pomme de terre, venue d'Amérique via l'Espagne, n'arriva en France qu'après son passage en Italie. Considérons le gratin savoyard comme l'ancêtre. Il trouve son fro-

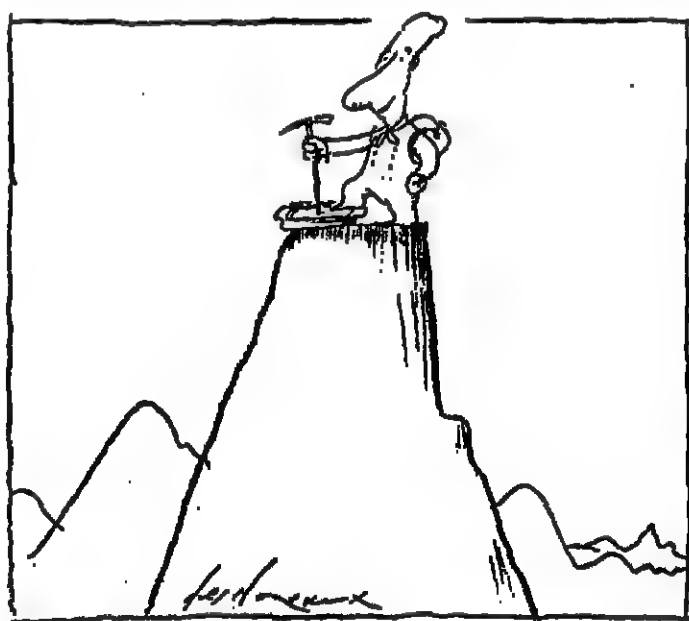


Image sur place : le bouffon (qui est à la Savoie ce que le gruyère est à la Suisse) ; les pommes de terre étaient cuites au bouillon de bœuf.

Descentant de ses montagnes, il gagna le plus riche Dauphiné où quelque épiciériste remplaça le bouillon par du lait, voire de la crème.

Ce que je voudrais proposer aux lecteurs qui cuisinent familièrement avec amour, ce sont des variantes : ne pourrait-on pas ajouter aux pommes de terre un peu de verdure ? Une purée d'épinards, quelques feuilles de salade, ne seraient-elles pas pour relever le goût et relever la couleur ? Et puis encore y ajouter des dés de jambon, de restes de volaille ? Ou des tomates concassées ! Ce sont là gratins, si j'ose écrire, « *de famille* ».

An cours des siècles, les grands cuisiniers ont « *habillé* » gratins-queux des produits riches. Bernard Frank, l'autre jour dans le *Nouvel Observateur*, évoquant le « *sublime* » (mais oui !) gratin d'écrevisses de Fernand Point (Fleurbaey de la cuisine 1935), le comparait aux ravioli de langoustines au chou de Joli Robuchon, signe d'évolution. Je n'y vois point de progrès, au contraire. Les ravioli de Robuchon sont excellents.

Le gratin de Fernand Point fut un « *moment* » de la cuisine. On en pourrait citer bien d'autres, du gratin de homard munificient au sim-

Considérons le savoyard comme le grand ancêtre

ple gratin d'oignons dans le moule à gratin. Et son ancêtre le gratin de fromage. Les gratins de fruits (pas de fromage ici, mais peut-être un peu de chapelure) ont été le menu de fête du début du siècle.

Le gratin de macaroni est lui aussi un classique. Son côté italien le fait imaginer en parmesan. Je crois que c'est une erreur ; cet excellent fromage d'outre-Alpes, râpé frais, est excellent cru, sur de nombreux plats, mais, cuit, il ne vaut pas le gruyère helvétique. Là

aussi ce plat a disparu des cartes. Je ne m'en réjouis pas. *Fouquet's*, j'ai trop souvent entendu l'admirable rouchonneur que fut Raimu protester que le gratin de macaroni servi ici ou là était « *immangeable* » pour ne pas, à bien des occasions en ces temps hivernaux, me régaler de ce gratin de macaroni qu'il aimait tant !

Faites comme moi et n'oubliez point : les gratins sont d'hiver et peuvent être les plus divers possibles. Excellente occasion pour la cuisinière, pour le chef, de donner

libre cours à son imagination. Vous pouvez, selon l'humeur, enrichir vos macaroni d'un peu de fondue de tomates, de filets d'anchois pilés, d'olives noires hachées. Cela aurait pu faire bondir le brave Raimu, mais ce n'est pas un mauvais gratin que celui-là, rustique et indépendant.

A Lyon, pays du gratin, vous retrouverez celui de la mère Léa (*A la Voûte*, 11, place Antonin Gourju, tél. : 78-42-91-33), qui fait partie du folklore.

LA REYNIÈRE

GASTRONOMIE

NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3^h DU MATIN.

LA CHAMPAGNE
La grande boutique de la champagne et de la gastronomie.
10 rue de la Chapelle
Paris 9
Réservation : 42.74.64.76

CHEZ HANSI
La grande boutique de la gastronomie.
A. place de la République
Paris 11
Réservation : 45.48.44.42

PLUS ON VOYAGE PLUS ON A ENVIE DE VOYAGER

Aux quatre coins du monde, la carte Rev vous abonne à tous ses privilèges. Pour tout savoir, adressez-vous à votre agence de voyages agréée ou envoyez ce bon à REV'VACANCES - BP 9 - 92235 Gennevilliers Cedex

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____

Code postal _____ Cte/LMN _____

* Forfait complet
Prix France/France (à partir de)

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-84)

VENDREDI

Théâtre 1921-1989: Massacre en dentelles (1951), d'André Huneault, 16 h; Hommage à John Ford: Pesh (1932, v.o. s.t.f.), de John Ford, 18 h; Hommage à Abel Gance: Marie Tudor (1966), d'Abel Gance, 21 h.

SALLE GARNIER

CENTRE GEORGES-POPIDOU (43-73-37-28)

Révoltes, Révolutions, Cinéma: la Grève (1924), de S.M. Eisenstein, 14 h 30; Nut et Brouillard au Japon (1980, v.o. s.t.f.), de Nagisa Oshima, 17 h 30; Papa est en voyage d'affaires (Younissia, v.o. s.t.f.), de Emir Kusturica, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Montparnasse 1919-1989: la Coupole: la Coupole a cinquante ans (1978) de B. Queyenne, Trois Jours, Trois Photographes (1978) de Fernand Montecinos, The Chevalier Brothers (1985) de Jimmy Glasberg, 14 h 30; Maine Montparnasse: l'Amor (1986) d'Yves Clara, Montparnasse (1974) de Claude Noguera, Camarades (1981) de Martin Kermiz, 16 h 30; Montparnasse sa révolte: Actualité Gaumont, le Fou de Mai (1976) de Philippe Defrance, 18 h 30; Musée-Hall: Robino anetore du music-hall (1974) de Max Gérard, Ripaboché (1985) de Christian-Jacque, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (Tchécoslovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne, v.f.): Épiphe de Bois, 5 (43-37-57-47).

ASTERIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-Al.): Club Gaumont (Publics Martigny), 8 (43-58-31-37); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNICHAUSEN (A., v.f.): Cinoche, 6 (46-33-10-82).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.): Cinoche, 6 (46-33-10-82).

BAL PERDU (Fr.): Épiphe de Bois, 5 (43-37-57-47); La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 13 JANVIER

«L'hôtel d'Évreux, siège du Crédit foncier de France», 14 h 45, angle place Vendôme/rue de la Paix.

«La villa des Jardins, demeure de Balzac puis de Gambetta», 15 h 30, 14, rue Gambetta à Sèvres. Par train: gare Saint-Lazare, arrêt Sèvres-Ville-d'Avray (Monuments historiques).

«Le quartier des Epinettes», 10 h 30, angle rue Forest/rue Caulaincourt (V. de Langlade).

«La coupole de l'Institut», 11 heures, devant l'entrée, 23, quai de Condé (Paris et son histoire).

«Kupka, pionnier de l'art abstrait», 11 heures, 11, avenue de Président-Wilson (G. Marbeau-Cahen).

«Chine bouddhique: sculptures et peintures murales», 13 h 30, 6, place d'Alsace (Musée Guimet).

«Les sculptures de Notre-Dame de Paris», 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).

«Réalisme contestataire du bourgeois», G. Courbet en lutte contre les pompes, 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill (Art et le musée).

«Doriot, crypte et pyramide de Pail», 14 h 30, devant le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (Tourisme culturel).

«Opéra et ses légendes», 14 h 30, dans le hall, statue de Luigi (Écoule du par).

«La Concorde, de Philippe le Bel à la Terreur», 14 h 30, à l'entrée (M. Polver).

«La Cité et le quartier des Chénier», 14 h 30, statue de Charlemagne, parvis de Notre-Dame (Sauvegarde du Paris historique).

«Le Louvre, des fondations de Philippe Auguste à l'intérieur de la Pyramide», 14 h 30, métro Louvre (E. Whitt).

«Eros, amour des dieux et des hommes», 14 h 45, Grand Palais (L'art pour tous).

«Les galeries hautes de l'église Saint-Martin», Les sculpteurs des maisons du quartier, 14 h 45, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue du Renard. Lampe de poche (M. Benassat).

«Le Grand Orient de France. Histoire et symbolisme de la franc-maçonnerie», 15 heures, 16, rue Caidet (I. Huellet).

«Le Renouveau», 14 h 30; «Paris et le design», 15 heures (Musée Carnavalet).

«Kupka», 14 h 30; «Sophie Tauber», 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art).

«L'art de Carlier», 14 h 30, avenue Wilson-Carlier (Nuit Palais).

DIMANCHE 14 JANVIER

«Le Musée Camondo», 15 heures, 83, rue du Maréchal.

«Une abbaye à l'ombre du Panthéon: le lycée Henri-IV», 15 heures, 23, rue Clovis.

«L'hôtel de Lamoignon, bibliothèque historique de la ville de Paris», 15 heures, 14, rue Pavée (Monuments historiques).

«Aux Invalides, Bonaparte devient Napoléon», 10 h 30, église Saint-Hippolyte, 14 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

«Tombes célèbres du Père-Lachaise», 14 h 30, porte principale, boulevard de Ménilmontant (V. de Langlade).

BANDINI (Fr.-Bel.-It.-A., v.o.): Forum

Horizon, 1 (45-08-57-57); Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38); Pathé Mangin-Concorde, 8 (43-59-82-82); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-32-58).

BAPTÊME (Fr.): Lucarne, 6 (45-44-57-34).

BLACK RAIN (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Pathé Mangin-Concorde, 8 (43-59-82-82); Publics Champs-Élysées, 9 (47-20-78-23); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

BORIS GODOUNOV (Fr.-Esp.-Youg., v.o.): Vendôme Opéra, 2 (47-42-57-23); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40).

BRIÈVE HISTOIRE D'AMOUR (Pol., v.o.): Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

BURNING SECRET (Brit., v.o.): Cinoche, 6 (46-33-10-82).

CARNET DE NOTES SUR VÉTÉMENTS ET VILLES (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12).

CHAMBRE À PART (Fr.): La Triomphe, 6 (45-62-45-76).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.): Latina, 4 (42-78-47-86); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); George V, 8 (45-62-41-46); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); v.f.: La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86).

CORÉDIE D'AMOUR (Fr.): Elysées Lincoln, 3 (43-59-35-14).

LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (Fr.-Br., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-28-58-00); Les Trois Luxembourg, 9 (48-37-77-77).

DELT DE FUTES (Sov., v.o.): Cosmos, 6 (45-45-28-60); La Triomphe, 6 (45-62-45-76).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.): Cinoche, 6 (46-33-10-82).

EL VERDUGO (Esp., v.o.): Latina, 4 (42-78-47-86).

LES ENFANTS DU DÉSORDRE (Fr.): La Triomphe, 6 (45-62-45-76); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

FAMILY BUSINESS (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); George V, 8 (45-62-41-46); UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40).

MAUVAIS SANG (Fr.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

MYSTÈRE TRAIN (A., v.o.): Cinoche, 6 (46-33-10-82).

NOCE BLANCHE (Fr.): Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82); Pathé Mangin-Concorde, 8 (43-59-82-82); Fawcett, 13 (43-20-32-20); Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20).

NOCTURNE INDIEN (Fr.): Lucarne, 6 (45-44-57-34).

OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Normandie, 6 (45-62-19-16); v.f.: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Rex, 2 (42-36-80-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 6 (45-62-19-16); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-39-23-44); Pathé Français, 9 (47-70-32-58); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

ORCHESTRE ROUGE (Fr.): Elysées Lincoln, 3 (43-59-35-14).

PALOMBELLA ROSSA (It., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-19-09); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Eclair, 13 (47-07-28-04).

PENTIMENTO (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.): République, 3 (42-71-52-36); Denfert, 14 (43-21-41-01).

LE PETIT DIOSCAUR (A., v.o.): La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LA PETITE VÈRA (Sov., v.o.): Cinoche, 6 (46-33-10-82).

PLUS NOIRE (Esp., v.o.): Lucarne, 6 (45-44-57-34).

QUAND HENRI RENCONTRE SALLY (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Champs-Élysées, 9 (43-59-82-82); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); UGC Marliot, 17 (47-48-06-06); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-32-58); Fawcett, 13 (43-39-23-44); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT 7 (A., v.o.): La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86).

RAIN MAN (A., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-80-25); v.f.: La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86).

RETOUR VERS LE FUTUR 2: PARTIE (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); George V, 8 (45-62-41-46); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

ROUGE (Hong Kong, v.o.): Utopia Champion, 15 (43-26-84-65).

S.O.S. FANTOMES II (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Normandie, 6 (45-62-19-16); v.f.: Rex, 2 (42-36-80-33); UGC Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Wapler II (ex-Imagel), 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

SEXE, MENSONGES ET VIDE (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); v.f.: Miramar, 14 (43-20-32-20).

SWEETIE (A.-Austr., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20); v.f.: Biennale Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Denfert, 14 (43-21-41-01).

LES LIASONS DANGEREUSES (A., v.o.): Les Trois Salons, 9 (45-61-10-80); République Cinéma, 11 (48-05-51-33); Denfert, 14 (43-21-41-01).

MARQUIS (Fr.): Acropole, 5 (46-33-88-88); Denfert, 14 (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

MYSTÈRE TRAIN (A., v.o.): Cinoche, 6 (46-33-10-82).

NOCE BLANCHE (Fr.): Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82); Pathé Mangin-Concorde, 8 (43-59-82-82); Fawcett, 13 (43-20-32-20); Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20).

NOCTURNE INDIEN (Fr.): Lucarne, 6 (45-44-57-34).

OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Normandie, 6 (45-62-19-16); v.f.: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Rex, 2 (42-36-80-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 6 (45-62-19-16); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-39-23-44); Pathé Français, 9 (47-70-32-58); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

ORCHESTRE ROUGE (Fr.): Elysées Lincoln, 3 (43-59-35-14).

PALOMBELLA ROSSA (It., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-19-09); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Eclair, 13 (47-07-28-04).

62-20-40; 14 Juillet Beaugrenelle, 15

(45-75-79-79); v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); Les Nations, 12 (43-43-04-67); UGC Gobelins, 13 (43-39-23-44); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

LA FEMME DE ROSE HILL (Fr.-Sail.): Épiphe de Bois, 5 (43-37-57-47).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.): Utopia Champion, 15 (43-26-84-65).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.): Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Kinoparoma, 15 (43-06-50-50).

HIVER 84 (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46); UGC Opéra, 9 (45-74-94-94).

L'HOMME QUI VOUAIT SAUVER (Fr.-Hol.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Pathé Mangin-Concorde, 8 (43-59-82-82); Pathé Français, 9 (47-70-32-58); Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A., v.o.): George V, 8 (45-62-41-46); UGC Emittage, 8 (45-63-15-16); v.f.: Rex, 2 (42-36-80-33); UGC Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Wapler II (ex-Imagel), 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

ROUGE (Hong Kong, v.o.): Utopia Champion, 15 (43-26-84-65).

S.O.S. FANTOMES II (A., v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Normandie, 6 (45-62-19-16); v.f.: Rex, 2 (42-36-80-33); UGC Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Wapler II (ex-Imagel), 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

SEXE, MENSONGES ET VIDE (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); v.f.: Miramar, 14 (43-20-32-20).

SWEETIE (A.-Austr., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); UGC Danton, 6 (42-25-10-30); Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20); v.f.: Biennale Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Denfert, 14 (43-21-41-01).

LES LIASONS DANGEREUSES (A., v.o.): Les Trois Salons, 9 (45-61-10-80); République Cinéma, 11 (48-05-51-33); Denfert, 14 (43-21-41-01).

MARQUIS (Fr.): Acropole, 5 (46-33-88-88); Denfert, 14 (43-21-41-01).

MAUVAIS SANG (Fr.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

MYSTÈRE TRAIN (A., v.o.): Cinoche, 6 (46-33-10-82).

NOCE BLANCHE (Fr.): Pathé Impérial, 2 (47-42-72-82); Pathé Mangin-Concorde, 8 (43-59-82-82); Fawcett, 13 (43-20-32-20); Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20).

NOCTURNE INDIEN (Fr.): Lucarne, 6 (45-44-57-34).

OLIVER ET COMPAGNIE (A., v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Normandie, 6 (45-62-19-16); v.f.: Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Rex, 2 (42-36-80-33); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); UGC Normandie, 6 (45-62-19-16); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (43-39-23-44); Pathé Français, 9 (47-70-32-58); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

ORCHESTRE ROUGE (Fr.): Elysées Lincoln, 3 (43-59-35-14).

PALOMBELLA ROSSA (It., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); Saint-André-des-Arts I, 6 (43-26-19-09); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); Eclair, 13 (47-07-28-04).

PENTIMENTO (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).

LE PETIT DIABLE (It., v.o.): République, 3 (42-71-52-36); Denfert, 14 (43-21-41-01).

LE PETIT DIOSCAUR (A., v.o.): La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LA PETITE VÈRA (Sov., v.o.): Cinoche, 6 (46-33-10-82).

PLUS NOIRE (Esp., v.o.): Lucarne, 6 (45-44-57-34).

QUAND HENRI RENCONTRE SALLY (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Champs-Élysées, 9 (43-59-82-82); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81); Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); UGC Marliot, 17 (47-48-06-06); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-32-58); Fawcett, 13 (43-39-23-44); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT 7 (A., v.o.): La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86).

RAIN MAN (A., v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-80-25); v.f.: La Nouvelle Maxéville, 9 (47-70-72-86).

RETOUR VERS LE FUTUR 2: PARTIE (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12); Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83);

AGENDA

CARNET DU Monde

La mort d'Hector de Galard
cofondateur de « France Observateur »

Hector de Galard, codirecteur du *Nouvel Observateur* jusqu'en 1986, est décédé à Paris, jeudi 11 janvier, à l'issue d'une grave maladie. Il était âgé de soixante-huit ans. Il avait participé à la création de l'hebdomadaire en 1950.

La passion de l'exigence

par Gilles Martinet

Dans le métier de journaliste, le poste le plus fascinant mais aussi le plus ingrat est celui de rédacteur en chef. Ce que l'on y gagne en pouvoir réel, on le perd en notoriété. Un directeur écrit des éditoriaux. Un rédacteur en chef n'en a guère le temps. Le public ignore ce qu'il lui doit.

Pendant plus de trente ans, à *France Observateur* puis au *Nouvel Observateur*, Hector de Galard a été un merveilleux rédacteur en chef. Il a passé des milliers de nuits à lire et à corriger des articles, à décider de leur agencement, à mettre en forme le journal. Il a ainsi progressivement cessé d'écrire. Or, il avait l'une des meilleures plumes de la presse française. Son style était sobre, précis, acéré. Tout était dit en quelques phrases. Malheureusement, ses articles se faisaient de plus en plus rares. Jusqu'au jour où la maladie l'a obligé à se retirer dans l'appartement où elle allait le tenir longtemps prisonnier.

Hector de Galard pratiquait une forme d'humour qui déconcertait ceux qui le connaissaient mal. Spécialiste de la politique internationale, il faisait semblant de tout ignorer de la politique intérieure. Il s'amusait ainsi à se faire expliquer des choses qu'il connaissait parfaitement.

C'était sa manière de montrer à quel point il se sentait étranger aux jeux tactiques et aux manœuvres partisans. Ce descendant d'une des plus anciennes familles de la noblesse française avait totalement adhéré aux idéaux de la gauche. Il

leur est resté fidèle jusqu'à sa mort. Mais cela le rendait exigeant à l'égard de ceux au côté desquels il avait choisi de se ranger. Il était attiré par la gauche vertueuse et non par la gauche opportuniste. Cet homme tendre et pudique avait la passion de la rigueur. C'est pourquoi nous étions nombreux à le respecter et à l'aimer.

[Hector de Galard de l'île était né le 30 mars 1921 à Paris. Licencié de lettres, titulaire d'une licence en droit et d'un diplôme de l'Ecole libre des sciences politiques, il fut le STO (service du travail obligatoire) pendant l'Occupation et participa à la Résistance, en gérant en même temps une ferme au nord de Paris, en compagnie de trois autres jeunes « aristocrates de gauche ». Gérard de Sède, Dalmas de Polignac et Henri de Turenne. En 1944, Hector de Galard s'engagea dans les Commandos de France et participa à la libération du territoire, ce qui lui valut la Croix de guerre. Sa carrière de journaliste commença en 1947, au quotidien *Combat* ; il y est chargé du secteur diplomatique. Mais la grande aventure journalistique de sa vie sera la fondation de *France Observateur* en 1950, avec Gilles Martinet, Claude Bourdet et Roger Stéphane. D'abord responsable du service étranger, il devient rédacteur en chef de l'hebdomadaire en 1953, tout en collaborant à l'agence La Page internationale, en tant qu'administrateur. En 1964, il entre au comité de direction du journal, qui change de nom cette année-là. Il en devient directeur de la rédaction en 1982, puis codirecteur (au côté de Jean Daniel) de 1984 à 1986. Il était, depuis 1977, associé au capital de l'hebdomadaire. Hector de Galard était membre du jury du prix Anjouthal.]

Naissances

— Pierre et Polly MARCUS et leurs enfants ont la joie de faire part de la naissance de

Carla,

le 5 janvier 1990.
16, rue d'Andigné,
75016 Paris.

— Sarah, Séverine et Eric TOUITOU ont la joie de faire part de la naissance de

Charlie,
Rachel,
Amick,

à Vitry-sur-Seine, le 28 décembre 1989.

— Si l'on en croit ses parents

Emilie et Pierre-Antoine,
Ferdinand SOUCHARD

aura dix ans le 10 janvier 2000.

10, avenue du Père-Lachaise,
75020 Paris.

— Anne COUCKE et Didier MARAIS

ont la joie d'annoncer la naissance de
Martina,
le 6 janvier 1990.
Beaumont,
60240 Courcelles-lès-Gisors.

— Philippe VOIGT et Marie REYNAUD

sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils
Paul,
le 18 décembre 1989.
17, rue Beauricelle,
75004 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements :
42-47-85-03

Décès

— Carpentras. Paris. Brioude. Montoux. Grandrieu.

M^{me} Bernard Guignot, née Anne-Marie Roure, Raymond et Catherine Guignot, Michel et Marion Guignot, Geneviève Guignot, Gérard et Brigitte Guignot, Christian et Françoise Perrin, Vincent, Martin, Marie, Claire, Olivier, Lucie, Sophie et Clément, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard GUIGNOT,

à l'âge de soixante-sept ans, le 5 janvier 1990.
Les obsèques ont eu lieu le 8 janvier, en la cathédrale Saint-Siffrein, à Carpentras, et l'inhumation au cimetière de Mazan (Vaucluse).

— Jeanine, Monique et Frédéric Jacques, Odette, Emmanuel, Caroline et Emilie Scot, ont la douleur de faire part du décès de, le 29 décembre 1989, dans sa quatre-vingt-neuvième année, de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Caroline, Germaine JAKES, veuve d'Isidore JAKES, mort pour la France.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Villa de la Tour,
19, rue Eugène-Delacroix,
75116 Paris.

— Son épouse, Françoise LORÉAU. Ses enfants Et ses petits-enfants, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Max LORÉAU,

écrivain,
né le 7 juin 1928, mort le 7 janvier 1990.

L'enterrement a eu lieu dans l'intimité à Braine-l'Alleud.
22, avenue des Vannans,
1420 Braine-l'Alleud (Belgique).

[M^{me} à Bruxelles en 1928, Max LORÉAU s'est fait connaître en 1971 en publiant une monographie complète de l'œuvre de Jean Dubuffet, *Jean Dubuffet, œuvre, développement, feu de haut jeu* (éditions Weber) dans lequel il réussit de manière à la fois poétique et savante la synthèse et l'analyse de l'œuvre. Cette double approche sensible et intellectuelle fait l'originalité d'une œuvre qui marie recueil de poèmes, *Chants de perpétuel présent*, *Chants de présent* (Gallimard), *réflexions philosophiques* — *En quête d'un autre commencement* (Lebeuf-Picquart), essais littéraires et esthétiques — *La peinture à l'œuvre et l'éloge du corps* (Gallimard), *Michel Deguy, la poursuite de la poésie toute entière* (Gallimard) — et qui culmine dans son dernier livre : *La parole et le pluriel* (Minaud). Professeur à l'université de Bruxelles, Max LORÉAU participait activement à la rédaction de la revue *Poésie*.]

— Dallas. Bruxelles. Rome. Paris.

M. et M^{me} Pham Hien, Alexandra, Kai, M^{me} Nguyen Thi Hoa, Tam, Minh-Thu, M. et M^{me} Pham Tu, Sydney,

M. et M^{me} Pham Tu, Charlotte, Christopher, M. et M^{me} Jean-Michel Esperet, Etienne,

M. et M^{me} Pham Thong, Mathieu, Eléonore, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. PHAM EICH,

leur père, grand-père et frère,
survécu à Genève, le 31 décembre 1989.

253, route d'Amey, La Croix-de-Rozon, 1257 Genève (Suisse).

— M. et M^{me} François Henry et leurs enfants, M^{me} Dominique Soufflet, M. et M^{me} Patrick Brussen et leurs enfants,

M. et M^{me} Claude Couturier et leurs enfants, ses filles, belle-fille, gendres et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques SOUFFLET,

ancien élève de Saint-Cyr, ancien commandant du groupe Lorraine, ancien ministre de la défense, croix de guerre, commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération (membre du conseil de l'ordre),

survécu le mardi 9 janvier 1990, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité à La Croix-en-Touraine (Indre-et-Loire), le jeudi 11 janvier.

Cet avis tient lieu de faire-part.

67, quai d'Orsay, 75007 Paris.

— Le conseil d'administration, Le président, La direction, Et le personnel de

La Générale de transport et d'industrie, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jacques SOUFFLET, vice-président du conseil d'administration, commandeur de la Légion d'honneur, (membre du conseil de l'ordre),

survécu le 9 janvier 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à La Croix-en-Touraine (Indre-et-Loire), le jeudi 11 janvier.

(Le Monde du 12 janvier.)

— Luc VÉZIAN, ancien élève de l'Ecole polytechnique, est décédé le 1^{er} janvier 1990, à l'âge de quatre-vingt ans.

Le service religieux a été célébré en l'église réformée d'Antony, le vendredi 5 janvier.

De la part de Sabine, Brigitte, Anne, Catherine, ses filles, Et de toute sa famille.

« Out, c'est en Dieu que mon âme se confie, de Lui vient mon salut. »

Psautre 62, verset 2.

101, rue de Sèvres, 92100 Boulogne.

Remerciements

— La famille Et les proches du

docteur Georges BUIROU

remercient très sincèrement toutes les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie lors de son décès.

— M. et M^{me} Lucien Sgheri, M. et M^{me} Charles Basquin, ses enfants, Emmanuel et Guillaume Sgheri, Grégoire Basquin, ses petits-enfants, Sa famille, Ses amis,

très touchés des marques de sympathie qui leur ont été adressées, lors du décès de

M^{me} veuve André PERSE, née Simone Lecerof,

expriment leurs sincères remerciements.

Messes anniversaires

— En souvenir de

Charly DELMAS,

une messe sera célébrée à son intention, le 17 janvier 1990, à 9 heures, en l'église de Valmon, pour le cinquantième anniversaire de son décès.

— L'association Rhin et Danube, rappelle que la messe annuelle à la mémoire du

impérial Jean de LATRE DE TASSIGNY, et de ses soldats morts pour la France

sera célébrée en l'église Saint-Louis des Invalides, le dimanche 14 janvier, à 11 heures.

Cet avis tient lieu d'invitation.

Communications diverses

— Cercle Bernard-Lazare : « Léon Poliakoff, « l'œuvre au présent » ; à propos de l'œuvre de Léon Poliakoff, entretiens avec Georges Elia Sarfaty (Ed. de Fallois). En présence des auteurs, dimanche 14 janvier, à 17 heures, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris.

— Le président Etienne Varetot prie les membres de la SEMA de noter que l'assemblée générale du 16 janvier aux ATP est reportée à une date ultérieure.

Le Monde
Edité par le SARL le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauve (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet
Correspondant en chef :
Claude Sèze
Administrateur général :
Bernard Woutas

7 RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 08

Tél. : (1) 42-47-87-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopier : (1) 45-23-08-81

LE GRAND CONCOURS INFORMATIQUE

AVEC LA PARTICIPATION DU JOURNAL *Le Monde*

Extraits du règlement :

ARTICLE 1 :

Le SIA, CAP SESA, (L.) dont le siège social est sis 264, rue de Valenciennes, Saint-Honoré, 75008 PARIS, organise un concours sur l'informatique. Ce concours se déroulera en deux étapes.

— La première étape, dite de sélection, pour laquelle les candidats auront à répondre à une série de questions liées à l'informatique.

— Une seconde, dite Finale, visant à départager les finalistes et retenir les cinq Grands Gagnants.

ARTICLE 2 :

Ce concours est ouvert à tout étudiant, désireux d'y participer avant, en juin 1990, au minimum le niveau baccalauréat plus trois ans d'études révolues, au maximum âgé de vingt-cinq ans et résident en France métropolitaine (Corse comprise).

ARTICLE 14 :
On concourra par deux de prix répartis comme suit :
— Chaque finaliste recevra un abonnement de cinéma d'un an (12 séances).

— Parmi les cinq Grands Gagnants, le jury choisira l'un d'entre eux qui se verra offrir un cycle d'études informatiques d'été dans un campus américain, et deux d'entre eux qui se verront offrir un stage en informatique aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni (L.).

ART ET INFORMATIQUE

QUESTION 7

L'informatique est de plus en plus présente dans tous les secteurs de l'activité humaine, de la science à la médecine, de l'éducation à la culture. Dans un musée, l'informatique peut être utilisée pour mieux accueillir et informer les visiteurs. A votre avis, DE CES TROIS MUSÉES, QUEL EST LE SEUL A OFFRIR AUX VISITEURS UNE INFORMATION PAR ÉCRAN GRAPHIQUE ?

☐ Le musée d'Art Moderne de la Ville de Paris ☐ Le Louvre ☐ La Prado

QUESTION 8

L'informatique sert tous les secteurs de l'activité humaine, la science comme la culture. Ainsi, l'informatique est devenue un outil de conception et de composition musicale. La France a bénéficié de la création de l'IRCAM dont le rôle est notamment de conduire des recherches pluridisciplinaires sur les apports de l'informatique à la musique. L'IRCAM a ainsi suscité la création de nombreuses œuvres de composition reconnues dans le monde entier. Ainsi trouverez-vous sûrement...

LE NOM DU COMPOSITEUR ET CHEF D'ORCHESTRE QUI PRIT LA DIRECTION DE L'IRCAM EN 1974 ?

☐ Pierre Boulez ☐ Yannis Xenakis ☐ Karlheinz Stockhausen

3 6 1 4 CAP SESA

POUR DÉCOUVRIR LA RÉPONSE SUR L'UNE DES 12 ÉCRÉANS



CAP SESA

Le douzième rallye Paris-Dakar

La Lionne de Tombouctou

La piste la plus directe pour aller à Tombouctou (Mali) longe le fleuve Niger. Les deux cent dix-huit concurrents du douzième rallye Paris-Dakar l'ont empruntée jeudi 11 janvier. Ce parcours de 412 kilomètres a souri aux pilotes français, puisque, en moto, la victoire revient à Gilles Picard et, en auto, à Philippe Wamborgue.

TOMBOUCTOU

de notre envoyé spécial

Jeudi 11 janvier est un jour de congé exceptionnel pour les enfants des écoles de Tombouctou. Le passage du rallye explique cette mesure préfectorale. Comme les autres années, la ville se mobilise pour la venue de la caravane. Car ici, comme dans les villes étapes du Tour de France, on sait profiter de la venue d'un millier d'étrangers.

M. Med Tahar Boubacar, commerçant en alimentation, explique : « C'est à ce moment de l'année que nous réalisons nos plus gros chiffres d'affaires ». Toute la famille se mobilise. Les deux garçons sont réquisitionnés pour vendre de l'eau et du pain au bivaou, la femme confectionne des brochettes et mousser gère les deux 405 Peugeot transformées en taxis. L'entreprise tourne au maximum et capte encaisser de nombreux billets à l'effigie de Delacroix.

Bien sûr, il y a les taxes que s'empresse de prélever les policiers de la cité. A raison de 100 F par taxi pour la journée, cette dîme n'est pas trop sévère pour des courses facturées en moyenne 150 F. « Il faut bien vivre », lance l'avisé commerçant, en essayant de montrer au touriste sa « grande pauvreté ». A Tombouctou, comme partout au nord du Mali, la pauvreté existe, mais elle est inégalement répartie.

Les tables du restaurant de l'hôtel Boncourt, comme celles du Soffit Azalai en témoignent. Des lieux plus distingués que le bar du Cercle où les petites gorges sénégalaises du marché, des endroits qui savent aussi s'adapter à ce « coup de chaud ». Car la « saison », ainsi qu'on le dit en Bretagne de l'été, dure peu. Il faut « assurer le maximum de rentrées » en une journée, ainsi que l'expliquent les jeunes tenanciers du bar impro-

visé de l'aéroport. Mais comment résister à leurs bières tièdes, lorsque le soleil se fait violent ? Et puis les circonstances s'y prêtent. L'étape est « française », et l'événement mérite d'être fêté, dans une épreuve où les succès se décident en italien ou en finlandais.

Gilles Picard, le Lorrain de trente-trois ans, a publié qu'il n'était qu'un « second couteau » dans l'équipe Yamaha. Cyril Neveu et Stéphane Pouchan, rentrés en France, il s'efforce de maintenir le flambeau de l'équipe bleue. L'ancien champion de France d'enduro réalise avec l'italien Edi Orioli sur les pistes de sable, même si trois heures les séparent au classement général.

L'autre héros du jour se nomme Philippe Wamborgue. Avec son navigateur Jean Da Silva, il a mené sa 205 T-16 la première sur la ligne d'arrivée. Une victoire banale pour l'écurie Peugeot, qui domine magistralement l'épreuve, mais un succès personnel pour un pilote chevronné qui a souvent du mal à s'exprimer face au grand Finlandais.

Wamborgue roule vite. Il a même tendance à ne pas ralentir lorsqu'il traverse des villages, ainsi que le stipule le règlement. Jeudi, les commissaires lui ont infligé une amende de 3 500 F à verser à l'organisation humanitaire TSA (le Monde du 11 janvier) à la suite d'un contrôle effectué dans le village malien de Menaka, le mardi 9 janvier. Une brochette pour la marque socalienne, qui, cette année encore, a investi de gros moyens sur la course.

Une ruche laborieuse

Se demander pourquoi Peugeot gagne n'a pas réellement de sens lorsqu'on voit chaque soir le camp des Lions transformé en ruche laborieuse. La structure de l'écurie jaune ressemble un peu à un clipper cinglant vers l'Amérique : il y a le capitaine qui donne les ordres, les timoniers qui tiennent la roue et les matelots qui triment. Les principaux rôles sont connus. La petite silhouette de l'ancien Jean Todt, directeur de Peugeot-Talbot Sport (PTS), est familière, celle du Finlandais Ari Vatanen n'est plus à présenter. Restent les soutiers. Ceux qui, la nuit, remettent les voitures en état de gagner.

Le jour où Philippe Wamborgue réussit le meilleur temps, c'est Carlos Dos Baros qui l'a découvert. Ce mécanicien de trente ans est le responsable de la 205 numéro 205. Il fait partie de la quarantaine d'agents de l'entreprise qui suivent la course avec leur boîte à outils. Une fonction qu'il occupe depuis quatre ans. Carlos est un ancien du Dakar. Il est aussi un ancien de la compétition automobile.

« J'ai débuté à seize ans, juste après l'obtention de mon CAP de mécanicien », raconte le Parisien brésilien. A l'époque, le travail dans un garage et le profit de mes loisirs pour donner un coup de main au pilote François Chazot. La passion pour le sport automobile est née de cette rencontre avec ce voisin d'immeuble devenu champion de France des rallyes. Quelques années plus tard, le petit mécanicien réalise son rêve en entrant chez Chrysler compétition. « La véritable apprentissage commence à ce moment-là et se poursuit chez Lotus, d'abord en France puis en Angleterre ».

Carlos, qui avait connu Jean Todt lorsque ce dernier disputait des rallyes avec Guy Fréguelin, le rejoint à la création de PTS. Il vit l'époque glorieuse des championnats du monde des rallyes, et fin 1986, se prépare à son premier Dakar. Responsable, à l'époque, de la 205 de Shekhar Mehta, il se rappelle le difficile travail qu'il attendait chaque soir. « Maintenant les choses ont bien changé. Nos voitures sont parfaitement fiables et nous avons acquis l'expérience du terrain », explique-t-il.

Pour la quatrième édition, « le boulot est moindre », assure Carlos. Mais il travaille quand même chaque soir jusqu'à minuit, car « il faut tout démonter et vérifier le moindre boulon ». Le rangement, programmé par ordinateur, du matériel dans les camions d'assistance facilite la tâche et les jambons transportés par Georges Groin améliorent l'ordinaire. Néanmoins, Carlos n'est pas fâché que cette édition soit la dernière de son employeur. « Quatre ans, cela suffit, surtout que l'on gagne tout le temps et qu'il n'y a pas vraiment de concurrence pour nous stimuler ».

Alors, l'avenir en sport prototypes l'intéresse. « Un challenge, voilà qui est motivant dans notre métier », assure le salarié de chez Peugeot. Un homme qui vit pour la compétition dans « une entreprise où cela a un sens », même si les salaires ne dépassent pas beaucoup la moyenne de ceux de Sochaux.

Le plaisir pour Carlos, c'est d'assister à la victoire de sa voiture, comme ce jeudi soir à Tombouctou. Même si cet événement est exceptionnel, car, pour la marque au lion, le champion de France de rallyes Philippe Wamborgue ne peut gagner le Dakar.

SERGE BOLLOCH

Troisième étape

Gao-Tombouctou
412 kilomètres

● AUTOS. — 1. Wamborgue-Da Silva (Fra., Peugeot 205 T-16), 36 min 14 s de pénalité ; 2. Arioli (Fra., Buggy) à 14 s ; 3. Ickx-Torin (Bel., Lada-Peoch) à 44 s ; 4. Waldegard-Fernault (Sud-Fr., Peugeot 405 T-16), à 51 s ; 5. Vatanen-Berglund (Fin-Sud., Peugeot 405 T-16), à 54 min 36 s.

● MOTOS. — 1. Picard (Fra., Sonax-Yamaha), les 412 km de spéciale en 3 h 55 min 59 s ; 2. De Perri (It. Cagiva), à 2 min 42 s ; 3. Ralizer (Bel., Suzuki), à 5 min 36 s ; 4. Orioli (It. Cagiva), à 6 min 15 s ; 5. Arcene (Esp., Cagiva), à 6 min 26 s.

CLASSEMENTS GÉNÉRAUX

● 1. Vatanen-Berglund (Fin-Sud., Peugeot 405 T-16), 21 h 57 min 23 s de pénalité ; 2. Wamborgue-Da Silva (Fra., Peugeot 205 T-16), à 1 h 19 min 7 s ; 3. Waldegard-Fernault (Sud-Fr., Peugeot 405 T-16), à 1 h 21 min 4 s ; 4. Ambrosini-Benjamin (Fra., Peugeot 205 T-16), à 3 h 51 min 52 s ; 5. Cova-Delforier (G-B-Bel., Mitsubishi), à 4 h 27 min 37 s.

● MOTOS. — 1. Orioli (It. Cagiva), 62 h 48 min 7 s ; 2. Mes (Esp., Yamaha), à 1 h 16 min 18 s ; 3. Picard (Fra., Yamaha), à 2 h 29 min 59 s ; 4. Picard (Fra., Sonax-Yamaha), à 2 h 50 min 24 s ; 5. Magnaldi (Fra., Yamaha), à 2 h 50 min 26 s.

VOILE : la course autour du monde en solitaire

Le galérien des mers du Sud

Le navigateur Titouan Lamazon (Ecurie d'Aquitaine) est toujours largement en tête de la course autour du monde en solitaire sans escale. Mais, au premier tiers de l'épreuve, la grande révélation est, sans conteste, Jean-Luc Van den Heede, un professeur de mathématiques parti sans commanditaire, qui s'est hissé à la troisième place des dix rescapés.

Une bouffée de fraîcheur envahit le PC du Vendée Globe Challenge à chacune des interventions de Jean-Luc Van den Heede (VDH) pour tout le monde sur les ondes de Saint-Lys radio. Et pas seulement parce que le skipper de 3615 Met est celui qui navigue le plus au sud (53°40' de latitude), à proximité des glaces du continent antarctique.

Depuis quelques jours, les stalcitités ont fait leur apparition dans son cockpit, aussi austère et dépourvu qu'une cellule de moine trappiste. 3615 Met est un des rares bateaux de cette course à ne pas être équipé d'un système de chauffage pour ces latitudes extrêmes. « Le seul chauffage, c'est moi, et j'en ai à revendre », lance Jean-Luc Van den Heede avec ce grand éclat de rire — ce hémissement, rectifierait Titouan Lamazon — qui ponctue la plupart de ses interventions.

Alors que les autres solitaires vivent désormais le plus possible chauffés dans leur cockpit en laissant les pilotes électriques mener leur bateau, VDH passe le plus clair de son temps à la barre. Une barre franche comme celle de Jean-François Coste (Cacharel) sur le vieux Pen-Duick-III d'Eric Tabarly. « Au port, elle réagit plus vite qu'une barre à roue et elle est moins fragile », estime-t-il. Et lorsqu'on barre soi-même, on va forcément plus vite car on se permet d'envoyer plus de toile.

La capote qui devait le protéger a explosé sous une vague déferlante. A distance, on l'imagine une main sur la barre, le visage gélifié par les grains ou les flocons de neige avec quelques criquets de glace dans sa barbe, chantant à tue-tête une de ses manies — pour se donner du cœur à l'ouvrage, en scrutant l'horizon pour guetter son premier iceberg. « J'aimerais en voir un de près une fois dans ma vie », dit-il. Lors du dernier BOC Challenge (course autour du monde en solitaire en quatre étapes), il n'en avait pas croisé.

SKI ALPIN

Première victoire en descente pour Franck Piccard

Franck Piccard a remporté, jeudi 11 janvier, la descente de Schlading (Autriche) devant l'italien Christian Ghidini et le Suisse Daniel Maher (nos derniers éditions du 12 janvier). Son coéquipier Denis Rey a pris la quatrième place de cette descente « historique » pour le ski français. Depuis Henri Duverrier, en décembre 1970 à Sestrières (Italie), aucun skieur français n'avait pu gagner une descente comptant pour la Coupe du monde. Franck Piccard avait été champion olympique de slalom géant en 1988, à Calgary, où il avait également pris la troisième place en descente.

EN BRIEF

● BASKET-BALL : Coupes d'Europe. — L'Union a battu Slovaquie (94-84), jeudi 11 janvier, en finale de la Coupe d'Europe des clubs champions. Avec trois victoires et une défaite, Limoges occupe la deuxième place de cette poule derrière Split. Dans l'épreuve féminine, Mirande a battu Prague (88-68).

● TENNIS : tournoi de Sydney. — Yannick Noah s'est qualifié, vendredi 12 janvier, pour les demi-finales du tournoi de Sydney en battant Ivan Lendl (6-1, 6-4). Actuellement vingt et unième au classement de l'Association des tennis professionnels, le numéro un français vient d'annoncer, dans une interview publiée dans Tennis de France, que 1990 serait sa dernière année de compétition.

Pour ne pas rater le spectacle et, surtout, éviter une fâcheuse collision, il a pris ses dispositions. Au radar, onéreux et pas toujours efficace dans ces cas-là, il a préféré un thermomètre. « C'est une sonde reliée à ma centrale et à une alarme », explique-t-il. Actuellement, l'eau est entre 4 et 5 degrés dans la journée. Si la proximité d'un iceberg la fait descendre à 3,5 degrés, l'alarme se déclenche.

Par son inconvénient, 3615-Met est plus proche d'une galère que des autres bateaux de la course. Jean-Luc Van den Heede ne s'en plaint pas. Au contraire. A quarante-quatre ans, ce professeur de mathématiques et d'électro-technique au lycée d'enseignement professionnel de Lanester (Morbihan) est allé jusqu'au bout de ses idées et de sa passion pour l'aventure de sa vie.

Aujourd'hui, VDH ne sait plus très bien s'il est encore enseignant, navigateur ou navigateur enseignant. Avant le départ, il avait proposé au ministère de l'éducation nationale de « revaloriser le métier d'enseignant à travers cette course ». Faut-il répondre, il a dû prendre une nouvelle année de congé sans solde. La troisième en quinze ans. « Le rectorat m'a précisé que ce serait la dernière et que je serai ensuite obligé de travailler cinq ans sans m'arrêter, dit-il. On verra bien. Je ne suis pas inquiet pour mon avenir. Pour 8 000 F par mois avec une licence de maths, je peux faire autre chose que de l'enseignement ».

Le virus de la course au grand large, Jean-Luc Van den Heede l'a attrapé en disputant la Mini-transat en 1977. Malgré les difficultés rencontrées pour louer son double mètre dans ces petits voiliers de 6,50 mètres de long, ce géant au physique de bûcheron norvégien a récidivé deux ans plus tard pour une nouvelle traversée de l'Atlantique.

« Let's go »

En 1986, il avait une première fois largué les amarres pour un an, en s'engageant dans la deuxième course autour du monde en solitaire en quatre étapes. A côté de bateaux financés par de puissants commanditaires, le sien, baptisé Let's go (Allons-y), résumait déjà sa philosophie. Pour aider au financement de cette opération, VDH avait créé l'Association bretonne pour la course autour du monde. Aujourd'hui, elle compte encore quelques deux-cent adhérents. Les moins riches paient 50 francs en échange d'une lettre d'information. D'autres l'aident à trouver de petits budgets.

L'annonce de la création d'une course autour du monde en solitaire sans escale l'avait transporté de joie. « C'est le summum dont un navigateur puisse rêver », dit-il. Je voulais absolument en être, car je vieillissais et je voulais connaître ça à tout prix. « Hâlas ! Sa recherche d'un commanditaire pour couvrir les frais de l'aventure n'a pas abouti. Pour gérer le budget et financer la construction du bateau, il a créé, avec quatre actionnaires, une société dont il est le gérant : VDH 60. Sa banque lui a autorisé un découvert de 40 000 francs en prenant le bateau pour caution.

Par nécessité, Jean-Luc Van den Heede a dû tout calculer au plus juste. Heureusement que, par conviction, il souhaitait un bateau d'une extrême simplicité. Alors que les autres ont mis sur des voiliers puissants (12 tonnes de déplacement ; 5,50 mètres de largeur au moyeu avec des ballasts pouvant embarquer jusqu'à 4 tonnes d'eau de mer), VDH a opté pour une « torpille » en aluminium de 3,50 mètres de large et 8,5 tonnes de déplacement. Son budget de course (2,5 millions de francs) est ainsi trois ou quatre fois inférieur à ceux des favoris.

Pour arriver à ce résultat, il a dû un peu « forcer la main » de Philippe Harlé, l'architecte auquel il est resté fidèle depuis la première Mini-transat. « Les ordinateurs sont marqués par la jauge IOR, qui pénalise les bateaux étroits, et ils n'intègrent pas le fait qu'on navigue en solitaire, explique-t-il. Dans les courses IOR, les différences se font au prix serré. Or, dans le Globe Challenge, il y a beaucoup de portants dans les mers du Sud ».

L'accastillage et les aides à la navigation sont limités au strict minimum. Ainsi ne dispose-t-il pas d'un enrouleur de foc. « J'ai voulu gagner un peu de poids et me simplifier la vie en limitant les risques

de casse », dit-il. Le bureau d'études météorologiques Mériat lui a offert un suivi météo quotidien pendant la course. VDH, qui n'avait pas trouvé de commanditaire, a décidé de baptiser son bateau du nom de leur nouveau service téléphonique 3615 Met.

L'intérieur est aussi spartiate et dépourvu que le pont. La hauteur sous barrot est si limitée que, même assis, VDH ne peut redresser la tête que devant la table qui lui sert pour sa navigation et de ses repas. Pour la nourriture, il doit se contenter de conserves et de lyophilisés achetés dans un super marché des Sables-d'Olonne avant le départ. Avec une seule bouteille de champagne pour le passage du cap Horn.

Le pain et l'ennemi

Son seul « loto » est le pain de 250 grammes qu'il confectionne chaque semaine. « Je prends de la farine et du levain », raconte-t-il. J'ajoute de l'eau avant de pétrir le pain. Je laisse gonfler, puis je fais chauffer doucement pendant 20-25 minutes dans une poêle avec une cloche. Le plus dur, c'est de ne pas le manger quand il est encore tout chaud ».

Pour des tentations ? Lui qui va à la messe « pour Noël, les mariages et les enterrements » n'a emporté que trois livres : la Bible, un ouvrage sur la religion au Tibet et le dernier prix Renaudot. Sa seule autre distraction est sur son d'échec électronique. « La marche du bateau doit passer absolument avant tout », estime-t-il. Dans ce domaine, il a déjà fait preuve d'une remarquable efficacité en limitant son retard au près dans la longue descente de l'Atlantique, ce à déjà profité des vents portants des « canquillantes brulantes » pour se hisser à la troisième place.

La route est, certes, encore longue jusqu'aux Sables-d'Olonne, mais VDH a déjà gagné ce qu'il était venu chercher. « Je crois à l'amitié qui se crée dans ce genre d'épreuve », dit-il. Je me souviens d'une présentation des concurrents français avant le départ du deuxième BOC Challenge. Philippe Jeantot était arrivé en retard et s'était tout de suite dirigé vers Guy Bernardin et Jacques de Roux avec lesquels il avait disputé le premier. Ensuite, ils sont allés manger ensemble. Je connaissais déjà de Roux, mais, malgré mon envie, je n'avais pas osé me joindre à eux. Je sentais qu'il y avait quelque chose de très fort entre eux et qu'on ne pouvait pas le partager avant d'avoir fait la même chose ».

GÉRARD ALBOUY

Les positions

vendredi 12 janvier

1. Titouan Lamazon (Ecurie d'Aquitaine), à 13 159 miles de l'arrivée ; 2. Lolo Peyron (Lada-Peoch), à 283 miles ; 3. Jean-Luc Van den Heede (3615-Met), à 510 miles ; 4. Pierre Fontaine (TBS-Charlemagne), 662 miles ; 5. Alain Gantier (Général-Concorde), à 827 miles ; 6. Philippe Jeantot (Crédit-Agricole), à 857 miles ; 7. Patrick Carpentier (Nouvel-Obs), à 1 391 miles ; 8. Mike Plant (Durocell), à 1 409 miles ; 9. Guy Bernardin (O-Exo), à 2 137 miles ; 10. Jean-Yves Torilla (UAP-1992), à 2 184 miles ; 11. Jean-François Coste (Cacharel), à 3 454 miles.

JEUX ASIATIQUES

Pas d'équipe commune aux deux Corées

Des divergences sont apparues, mercredi 10 janvier, entre les deux Corées au moment où les délégations des deux pays tentaient de mettre par écrit les accords verbaux, acquis depuis plusieurs semaines, concernant l'envoi d'une délégation commune aux Jeux asiatiques 1990, à Pékin.

Les divergences entre les deux délégations, réunies au village-frontière de Panmunjom, seraient apparues lorsque la Corée du Sud a voulu ajouter un appendice au texte envisagé. Cet appendice stipulait qu'un échange de lettres garantissant l'application de l'accord devait intervenir entre les premiers ministres des deux pays et que des échanges sportifs devaient être instaurés entre Séoul et Pyongyang pour le tennis de table et le volley-ball. Les négociateurs nord-coréens s'y sont opposés.

Les deux parties étaient notamment tombées d'accord pour que l'équipe commune soit appelée « Corée », tant en anglais qu'en coréen, ainsi que sur le choix de l'hymne et du drapeau. — (AFP.)

CAMPUS

Une campagne pour le technique

M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat à l'enseignement technique, a annoncé, jeudi 11 janvier, une vaste campagne de promotion pour les formations technologiques et professionnelles. Une « Semaine nationale de l'enseignement technique » aura lieu du 22 au 27 janvier, c'est-à-dire au moment où les élèves et les familles ont à réfléchir aux premiers vœux d'orientation. Mille points d'information seront ouverts, en parallèle dans les centres d'information et d'orientation. Des affiches seront apposées dans les lycées et collèges. Volontairement très documentées « afin d'établir le dialogue sur le terrain », la campagne aura pour thème central : « Avec l'enseignement technique, je fais le choix de l'efficacité ».

Un concours sur le thème du « défi » est proposé parallèlement aux élèves des collèges, lycées professionnels, sections techniques des lycées et sections de techniciens supérieurs. Ils devront présenter un projet (individuel, de groupe et de classe) sous forme d'un dossier écrit remis aux chefs d'établissement avant le 24 janvier. Les meilleurs projets seront présentés à des entreprises en vue d'une commercialisation. Les gagnants se verront offrir un voyage d'études au cours de la remise des prix, le 13 mars à Paris. A cette période de l'année où les conseils de classe commencent à se réunir, la campagne sera relayée sous forme d'information documentaire des différents filières techniques. M. Chapuis espère modifier l'image de l'enseignement technique pour qu'il devienne une orientation positive et non plus une formation de second choix.

J.-J. B.

Architecture et informatique

L'Ecole d'architecture de Grenoble organise les 15, 16 et 17 janvier un colloque sur le thème « Architecture(s) et informatique(s) : pédagogie, pratique, recherche ». Cette rencontre internationale se tiendra dans les locaux de l'Ecole d'architecture, 10 galerie des Belles-Idées à Grenoble.

► Renseignements auprès de Dominique Lestartin au 76-23-11-72.

Orientation

Le Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ) organise tous les jeudis de 14 h 30 à 17 h des ateliers d'information et d'orientation sur le thème « S'orienter vers l'enseignement supérieur ». Les séances qui ont lieu au CIDJ (101, rue Brany, 75740 Paris Cedex 15) s'adressent aux élèves de première et de terminale, ainsi qu'aux étudiants de première année d'enseignement supérieur qui désirent se réorienter.

► Renseignements au 45-87-35-85.

M. Rocca et les ver de l'Etat

A écouter le premier exposé, l'envi d'interrompre l'orateur plus court, plus simple a (voir nos éditions). Car M. Rocca, quelque vingt ans, Maignon et l'exposition continue de parler plusieurs postes, parfois. Il n'empêche... S'il devait souvent tannés, ramenant le sentiment commun de la politique ou de l'économie. S'exprimant jeudi devant de nombreux d'entreprises, le président net : il prendra mesures nécessaires qu'un emballage consommation n'est déséquilibré de ne pas extérieur.

Parmi ces mesures monétaires (taux budgétaires figure pourvue salariale), réexaminer les salaires même si la tentation forte, a déclaré M. Rocca, ne s'agit pas de négocier avec la fonction publique. S'agissant de l'année 1990, des prix plus fortes s'agissent à priori, alors que la croissance que les entreprises profits est probable de l'efficacité, sûrement, alors que le Parti socialiste a des divisions qui réunir en congrès le demander des comptes.

M. Rocca n'a pas de dire des choses patrons. Nous avonons pour vous, leur substance, nous vous favorons ; il va falloir des comptes à la fin des années, nous ne nous laissons pas maltraités, ont vu d'achat réduit, bas emplois supprimés, premier ministre n'est facile car il va devoir le point de savoir si qu'il mène — fiscal — notamment — doit favoriser les entreprises compétitivité alors. M. Mitterrand, s'exprimant y a quelques mois déclaré qu'on fait.

Lire également p

INSO

De B à New

Le combi allemand Ann Leipzig, a annoncé, 11 janvier, l'arrivée d'une société américaine insur York. Royal Ze Mack pour 35 dollars (environ de francs). Le l'envers ? L'est l'Ouest ? Une mixte ? A New fait, ce n'est pas une innovation. leurs années grandes sociétés est-européennes des entreprises qu'elles utilisent pour couvrir leurs product graph vendra s à écrire par l' de cette socié Outre-Atlantique. Le nouveau ton réside allé financé. C' que Ouest-alle Bayerischen Bank qui financ partie l'achat Munich, cette accordé un prêt de dollars.

27 M. Rocard au Forum de l'Expansion
La gestion des œuvres sociales EDF-GDF

28 Le dialogue social reprend en Espagne.
29 Les tracés du TGV-Méditerranée

30 Marchés financiers
31 Bourse

BILLET

M. Rocard
et les vertus
de l'Etat

A écouter le premier ministre s'exprimer, l'avis est souvent d'interrompre l'orateur, de lui dire « plus court, plus clair, plus simple » (voir nos dernières éditions). Car Michel Rocard, après quelques vingt mois passés à Matignon et l'expérience de plusieurs postes éminents, continue de parler trop vite, par allusions, parfois par contorsions. Il n'empêche... Si ses propos doivent souvent être décryptés, tamisés, analysés, ils donnent rarement le sentiment de banalité, de communisme ou de discours politiques ou économiques. S'exprimant jeudi 11 janvier devant de nombreux chefs d'entreprise, le premier ministre a été net : il prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter qu'un emballement de la consommation n'accentue le déséquilibre de notre commerce extérieur.

Parmi ces mesures qui seront monétaires (taux d'intérêt) et budgétaires (figure, bien sûr, la politique salariale). Pas question de réindiquer les salaires sur les prix même si la tentation de la faire est forte, a déclaré M. Rocard, réponse faite par avance aux négociations qui vont s'engager avec la fonction publique pour solder l'année 1989 et la hausse des prix plus forte que prévu. S'apprêter à prêcher la rigueur alors que la croissance est forte et que les entreprises accumulent les profits est probablement un signe de lucidité, sûrement de courage alors que le Parti socialiste, secoué par les divisions qu'on sait, va se réunir en congrès à Rennes et demander des comptes à ceux qui gouvernent.

M. Rocard n'a pas craint non plus de dire des choses difficiles aux patrons. Nous avons fait beaucoup pour vous, leur a-t-il déclaré en substance, nous vous avons favorisés : il va falloir bientôt rendre des comptes à la collectivité, aux salariés notamment qui ont été maltraités, ont vu leur pouvoir d'achat réduit, beaucoup de leurs emplois supprimés. Là encore le premier ministre n'a pas la tâche facile car il va devoir trancher sur le point de savoir si la politique qu'il mène — fiscale notamment — doit continuer de favoriser les entreprises et leur compétitivité alors même que M. Mitterrand, s'exprimant sur le sujet il y a quelques semaines, avait déclaré qu'on en avait assez fait.

A. V.

Lire également page 27.

Trente-quatre pays représentés à la réunion de Paris les 15 et 16 janvier

La CEE va proposer à l'Europe de l'Est
15 % du capital de la Banque pour la reconstruction

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant
Les trente-six délégations intéressées par la mise en place de la Banque pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD) tiendront une première session lundi 15 et mardi 16 janvier à Paris sous la présidence de M. Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République française. M. Jean-Claude Trichet, le directeur du Trésor, dirigera la délégation française.

« Nous avons le souci d'aller vite mais aussi celui de ne pas bousculer les pays qui, jusqu'à présent, n'ont pas eu l'occasion de s'exprimer », commentait un diplomate à Bruxelles. Il s'agit en vérité de la mise en place d'une institution d'un genre nouveau, de la première institution de la « maison commune », où cohabiteront des représentants des Douze, des pays de l'AELE, de l'URSS, de ses voisins de l'Est et de l'Amérique du Nord. Cette simple énumération suscite des frictions craintives parmi ceux, notamment à Bruxelles, que la perspective d'une redistribution trop radicale des cartes sur le jeu du continent préoccupe. Compte tenu des délais nécessaires pour les ratifications parlementaires, la Banque deviendra opérationnelle, au plus tôt, début 1991.

Le projet de créer cette banque a été présenté par la France à ses partenaires des Douze, qui l'ont approuvé lors du conseil européen de Strasbourg en décembre. Depuis lors, deux réunions de concertation ont eu lieu à douze, au niveau des experts. La seconde s'est tenue mardi 9 janvier, à Bruxelles. Une ébauche de statut existe, car il faut bien disposer d'un document de départ pour ordonner le débat, mais du côté communautaire, on ne veut à aucun prix donner l'impression aux partenaires de l'Est comme de l'Ouest de chercher à les placer devant un fait accompli.

3 milliards d'euros
en 1991

Deux idées se trouvent au centre du projet. Il s'agit d'une initiative communautaire, et il conviendrait donc que les Douze y conservent une responsabilité particulière. C'est dans cette perspective qu'il est prévu de leur attribuer un peu plus de la moitié du capital de la banque.

Les délégations

Les douze pays de la Communauté, France, RFA, Royaume-Uni, Italie, Espagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Portugal, Grèce, Danemark, Irlande.

Les six pays de l'AELE, Autriche, Suisse, Finlande, Suède, Norvège, Islande.

La Turquie, Chypre, Malte.

Huit pays de l'Est, URSS, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, RDA, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie.

Cinq pays de l'OCDE hors Europe : États-Unis, Canada, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande.

Deux institutions communautaires, la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement.

Celui-ci serait fixé à 10 milliards d'euros (70 milliards de francs), dont 30 % seraient affectés à l'installation de l'institution, ce qui fait donc 3 milliards d'euros (21 milliards de francs) disponibles pour financer des opérations dès la première année de mise en route. On minimise, à Bruxelles, les divergences constatées mardi dernier lors de la réunion des Douze sur le montant du capital. « Les Français suggèrent peut-être un capital de 15 milliards d'euros mais en n'appelant dans une première phase que 20 %, ce qui aboutirait également à 3 milliards d'euros disponibles ; ce ne sont là que des différences d'approche technique... » Pour mettre en relief le caractère communautaire de l'entreprise, la

Vienne candidate

Dans une lettre adressée à M. François Mitterrand, le chancelier autrichien, M. Franz Vranitzky, propose que Vienne soit le siège de la future Banque pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est. Le chancelier met en avant les « multiples expériences de l'Autriche avec les États limitrophes de l'Europe de l'Est ainsi qu'avec les institutions bancaires internationales qui ont établi à Vienne le centre de leur activité européenne et avec les instituts de recherche d'économie politique qui sont spécialisés sur l'Europe de l'Est ». Le Danemark a déjà officiellement demandé à accueillir le siège de la future banque.

Commission européenne ainsi que la Banque européenne d'investissement (BEI) ont été invitées en tant que telles à la réunion de Paris.

Il importe de créer une institution nouvelle car il s'agit de faire face à des besoins d'un type tout à fait nouveau. La raison d'être de la banque sera d'accompagner les réformes de structure qui vont faire passer les pays de l'Est d'une économie centralisée à une économie de marché. Au reste, comment ceux-ci vont-ils réagir à un objectif ainsi formulé ? Les dirigeants hongrois et polonais parlent bien, effectivement, de passage à l'économie de marché, mais les Soviétiques, dans leur discours, préfèrent mettre l'accent sur « l'insertion de leur pays dans l'économie internationale ».

8,5 % du capital
à l'URSS

Quoi qu'il en soit, les Douze ont estimé souhaitable que les principaux bénéficiaires, à savoir l'URSS et ses voisins, soient pleinement associés à l'entreprise. Dans cet esprit, il leur sera proposé de participer pour environ 15 % au capital. Mais les investisseurs de l'extérieur ont également le souci de ne pas exclure les pays intéressés n'appartenant pas à la région européenne, tels les États-Unis ou le Japon.

On insiste, à Bruxelles, sur le fait qu'il s'agit d'un projet ouvert. Pour la répartition du capital, le schéma qui sera sur la table de négociation prévoit d'attribuer 8,5 % à chacun des quatre principaux pays de la CEE (France, Royaume-Uni, RFA, Italie) ainsi qu'à l'URSS, aux États-Unis et au Japon.

Les délégations présentes à Paris auront un premier échange de vues sur la nature des interventions de la banque. À l'origine du projet, il y a assurément, de façon prioritaire, l'idée de développer le secteur privé. Mais les pays de l'Est ont leurs réformes économiques à des rythmes différents. Pourrait-il, d'ailleurs, tous prétendre être immédiatement éligibles aux interventions de la banque ? Celle-ci, notamment pour tenir compte du décalage existant dans la mise en œuvre des réformes, sera-t-elle autorisée à financer également la modernisation d'infrastructures ? Le souci des Douze est de mettre en place une institution aussi peu bureaucratique que possible, s'appuyant sur ce qui existe, c'est-à-dire, dans la Communauté, sur la BEI, dont les équipes pourraient être mises à contribution, ou encore, par exemple pour la définition des règles de conditionnalité, sur le FMI ou la Banque mondiale.

PHILIPPE LEMAITRE

Dénonçant le patronat et les syndicats

M^{me} Thatcher s'inquiète
du dérapage des salaires

M^{me} Thatcher a retrouvé sa vigueur d'antan pour dénoncer les hausses de salaires qui risquent, selon elle, de faire capoter l'économie britannique. La Dame de fer, qui semblait un peu lasse ces derniers mois, a repris le sentier de la guerre. Elle est décidée à faire encore une fois la leçon à ses concitoyens et à leur rappeler quelques principes de base de sa philosophie ultralibérale qu'ils ont en ce moment un peu tous, patrons compris, quelque tendance à oublier...

LONDRES

de notre correspondant

Le pays est en effet en plein dérapage. Le début d'année est traditionnellement la période pendant laquelle patrons et syndicats s'observent et lancent des ballons d'essai pour savoir combien les uns sont disposés à accorder et les autres à accepter en matière d'augmentations de salaires. Ford joue encore dans ce domaine le rôle-pilote qu'avait Renault en France. Avec trente-deux mille salariés, la filiale britannique du constructeur d'automobiles américains est une des premières entreprises industrielles du pays et a l'habitude de commencer très tôt, bien avant le 1^{er} janvier, la négociation avec les syndicats. Son offre initiale a fait dresser les cheveux de M^{me} Thatcher.

Ford propose 10,2 % d'augmentation cette année. Cela représente une hausse de 880 F du salaire mensuel moyen ouvrier, lequel passerait ainsi à 9 840 F. Sentant leur avantage (Ford a réalisé des bénéfices sans précédent en 1989), les syndicats chipotent et demandent un petit supplément. Le signal donné à la fois aux autres chefs d'entreprises et aux salariés est le suivant : des augmentations supérieures à 10 % sont possibles en 1990.

C'est précisément ce que M^{me} Thatcher souhaite à tout prix éviter. Le gouvernement donne actuellement une priorité absolue à la lutte contre l'inflation, laquelle reste obstinément proche de 8 % et est ainsi une des plus élevées des pays industrialisés. Il n'est pas question, au nom des dogmes libéraux, que l'État intervienne dans les négociations en cours dans le secteur privé, mais le premier ministre a bien le droit de frapper le sourcil. M^{me} Thatcher s'indigne devant ce qu'elle considère comme un manque total de responsabilité,

et presque une trahison, du patronat.

Dans une interview au *Daily Telegraph*, M^{me} Thatcher affirme ainsi que « sa plus grande déception depuis dix ans a été de voir le retour de l'inflation ». Elle estime que les augmentations de salaires dépassent de très loin les hausses de productivité, ce qui risque de mettre à terme la Grande-Bretagne dans une position catastrophique à l'égard de ses principaux partenaires commerciaux. Elle considère que l'augmentation des coûts unitaires du travail est désormais le plus grand danger auquel le pays soit confronté.

Les folies du patronat
et des syndicats

« Ceux-ci progressent plus vite que ceux de nos concurrents en RFA, au Japon, aux États-Unis et en France. Si les salaires augmentent plus vite que la productivité, nous cesserons bientôt d'être compétitifs. Nous le devions d'ailleurs depuis des années. J'ai peur actuellement que les salaires ne décollent », affirme-t-elle. Pédagogue, M^{me} Thatcher est « très soucieuse » de faire passer son message. « Sinon, les salaires seront élevés ; puis perdront leur travail et ils n'auront alors à s'en prendre qu'à eux-mêmes ».

Si elle ne peut rien face aux folies du patronat et des syndicats, elle peut en revanche tenir serrés les cordons de la bourse du secteur public. L'agitation n'a cessé de croître depuis plusieurs semaines parmi les fonctionnaires qui voient les entreprises privées se préparer à accorder des hausses supérieures à 10 %, alors que leur niveau de vie stagne, et parfois diminue. Le chancelier de l'Échiquier, M. John Major, a pour mission de tenir les augmentations de salaires du secteur public pratiquement au niveau de l'inflation, et lorsque cela est possible, un peu en dessous.

Dans certains services publics traditionnellement sous-payés, tels que la santé (entièrement gratuite depuis l'après-guerre), c'est quasiment la révolte. Les ambulanciers, qui sont des fonctionnaires, pratiquent depuis mercredi soir une sorte de désobéissance civile après avoir, depuis quatre mois, opéré une sélection des appels. Ils ne répondent qu'aux plus urgents. Désormais, ils n'obéissent plus aux ordres de leur hiérarchie et court-circuitent les standards en donnant directement leurs numéros au public par l'intermédiaire de la presse locale. Depuis quelques jours, l'armée et la police assurent environ la moitié des transports vers les hôpitaux.

Le mouvement des ambulanciers est le plus grave auquel soit confronté le gouvernement depuis la grève des infirmières à la fin de l'hiver 1988. Les conducteurs d'ambulance et les infirmiers qui les accompagnent sont notamment mal payés, et l'opinion leur est majoritairement favorable. Ils réclament 11,4 % d'augmentation. Le gouvernement ne veut pas leur accorder un sou de plus que ce qui a été prévu : 9 % étaient sur un an et demi. M^{me} Thatcher est intervenue jeudi après-midi aux Communes pour dire, avec les phrases courtes qu'elle affectionne, qu'elle ne céderait pas.

M^{me} Thatcher ne déteste pas les parties de bras de fer, et celle qui s'engage avec le patronat et les syndicats qui forment une étrange alliance contre le gouvernement n'est sans doute pas pour lui déplaire. L'année 1989 n'a pas été bonne pour elle : échec cuisant aux élections européennes de juin, démission du chancelier de l'Échiquier, M. Nigel Lawson, en octobre, et, en décembre, le défi d'un obscur député conservateur gallois qui prétendait lui ravir le leadership. Elle contre-attaque sur le terrain de l'économie. Après la surchauffe de 1987-1989, la récession menace. Elle a deux ans avant les prochaines élections pour démontrer à ses concitoyens que le miracle anglais n'était pas un mirage.

laire

du Sud

casse », dit-il. Le bureau études météorologiques Météo France a offert un suivi météo quotidien pendant la course. VDH, qui avait pas trouvé de commanditaire, a décidé de baptiser son team du nom de leur nouveau service télématique 3615 Met.

L'intérieur est aussi spartiate et éponillé que le pont. La banane ou barrot est si limitée que, même assis, VDH ne peut redresser la tête que devant la table qui sert pour sa navigation et ses repas. Pour la nourriture, il doit se contenter de conserves et de lyophilisés achetés dans un super marché des Sablons d'Olonne avant le départ. Avec une seule bouteille de champagne pour le passage du cap Horn.

Le pain
et l'humanité

Son seul « luxe » est le pain de 250 grammes qu'il confectionne chaque semaine. « Je prends de la farine et du levain, raconte-t-il, j'ajoute de l'eau avant de pétrir la pâte. Je laisse gonfler, puis je fais chauffer doucement pendant 20-25 minutes dans une poêle avec une cloche. Le plus dur, c'est de ne pas le manger quand il est encore tout chaud ».

Pour des tentations ? Lui qui va à la messe « pour Noël, les mariages et les enterrements » n'a emporté que trois livres : la Bible, un ouvrage sur la religion au Tibet et le dernier prix Renaudot. Sa seule autre distraction est un jeu d'échecs électronique. « La marche des bateaux doit passer absolument avant tout », estime-t-il. Dans ce domaine, il a déjà fait preuve d'une remarquable efficacité en limitant son retard au près dans la longue descente de l'Atlantique, et a déjà profité des vents portants des « cinquièmes tourbillons » pour se hisser à la troisième place.

La route est, certes, encore longue jusqu'aux Sablons d'Olonne, mais VDH a déjà gagné ce qu'il était venu chercher. « Je crois à l'amitié qui se crée dans ce genre d'épreuve », dit-il. « Je reviens d'une présentation des concurrents français avant le départ du deuxième BOC Challenge. Philippe Jeantot était arrivé en retard et s'était tout de suite dirigé vers Guy Bernardin et Jacques de Roux avec lesquels il avait disputé le premier. Ensuite, ils sont allés manger ensemble. Je connaissais déjà de Roux, mais, malgré mon envie, je n'avais pas osé me joindre à eux. Je sentais qu'il y avait quelque chose de très fort entre eux et qu'on ne pouvait pas le partager sans d'avoir fait la même chose ».

GÉRARD ALBOUY

Les positions

vendredi 12 janvier

1. Tizian Lamazou (Eurest-Aquilon), à 13 159 miles de l'arrivée ; 2. Lott Peyron (Lada-Poch), à 283 miles ; 3. Jean-Luc Van Den Heede (36-15-Met), à 510 miles ; 4. Pierre Folleant (785-Char-Maritime), à 662 miles ; 5. Alan Gattier (Général-Concorde), à 827 miles ; 6. Philippe Jeantot (Cordit-Agricole), à 857 miles ; 7. Patrick Carpentier (Nouvel-Océan), à 1 391 miles ; 8. Mike Plant (Dun-Cell), à 1 409 miles ; 9. Guy Bernardin (O-Ray), à 2 137 miles ; 10. Jean-Yves Terlain (L.A.P.), à 2 184 miles ; 11. Jean-François Cost (Cachalot), à 2 454 miles.

JEUX ASIATIQUES

Pas d'équipe commune
aux deux Corées

Des divergences sont apparues mercredi 10 janvier, entre les deux Corées au moment où les délégations des deux pays tentaient de montrer par écrit les accords verbaux, acquis à l'issue de plusieurs semaines, concernant l'envoi d'une délégation commune aux Jeux asiatiques 1990, à Pékin.

Les divergences entre les deux délégations, réunies au village olympique de Panmunjom, se sont accentuées lorsque la Corée du Sud a voulu ajouter un appendice au texte envisagé. Cet appendice prévoyait l'application de la loi des échanges sportifs des deux pays dans le cadre de la table et du volley-ball. Les négociateurs nord-coréens s'y sont opposés.

Les deux parties avaient noté, dans un communiqué, que pour l'équipe commune, soit appelée « Corée », tant en anglais qu'en coréen, ainsi que sur le drapeau, il n'y avait pas de drapau. — 177

INSOLITE

De Berlin
à New-York

Le combinat est-allemand Polygraph, de Leipzig, a annoncé, jeudi 11 janvier, l'acquisition d'une société commerciale américaine installée à New-York, Royal Zenith of Great Neck, pour 25 millions de dollars (environ 210 millions de francs). Le monde de l'ouest ? L'est qui rachète l'ouest ? Une société mixte, ce n'est pas vraiment une innovation. Depuis plusieurs années déjà, les grandes sociétés est-allemandes achètent des entreprises à l'ouest, qu'elles utilisent comme sites pour commercialiser leurs productions. Polygraph vendra ses machines à écrire par l'intermédiaire de cette société acquise outre-Atlantique.

La nouveauté de l'opération réside ailleurs. Dans le financement. C'est une banque ouest-allemande, la Bayerischen Hypothekbank, qui finance en grande partie l'achat. Basée à Munich, cette banque a accordé un prêt de 25 millions de dollars à Polygraph.

Le redressement du marché pétrolier mondial se confirme

Prix de nouveaux records à la hausse, production record et consommation en augmentation constante, le redressement du marché pétrolier mondial se confirme.

Au quatrième trimestre de 1989 la production mondiale de brut, tirée par une demande exceptionnellement forte, a atteint 54,8 millions de barils/jour, soit le plus haut niveau de la décennie, note l'Agence internationale de l'énergie dans un rapport mensuel. Pourtant les prix, loin de s'effondrer, n'ont cessé de se raffermir, dépassant même au début de janvier le cap des vingt dollars par baril en moyenne pour le panier de référence de l'OPEP.

La reprise profite
au cartel de l'OPEP

Cette reprise amorcée il y a quatre ans à la faveur du contrechoc pétrolier de 1986 devrait se poursuivre. Au-delà des perspectives à court terme, qui pourraient de l'avis des négociants provoquer une nouvelle recrudescence des cours à la fin du premier trimestre, la consommation en 1990 devrait, selon les prévisions de l'AIE, continuer à augmenter de 1,5 % dans l'OCDE et de 3,5 % dans le reste du monde, soit au total de 2 % par rapport à 1989, après une hausse de 1 % l'an

dernier et de 2,9 % en 1988.

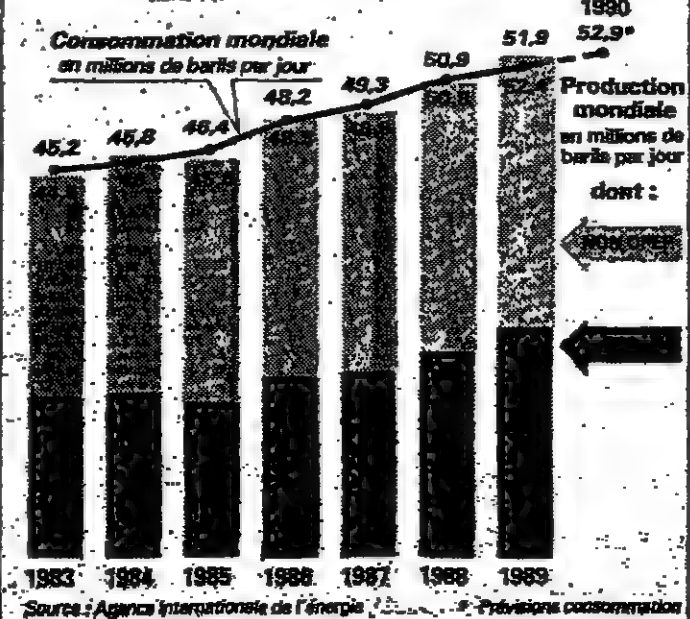
Comme les années précédentes cette reprise devrait profiter surtout aux producteurs membres du cartel de l'OPEP, qui seuls gardent des capacités de production inexploitées, l'extraction partout ailleurs marquant nettement le pas.

Les treize pays membres du cartel ont produit l'an dernier 23,6 milliards de barils/jour, soit 45 % du total mondial (52,4 milliards de barils/jour hors pays de l'Est) et 2 millions de barils/jour (9,2 %) de plus qu'en 1988. En 1987 ils n'avaient produit que 19,4 millions

de barils/jour, 40 % du total mondial.

Partout ailleurs les capacités sont saturées ou reculent. Les plus fortes baisses affectent les deux principaux producteurs : États-Unis et URSS. Outre-Atlantique la production, handicapée par la baisse des cours mondiaux, n'a cessé de diminuer depuis 1986, tombant de 10,3 millions de barils/jour il y a quatre ans à 9,3 millions de barils/jour l'an dernier, ce qui, joint à une stagnation de la production en mer du Nord et au Canada, a entraîné une baisse de près de 1 million de barils/jour (de 16,9 à 16 millions) de la production dans l'OCDE entre 1986 et 1989.

En URSS la chute est plus récente et provoquée par la montée de difficultés techniques et des coûts marginaux d'exploitation. Selon l'AIE la production soviétique a diminué de 300 000 à 400 000 barils/jour en 1989 et devrait continuer à chuter en 1990. Résultat : pour la première fois depuis le début de la décennie les exportations nettes de l'ensemble des pays de l'Est (Chine incluse) ont diminué l'an dernier, tombant à 2,4 millions de barils/jour en moyenne au cours des neuf premiers mois de 1989 contre une moyenne de 2,6 millions de barils/jour en 1988.



Source : Agence internationale de l'énergie. Prévisions consommation

Le Monde AUTOMOBILE

COLUMBIERS AUTOMOBILE
9, rue de Valenciennes
75014 Paris
Tél. : 45-35-22-22

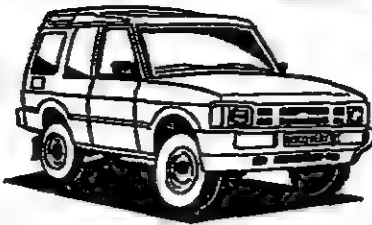
AUDI 80 - AUDI 90 2.2 E
CONDITIONS SPÉCIALES ETRENNES
(jusqu'au 15.02.90)

ST-GERMAIN AUTOMOBILE
18, rue de Crémieux
75006 Paris
Tél. : 45-48-51-42

Votre interlocuteur automobile : ROANE

DECouvrez, ESSAYEZ DISCOVERY

De 12 au 18 janvier
à la découverte de la
voiture de l'année
de 1990 à 1991
sans interruption



FRANCO-BRITANNIC
AUTOMOBILES
21 Av. Kleber 75116 Paris
Tél. : 45 00 85 19

ALFA ROMEO

ALFA 75 Turbo, nov. 88,
82 000 F, mod. 87, rouge, int.
tweed gris, gl. teint. électr., jantes
alu., rad. 17, jantes électr. ABS,
pneus, direction, 80 000 km, MCHN
(10) 44-26-15-81, dom. (prov.)

ALPINE

ALPINE RENAULT Coupé V6 GT
d.c. 88, mod. 88, rouge
vermill., int. noir, alarme,
jantes BBS, freins ABS, mini-
chaine, pr. m. 14 600 km.
AUSY, 43-68-26-16, perm.

ALPINE RENAULT Coupé
V6 Turbo, jant. 88, rouge vermill.,
int. velours gris, mini-chaine,
alarme, vitesses, pr. m.
4 800 km, 198 000 F.
MEMBREY 04-14-14-11, bur.
(18) 90-62-88-70, 20 à 30.

AUDI

QUATTRO 1.8i, 88, bleu
métal, 59 000 F, int. bleu
chêne, radio, alarme,
télévision, pr. m. 94 000 km.
BLANC 46-81-61-35, bur.
43-75-75-58, dom.

AUDI 200 QUATTRO 88

175 000 F
AS AUTO 60-46-52-62

ALPH 90 Quattro,
136 cv, bleu, 98 000 km,
argus à 600 000 F, AUTOGR
Tél. : 47-90-01-75

BMW

80 1900 E LUXE, d.c. 88,
vert clair métall., int. cuir
velours, radio, alarme,
gl. rétro et format. électr.,
port. rétro, pas à pédale,
93 000 km, 58 000 F.
MARCO 40-96-07-00, 8888
80-79-48-28, ap. 20 h.

BMW

BMW 524 TD, mod. 80
1 000 km, TSE, G.
numérotée options
185 000 F, AUTOGR
47-90-01-75

BMW

316, 4 portes, jant. 88, noir
mét., jant. alu., radio électr. ABS,
gl. électr., alarme, 54 000 km,
RECHENK, 43-77-63-35, bur.
43-69-06-68, perm.

BUICK

Coupe Skylark autom.,
jant. 88, bleu mét., int. cuir,
int. velours bleu, gl. teint.,
équipement GL, feins, pot et susp.
3 000 km, 40 000 km.
Prie : 60 000 F
Eymard, 66-79-12-84, bur.
56-82-06-84, dom. (province)

CADILLAC

CADILLAC Coupé ville 1989
88 000 F, Tél. : 48-82-26-28
ALTERNATIVE CAR AUTO

CADILLAC Fleetwood 1988
bleu métall., 58 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO
Tél. : 48-82-26-28

CADILLAC

CADILLAC Saville blanche
1979, 82 000 km
Tél. : 48-82-26-28
ALTERNATIVE CAR AUTO

CHEVROLET

BREAK CHEVROLET 1974
7 places, bleu métall.
45 000 F, Tél. : 48-82-26-28
ALTERNATIVE CAR AUTO

CHEVROLET

CHEVROLET SUBURBAN 4x4
blanc fin, 1985, 82 000 km,
115 000 F, Tél. : 48-82-26-28
ALTERNATIVE CAR AUTO

CHEVROLET

CHEVROLET LIMITED 88
84 000 km, T.O. électrique
136 000 F, AUTOGR
47-90-01-75

CITROEN

CX Olympique, oct. 88, mod.
88, blanc, int. cuir, chevron,
radio, direction, pré-équipé,
pr. m. 8 800 km, RODRIGUEZ
40-30-06-88, bur.

CITROEN

500 CC, mod. 88, blanc,
int. cuir, chevron, radio,
direction, pré-équipé,
pr. m. 8 800 km, RODRIGUEZ
40-30-06-88, bur.

CITROEN

500 CC, mod. 88, blanc,
int. cuir, chevron, radio,
direction, pré-équipé,
pr. m. 8 800 km, RODRIGUEZ
40-30-06-88, bur.

CITROEN

500 CC, mod. 88, blanc,
int. cuir, chevron, radio,
direction, pré-équipé,
pr. m. 8 800 km, RODRIGUEZ
40-30-06-88, bur.

CITROEN

500 CC, mod. 88, blanc,
int. cuir, chevron, radio,
direction, pré-équipé,
pr. m. 8 800 km, RODRIGUEZ
40-30-06-88, bur.

CITROEN

500 CC, mod. 88, blanc,
int. cuir, chevron, radio,
direction, pré-équipé,
pr. m. 8 800 km, RODRIGUEZ
40-30-06-88, bur.

CITROEN

500 CC, mod. 88, blanc,
int. cuir, chevron, radio,
direction, pré-équipé,
pr. m. 8 800 km, RODRIGUEZ
40-30-06-88, bur.

CHRYSLER

BREAK CHRYSLER 1981
côté intonation bois
98 000 km, 75 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO
Tél. : 48-82-26-28

CHRYSLER

DODGE Dart coupé, 1970
vert métall., 30 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO
Tél. : 48-82-26-28

DODGE

DODGE Dart coupé, 1970
vert métall., 30 000 F.
ALTERNATIVE CAR AUTO
Tél. : 48-82-26-28

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

FORD

FORD FIESTA XR2
Avec 88
12 000 km, 46 000 F.
Tél. : 48-82-26-28
Sav : 42-43-36-81

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

LANCIA

LANCIA FULVIA 1.35
coupé, 1974, 140 000 km
bleu, noir carrosserie
(Cote Futuroviser, 16 500 F)
3 800 F, AUTOGR
47-90-01-75

MERCEDES

180 E, juin 83, rouge vermill.,
int. cuir, 2 alarmes, rad.,
V 80, 2 roues dirigeables, pr. m.
180 000 km, 55 000 F.
VALERIE
43-75-82-84, bur.
45-47-88-84, ap. 17 h 30

MERCEDES

180 E, juin 83, rouge vermill.,
int. cuir, 2 alarmes, rad.,
V 80, 2 roues dirigeables, pr. m.
180 000 km, 55 000 F.
VALERIE
43-75-82-84, bur.
45-47-88-84, ap. 17 h 30

MERCEDES

180 E, juin 83, rouge vermill.,
int. cuir, 2 alarmes, rad.,
V 80, 2 roues dirigeables, pr. m.
180 000 km, 55 000 F.
VALERIE
43-75-82-84, bur.
45-47-88-84, ap. 17 h 30

MERCEDES

180 E, juin 83, rouge vermill.,
int. cuir, 2 alarmes, rad.,
V 80, 2 roues dirigeables, pr. m.
180 000 km, 55 000 F.
VALERIE
43-75-82-84, bur.
45-47-88-84, ap. 17 h 30

MERCEDES

180 E, juin 83, rouge vermill.,
int. cuir, 2 alarmes, rad.,
V 80, 2 roues dirigeables, pr. m.
180 000 km, 55 000 F.
VALERIE
43-75-82-84, bur.
45-47-88-84, ap. 17 h 30

MERCEDES

180 E, juin 83, rouge vermill.,
int. cuir, 2 alarmes, rad.,
V 80, 2 roues dirigeables, pr. m.
180 000 km, 55 000 F.
VALERIE
43-75-82-84, bur.
45-47-88-84, ap. 17 h 30

MERCEDES

180 E, juin 83, rouge vermill.,
int. cuir, 2 alarmes, rad.,
V 80, 2 roues dirigeables, pr. m.
180 000 km, 55 000 F.
VALERIE
43-75-82-84, bur.
45-47-88-84, ap. 17 h 30

MERCEDES

180 E, juin 83, rouge vermill.,
int. cuir, 2 alarmes, rad.,
V 80, 2 roues dirigeables, pr. m.
180 000 km, 55 000 F.
VALERIE
43-75-82-84, bur.
45-47-88-84, ap. 17 h 30

MERCEDES

180 E, juin 83, rouge vermill.,
int. cuir, 2 alarmes, rad.,
V 80, 2 roues dirigeables, pr. m.
180 000 km, 55 000 F.
VALERIE
43-75-82-84, bur.
45-47-88-84, ap. 17 h 30

MERCEDES

180 E, juin 83, rouge vermill.,
int. cuir, 2 alarmes, rad.,
V 80, 2 roues dirigeables, pr. m.
180 000 km, 55 000 F.
VALERIE
43-75-82-84, bur.
45-47-88-84, ap. 17 h 30

MERCEDES

180 E, juin 83, rouge vermill.,
int. cuir, 2 alarmes, rad.,
V 80, 2 roues dirigeables, pr. m.
180 000

ÉCONOMIE

ETRANGER

Les syndicats et le gouvernement lâchent du lest

Le dialogue social reprend en Espagne

Après une interminable brouille, le dialogue reprend laborieusement en Espagne entre gouvernement, syndicats et patronat. Ebauché en décembre, il est désormais entré dans le vif du sujet et les interlocuteurs sociaux espèrent qu'il pourra déboucher, dans le courant de ce mois, sur de premiers accords concrets.

MADRID

de notre correspondant

Ces contacts sont les premiers depuis la rupture survenue il y a près d'un an, en février dernier. Fort du succès remporté lors de la grève générale du 14 décembre 1988, les deux grands syndicats, l'Union générale des travailleurs (socialiste) et les Commissions ouvrières (communistes), avaient alors voulu mettre le gouvernement au pied du mur en le sommant d'accepter telles quelles leurs principales revendications. Ils s'étaient toutefois heurtés à un refus et le dialogue s'était brutalement rompu.

Depuis, chacun a lâché du lest, conscient que le maintien d'une telle impasse n'était, en fin de compte, profitable à personne. Les syndicats, et plus particulièrement

la centrale socialiste, n'ont pu que constater qu'ils n'avaient pas réussi, malgré le succès de la grève générale, à influencer la politique économique du gouvernement.

Dans ces conditions, leur capacité de mobilisation commençait à s'éroder, les « bases » hésitant à poursuivre un mouvement qui se révélait infructueux. Force était donc pour les syndicats d'abandonner les ultimatum pour reprendre la voie de la négociation.

Du côté du gouvernement aussi on a compris, au vu du verdict des urnes, qu'il était temps de mettre de l'eau dans son vin. Les socialistes se sont certes maintenus, lors des législatives d'octobre dernier, aux abords de la majorité absolue, quoique d'extrême justesse cette fois. Mais ils n'en ont pas moins enregistré un recul sensible qu'ils n'ont pu attribuer qu'à la grogne syndicale. Ce sont d'ailleurs les communistes qui, en doublant leur nombre de voix, en ont essentiellement profité.

Des négociations séparées

Rien d'étonnant, donc, si, le 21 décembre dernier, le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, recevait les secrétaires généraux des deux centrales, MM. Nicolas Redondo et Antonio

Gutierrez, qu'il n'avait plus vus depuis des mois. Le lendemain c'était au tour du président de la confédération patronale CEOE, M. José-Maria Cuevas, de rencontrer M. Gonzalez. Le dialogue social était relancé. Tirant la leçon des échecs passés ils avaient décidé, d'un commun accord, de négocier désormais séparément chaque thème plutôt que de rechercher un accord global qui s'était révélé illusoire.

Une première réunion a eu lieu le 9 janvier entre gouvernement et syndicats. Le premier a accepté la méthodologie des seconds qui avaient exigé d'abord en priorité le problème de la « dette sociale ». Les centrales font valoir que l'écart, ces deux dernières années, entre la prévision officielle d'inflation et la hausse de prix réelle (7 % en 1989), alors que le gouvernement avait d'abord annoncé 3 %, s'est traduit par une sensible baisse du pouvoir d'achat pour les catégories de travailleurs dont le revenu est déterminé par l'Etat : fonctionnaires, bénéficiaires d'une pension, titulaires du salaire minimum.

Les syndicats demandent donc que ce préjudice soit réparé. Ils réclament aussi l'instauration d'une clause de revalorisation automatique afin d'éviter la répétition d'un tel déphasage dans le futur. Si les deux parties semblent d'accord quant à ce principe, il reste encore

à évaluer le montant réel d'une telle « dette sociale » et à fixer d'un commun accord pour 1990 un objectif d'inflation plus réaliste : tandis que le gouvernement prévoit 5,5 % à 6 %, les syndicats, pour leur part, parlent de 7 %.

Des objectifs ambitieux

Une fois réglé ce premier contentieux, les syndicats entendent aborder progressivement avec l'administration l'ensemble de leurs revendications : l'élargissement de la couverture des allocations de chômage (35 % à peine des travailleurs sans emploi en bénéficient à l'heure actuelle), la lutte contre la « précarisation » du marché du travail (un travailleur sur quatre ne dispose aujourd'hui que d'un emploi temporaire), la création d'un fonds d'investissement ainsi que la participation des travailleurs à la gestion des entreprises.

Parallèlement, patronat et syndicats ont commencé, eux aussi, à se réunir les 3 et 10 janvier pour analyser les problèmes de la formation professionnelle. De bien ambitieux objectifs pour un dialogue qui n'en est encore qu'à ses débuts mais que, personnellement, cette fois, ne veut rompre !

THIERRY MALINAK

Le projet de loi de finances de 1990

La Suède opte pour une politique d'austérité

STOCKHOLM

de notre correspondant

Pour la huitième année consécutive, M. Kjell-Olof Feldt, ministre des finances, a présenté, mercredi 10 janvier à Stockholm, son projet de loi de finances pour l'exercice 1990-1991 : 407,9 milliards de couronnes de recettes (407,9 milliards de francs), 398,3 milliards de dépenses. S'il n'est pas excédentaire comme le précédent, ce budget reste avec une petite impasse de 368 millions de couronnes, « fort en équilibre », a indiqué le ministre qui a cependant mis en garde contre la surchauffe persistante de l'économie nationale et le risque de voir encore grimper le taux d'inflation.

« L'avenir immédiat sera décisif : il s'agira de réduire l'inflation pour ne pas suivre le chemin vers le chômage qu'on a pris d'autres pays », dit M. Feldt. Selon les chiffres officiels, la hausse des prix restera élevée : 7,7 % pour 1990 et 6,2 % pour 1991, compte tenu aussi des effets du financement de la réforme fiscale. Le chômage devrait passer de 1,4 % en 1989 à 1,5 % en 1990. Le déficit de la balance des paiements courants ne cesse de croître : 12,2 milliards en 1989, 37,5 milliards en 1990 qui pourraient aller, selon les calculs

du ministère des finances, jusqu'à 52,5 milliards en 1991.

Pour gagner du temps, M. Feldt a décidé de convoquer les partenaires sociaux pour discuter, dès ce mois-ci, de l'évolution des salaires. Les accords pour 1990 les feront augmenter de 7,5 % en moyenne et le ministre n'entend pas que les augmentations dépassent 4 % en 1991. Les partenaires sociaux sont tenus de mener leurs négociations rapidement, sinon des mesures coercitives seront imposées, comme une médiation obligatoire, ou alors la politique des salaires sera confiée au Parlement, en faisant entrer des députés dans le conseil d'administration de la direction nationale du patronat.

La seule recette de redressement, si l'on ne veut pas réduire l'inflation aux dépens de l'emploi, c'est une politique d'austérité. « Une politique difficile mais nécessaire », avertit M. Feldt qui attend de voir le résultat des négociations avec les partenaires sociaux, qui devront être achevées au plus tard le 15 février, pour compléter son projet de loi de finances. Une politique difficile, certes, si elle doit passer, comme il le menace, par l'abandon de la deuxième phase de la réforme fiscale et l'apparition de nouveaux impôts.

FRANÇOISE MÉTO

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES EN ACTIONS



« Depuis l'émission télévisée « l'Heure de Vérité », vous connaissez mieux les marques et le rayonnement de BSN en Europe dans les produits alimentaires. Aujourd'hui, vous pouvez vous associer par votre épargne au développement de BSN en souscrivant à notre emprunt convertible en actions. »

Antoine Riboud

Conditions de l'opération

Actionnaires de BSN, vous avez priorité pour souscrire du 8 janvier au 19 janvier 1990 inclus, à raison d'une obligation pour 15 actions anciennes détenues.

Montant minimum de l'émission : 3,3 milliards de francs.

Prix d'émission : le pair, soit 900 F.

Intérêt : 6,60 % payable annuellement le 1^{er} janvier (Jouissance : 8 février 1990).

Echéance : 1^{er} janvier 2000.

Amortissement : à 110 % en fin, soit 990 F.

Amortissement anticipé au gré de l'émetteur :

possible à 100 %, à partir du 1^{er} janvier 1993, pour autant que le cours de l'action excède 130 % du prix d'émission.

Taux de rendement actuariel à l'échéance : 7,32 %.

Conversion des obligations : à tout moment, à raison d'une action pour une obligation.

Visa COB N° 90-03 en date du 04/01/1990 - Balo du 08/01/1990.

BSN - Direction de la Communication Externe et Financière - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris - Tél. (1) 42.99.12.57



BSN
C'EST TOUT CE QUE J'AIME

VIENT DE PARAÎTRE 5, rue Jacques Bingen
FRANÇOIS LEFEBVRE SOCIAL 75017 Paris
DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS
Contrat de travail - Protection sociale
340 pages - Régime fiscal des rémunérations - 240 francs

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDOPAR 850672 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81
Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M^{me} Geneviève Boivre-Méry, M. André Fontaine, gérant.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-81.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Imprimerie du Monde 12, r. M. Gaudin 94852 IVRY
1989

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	594 F	790 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 390 F	1 900 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)
Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ÉCONOMIE

Dans la perspective européenne

Cent quarante parlementaires demandent le développement du réseau fluvial français

A l'approche du comité interministériel qui devrait être consacré, dans la deuxième quinzaine de janvier, à l'avenir de la voie d'eau, les partisans de ce mode de transport ont choisi de faire pression sur le gouvernement, en publiant la lettre signée par cent quarante députés et sénateurs qui demandent la mise en application du schéma directeur des voies navigables défini par le gouvernement Fabius en 1985.

Parmi les utilisateurs de l'eau et des cours d'eau, EDF, qui s'en sert pour produire du courant ou refroidir ses centrales nucléaires, refuse d'augmenter le prix du kilowattheure par une taxe destinée à allonger le réseau fluvial à grand gabarit.

Aussi le Comité de liaison pour la promotion de la voie d'eau, qui rassemble tous les professionnels du transport fluvial, développe-t-il une argumentation qui contournait ce reproche de non-rentabilité. Dans une lettre adressée au président de la République, en juillet dernier, les présidents des ports autonomes, des assemblées des chambres d'agriculture et de commerce et d'industrie, de la FNSEA, de la Fédération nationale

des travaux publics, du Conseil national des usagers de transports, de la Chambre nationale de la batellerie artisanale, avaient exprimé leur conviction que la voie d'eau est « un puissant vecteur du transport des marchandises, sûr et non polluant ».

La France, qui est bien raccordée aux réseaux ferroviaires et autoroutiers du reste de l'Europe, ne l'est pas au réseau fluvial à grand gabarit. En 1992, la mer Noire sera reliée à la mer du Nord par le Rhin, le Main et le Danube, alors que la Seine et le Rhône demeureront des culs-de-sac.

Autrement dit, les signataires des appels au gouvernement et au président de la République demandent qu'on décide enfin de construire les liaisons Seine-Nord, Seine-Est, Saône-Rhin et qu'on trouve les moyens de financer la vingtaine de milliards de francs indispensables en demandant aux collectivités locales, à la CEE et aux bénéficiaires des aménagements fluviaux d'épauler financièrement l'Etat.

ALAIN FAUJAS

Plusieurs tracés à l'étude

Le TGV-Méditerranée entre les vignes et les primeurs

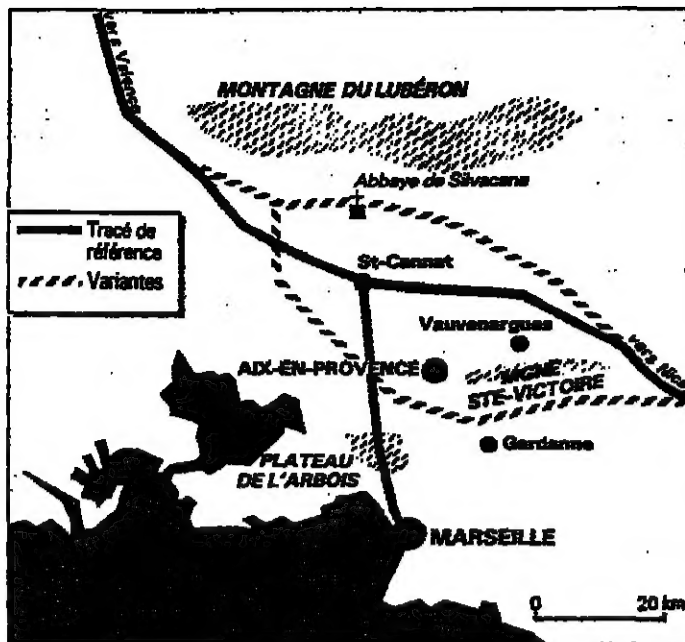
MARSEILLE

de notre correspondant

En 1994, le prolongement de la ligne à grande vitesse, qui contournera Lyon, fera de Valence la grande banlieue de Paris, et en 1997 le TGV-Méditerranée devrait mettre Marseille à trois heures de Paris. Chacun s'en réjouit en Provence, mais les difficultés commencent lorsqu'on défile les cartes et que l'on cherche les tracés. Jusqu'à Avignon il n'y a pas de problèmes. C'est ensuite que les choses se gâtent.

Cela va encore pour la bretelle qui à partir de Saint-Cannet ira plein sud vers Marseille. Il faudra simplement trouver les crédits pour creuser un tunnel sous la chaîne de la Nerthe, comme pour la ligne actuelle. Toutefois, le maire d'Aix-en-Provence, M. Jean-François Picheral (socialiste), aimerait au passage attirer le TGV jusqu'au plateau de l'Arbois, entre Aix et Marseille, afin qu'une gare desserve le futur pôle économique qu'il défend ardemment.

Mais le vrai problème c'est, pour la direction de Nice, vers l'est. Le projet de trajet initial, que les élus, interprètes de leurs administrés,



Les trois variantes

repoussent avec effroi, risqueraient, affirme-t-on, de détruire 80 % d'un vignoble produisant un vin d'appellation contrôlée, celui des coteaux d'Aix, connu dans l'Europe entière.

Aussi un autre trajet a-t-il été envisagé, passant plus au nord, parallèlement au lit de la Durance et au massif du Lubéron. Mais la vallée, fertile, abrite aussi de nombreuses exploitations agricoles, de primeurs en particulier. Une deuxième variante a donc été étudiée, au sud. Passant entre Aix et Marseille, elle aurait satisfait les deux villes. Las, à la hauteur de Gardanne, l'exploitation minière rend fragile le sous-sol et donc délicate la construction de la ligne à grande vitesse.

Bref, le TGV-Méditerranée n'a pas fini de faire parler de lui, même si chacun le trouve capital (en 1988, déjà huit millions de voyageurs ont emprunté le TGV-Sud-Est, et l'on en prévoit dix-huit millions dans sept ans). Ainsi les Verts, par la voix de M. Gérard Monnier-Bezombes, député européen, s'affirment favorables au rail, de préférence à l'autoroute, mais « pas n'importe où ».

JEAN CONTRUCCI

LES RÉALISATIONS SEGIF à BOULOGNE

UNE DIVERSITÉ D'EXPRESSION UNE CONTINUITÉ DE STYLE

WEST SIDE OFFICE

8225 m² de bureaux,
à l'angle de la rue de Silly et de l'avenue du Maréchal-Juin.
Depuis 1989, Vallourec, Air France-Amadeus,
et l'agence Troubat y ont domicilié leurs bureaux.

LES PATIOS

16000 m² de bureaux et d'activités
Rues Marcel Dassault, Thiers, d'Anjou.

L'ÉTENDARD

5000 m² de bureaux,
commerces,
49 appartements.
Avenue Edouard Vaillant.

Réalisations communes

SEGIF

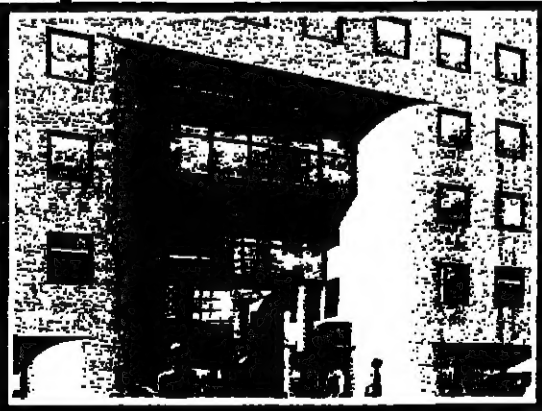
SAEF

Conception Ingénierie BECP

SEGIF - 12, avenue de Messine - 75008 PARIS. Tél. : (1) 45.62.48.71



L'Étendard, avenue Edouard Vaillant



Les Patios : le porche principal



Les Patios : la cour-jardin intérieure

DEC

Photos : B. Chéreau, illustrations : E. Dubon

mecs de 1990

opte ie d'austérité

ministère des finances, jusqu'à 5 milliards en 1991.

Pour gagner du temps, M. Feldt décide de convoquer les partenaires sociaux pour discuter, dès ce soir-ci, de l'évolution des salaires. Les accords pour 1990 les feront augmenter de 7,5 % en moyenne et les ministres n'ont pas que les augmentations dépassent 4 % en 1991. Les partenaires sociaux sont en mesure de mener leurs négociations rapidement, sinon des mesures coercitives seront imposées, comme une médiation obligatoire, ou alors une politique des salaires sera carrément imposée au Parlement, en faisant entrer des députés dans le conseil d'administration de la direction nationale du patronat.

La seule recette de redressement, si l'on ne veut pas réduire l'inflation aux dépens de l'emploi, c'est une politique d'austérité.

Une politique difficile mais nécessaire, avertit M. Feldt, qui attend de voir le résultat des négociations avec les partenaires sociaux, qui devront être achevés au plus tard le 15 février, pour compléter son projet de loi de finances. Une politique difficile, certes, si elle doit passer, comme il le menace, par l'abandon de la deuxième phase de la réforme fiscale et l'apparition de nouveaux impôts.

FRANÇOISE NIÉTO

AUTRE 5, rue Jacques Bingen
RE SOCIAL 75017 Paris
DE SOCIÉTÉS
Protection sociale
des rémunérations 240 francs

Monde

Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Le Monde
PUBLICITÉ

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

INFORMATIONS
CEDEX 89 Tél. : (1) 42-47-98-71

BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
399 F	394 F	700 F
762 F	972 F	1 400 F
1 398 F	1 980 F	2 650 F

volet adhésif sur demande.
VOYEZ CE BULLETIN accompagné de
une à l'adresse ci-dessus
LE MONDE code d'accès ABO
pour tous renseignements
03-21 (numéro vert)

à nos abonnés : nos abonnés sont invités à for-
muler avant leur départ, joindre la dernière
édition. PORT PAYÉ : PARIS 15

D'ABONNEMENT

☐ 6 mois ☐ 1 an
Prénom : _____
Code postal : _____
Pays : _____

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 11 JANVIER

**Cours relevés
à 17 h 38**

[illegible]

Comptant (références)

SICAV (références)

11/1

VALEURS	% du total	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Prime incl.	Rachet net
Obligations																							
Euro 8,00 % 77	119 80	5 818	Chapman Hill	169	161	Magellan Uptown	176	176	Vici	198 80	198	A.A.A.	1180 48	1132 18	1132 18	Force-Invest	1180 48	1132 18	1132 18	Prévision Rente	178 12	176 81	
A.G.F. (Rt. Can.)	98 10	4 913	C.I.C. (France) del	222 10	222 10	Magellan S.A.	234 40	234 40	Action	341 10	341 10	Action	402 51	402 51	402 51	Force-Invest	402 51	402 51	402 51	Prévision	270 24	263 72	
10,00 % 79/80	101 20	3 817	C.I.C. (France) del	740	740	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
12,25 % 80/90	101 00	5 069	Chapman Hill	2400	2400	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
10,25 % 82/90	100 17	16 111	Chapman Hill	1000	1000	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
10,25 % 86/90	104 25	12 880	Chapman Hill	383	383	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
12,25 % 86/90	104 05	3 176	Chapman Hill	775	775	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
11 % 86/90	107 05	3 764	Chapman Hill	940	940	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
10,25 % 86/90	101 80	8 873	Chapman Hill	890	890	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
OAT 10 % 2000	103 30	5 274	Chapman Hill	1390	1390	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
OAT 8,50 % 1993	102 06	6 274	Chapman Hill	20 05	20 05	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
OAT 8,50 % 1996	100 48	9 290	Chapman Hill	655	655	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
C.I. France 8 %	142 20	9 242	Chapman Hill	729	729	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
C.I. France 8 %	98 25	3 242	Chapman Hill	636	636	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
CBS Pensions	98 70	0 242	Chapman Hill	1471	1471	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
CBS Secur.	98 90	0 242	Chapman Hill	4340	4340	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
CBS Secur. 82	98 35	0 242	Chapman Hill	1801	1801	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
PTT 11,20 % 85	102 40	1 238	Chapman Hill	1100	1100	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
CF 10,30 % 88	99 80	9 041	Chapman Hill	681	681	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
CF 11,00 % 88	100 20	6 285	Chapman Hill	1000	1000	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
OAT 8,50 % 89	100 20	8 182	Chapman Hill	410	410	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
CRH 10,75 % 88	103 80	0 323	Chapman Hill	1580	1580	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
C.A.C.A. T.F.	100 00	108	Chapman Hill	26	26	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Coca 65	2120	210	Chapman Hill	214	214	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
C.G.E. 65 jmn. 88-89	64 500		Chapman Hill	246	246	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88			Chapman Hill	1809	1809	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	942	942	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	616	616	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	844	844	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	1300	1300	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	1740	1740	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	2130	2130	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	2143	2143	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	320	320	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	1029	1029	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	381	381	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	603	603	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	442	442	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	1400	1400	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	825	825	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	2130	2130	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	2143	2143	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	320	320	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	1029	1029	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	381	381	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	603	603	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	442	442	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	1400	1400	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	825	825	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	2130	2130	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	2143	2143	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	320	320	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France	467 13	467 13	467 13	Force-Obligat.	467 13	467 13	467 13	Prévision	269 16	269 16	
Revent Act. 88-89			Chapman Hill	1029	1029	Marathon Part.	401	401	Actions France	605 31	605 31	Actions France											

e : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
55-91-82, poste 4330

Un tournant dans les négociations de paix

Téhéran et Bagdad accueillent favorablement une offre soviétique de médiation

L'URSS s'apprête à relancer les négociations de paix entre l'Irak et l'Iran en organisant une réunion entre les ministres des affaires étrangères des deux pays avec M. Edouard Chevardnadze, a rapporté jeudi 11 janvier l'agence Tass. L'Irak et l'Iran ont donné leur accord au principe d'une réunion tripartite en territoire soviétique à une date qui reste à préciser.

Le retour de l'Union soviétique comme médiateur entre les deux anciens belligérants constitue un tournant dans les négociations de paix conduites sous l'égide du secrétaire général de l'ONU et qui n'ont pratiquement pas progressé depuis la première séance en août 1988 à Genève.

L'URSS avait déjà proposé sa médiation au lendemain de l'acceptation par les deux belligérants de la résolution 598 du Conseil de sécurité, mais l'Irak et l'Iran

avaient préféré que les discussions se tiennent sous l'autorité de M. Javier Perez de Cuellar. L'Union soviétique avait également joué un rôle actif pour que les deux pays acceptent cette résolution appelant à un cessez-le-feu.

A New-York, cependant, les Nations unies restent prudentes sur les chances de succès de l'initiative soviétique. Rien n'indique, souligne-t-on de sources diplomatiques, que l'URSS réussira à infléchir la volonté des deux anciens belligérants pour les amener à reprendre des pourparlers directs, après la vaine tentative de décembre. M. Chénery, le secrétaire général de l'ONU. Ce dernier, qui a accueilli avec satisfaction l'initiative soviétique, sera à Moscou lundi où il s'entretiendra de cette question avec M. Gorbatchev. — (AFP.)

NAMIBIE

La nouvelle Constitution devrait rassurer la communauté blanche

Le futur gouvernement namibien, nommé en décembre par le président de la SWAPO et futur chef de l'Etat, M. Sam Nujoma, s'est réuni pour la première fois le jeudi 11 janvier à Windhoek pour préparer sa prochaine entrée en fonctions, alors que la Constitution devrait être adoptée dans le courant du mois par l'Assemblée constituante.

Cette Constitution se caractérise par son extrême modération, qui devrait rassurer définitivement la petite minorité blanche (quelque 80 000 personnes sur une population totale d'environ 1,5 million d'habitants) et les milieux d'affaires.

Mais au point sur le plan technique par trois experts sud-africains en droit constitutionnel, le texte va être examiné par la commission permanente de l'Assemblée. Selon une version publiée par le quotidien de Windhoek, *The Namibian* (favorable à la SWAPO), la seule référence au socialisme (dont se réclame la

SWAPO) est une vague déclaration affirmant que la propriété et le contrôle des ressources matérielles sont répartis de manière à servir le bien commun. Une « juste indemnisation » Le droit à l'enseignement privé est reconnu, à condition que l'admission ne repose pas sur des critères de race. Une « charte des droits de l'homme » prévoit l'abolition de la peine de mort.

La SWAPO a obtenu gain de cause quant au statut du chef de l'Etat, qui sera le chef de l'exécutif et dirigera donc l'action du gouvernement, en collaboration avec un premier ministre. Mais elle a, en revanche, cédé sur deux points auxquels les partis d'opposition tenaient beaucoup : l'existence d'une Chambre haute, qui aura le pouvoir de rejeter des lois votées par l'Assemblée nationale, et le mode d'élection de cette dernière, qui sera désignée au scrutin proportionnel. — (AFP.)

L'ESSENTIEL

SECTION A

L'évolution dans les pays de l'Est 2 et 3

La visite à Paris du premier ministre japonais

Un entretien avec M. Toshiki Kaifu 4

L'épreuve de force au RPR 5 et 6

La contestation au PCF

Le point de vue de Bernard Frédéric, l'un des correspondants de l'Humanité à Moscou 6

Journal d'un amateur

« Hôpital », par Philippe Boucher 6

SECTION B

L'affaire Dobbertin

Inculpé, il y a onze ans, pour espionnage au profit de la RDA, le physicien Rolf Dobbertin devra comparaître devant la cour d'assises de Paris 11

L'avenir de la SFP

Confrontée à un déficit de 285 millions de francs, la Société française de production (SFP) met à l'étude la vente des Buttes-Chaumont 12

Mort de Juliet Berto

La « Chinoise », la petite fille apportée par la Nouvelle Vague, est morte à quarante-deux ans d'un cancer 14

SANS VISA

Carnet de rail

Comme les viclois, les rails ont une âme... Avec le convoi s'élance la

pensée... Petit Guide des sensations ferroviaires 15 à 19

La mort d'Hector de Galard

Cofondateur du *Nouvel Observateur* en 1950, il avait été directeur de l'hebdomadaire jusqu'en 1986. 22

SECTION C

La banque pour l'Est

A l'occasion de la réunion de Paris des 15 et 16 janvier, la CEE proposera que l'URSS et l'Europe de l'Est possèdent 15 % du capital de la Banque de reconstruction 25

Climat social tendu en Grande-Bretagne

Mme Margaret Thatcher met en garde ses concitoyens contre les conséquences de trop fortes augmentations de salaires 25

Bourse de Tokyo

Sur un marché très peu étoffé, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a chuté jeudi 12 janvier de 1,7 %, la plus forte baisse en une séance depuis novembre 1987 30

Services

Abonnements	28
Annonces classées	26
Carnet	22
Spectacles	20
Loto	21
Météorologie	21
Marchés financiers	30-31
Jeux	23
Radio-télévision	23
Campus	24
Philatélie	21

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 2615 LEM

Le numéro de « Monde » daté 12 janvier 1990 a été tiré à 539 649 exemplaires.

PANAMA

2 000 soldats américains ont regagné les Etats-Unis

Quelque 2 000 soldats américains appartenant à la 82^e division aéroportée, l'une des divisions d'élite ayant participé à l'intervention au Panama, ont regagné jeudi 11 janvier les Etats-Unis, a annoncé le Commandement Sud. Un calendrier du retrait des troupes d'intervention américaines au Panama devrait être prêt d'ici la fin de la semaine, a indiqué à Washington le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney. Il a tenu à rappeler que seules les troupes dépêchées des Etats-Unis le 20 décembre dernier, soit environ 15 000 hommes, seraient rapatriées. Les effectifs minimaux sur place devraient se rétablir au niveau d'avant l'intervention, soit quelque 12 000 militaires.

M. Cheney est par ailleurs revenu sur l'engagement au Panama des chasseurs-bombardiers « furtifs » F-117, qui a soulevé une controverse aux Etats-Unis, certains critiques estimant que des avions d'un tel prix ne devraient pas être utilisés dans de

parallèles opérations. Il a tenu à souligner que les plans originaux qui lui avaient été soumis par l'US Air Force prévoyaient une utilisation massive de ces appareils, ajoutant qu'il avait préféré réduire leur nombre au minimum.

D'autre part, des délégués du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont pu visiter ces derniers jours 351 prisonniers militaires et civils au Panama détenus par l'armée américaine. Il s'agit des soixante-cinq prisonniers de la base de Fort Clayton, que les représentants du CICR ont pu voir lors de visites qui ont commencé le 3 janvier, et des 286 détenus qui se trouvent à Nuevo-Emperador, un « camp de transit », où 4 200 personnes sont passées entre le 20 décembre et le 10 janvier, selon les listes présentées au CICR. Le chef des « bataillons de la dignité », Benjamin Colombaro, s'est rendu mercredi 10 en fin d'après-midi et a aussi été placé en détention. — (AFP, Reuters, UPI.)

INDE : la crise du Pendjab

Les efforts infructueux de M. V.P. Singh

NEW-DELHI

de notre correspondant

En conviant à Ludhiana (Pendjab), jeudi 11 janvier, tous les partis politiques, M. V.P. Singh espérait rééditer l'opération à la fois politique et symbolique de sa visite surprise à Amritsar, moins de quarante-huit heures après avoir été investi dans ses fonctions de premier ministre. A l'époque, le 7 décembre, chacun avait rendu hommage à ce geste d'« homme d'Etat » : il avait visité le Temple d'or, le lieu saint des sikhs, et ceux-ci, presque unanimement, avaient salué sa démarche.

Les relations entre le nouveau pouvoir et une communauté déboussolée par un terrorisme devenu aveugle s'annonçaient bien. Cette bonne volonté était rapidement confirmée par le remplacement du gouverneur du Pendjab, M. S.S. Ray, un homme énergique mais usé par un mandat de trois ans et des résultats minces dans sa lutte contre le terrorisme.

Cette nouvelle réunion n'a pas été couronnée de succès en raison de l'absence de représentants du Parti du Congrès de M. Rajiv Gandhi et de celle de M. Simranjit Mann, nouveau chef de l'Akali Dal (M), le parti sikh. Chacun avait, bien sûr, de bonnes raisons pour justifier son absence : l'ancien premier ministre a pris prétexte des déclarations, il est vrai provocantes, de M. Devi Lal, vice-premier ministre dont les « coups de gueule » sont déjà fameux, et qui avait estimé que l'on pouvait fort bien se passer du Congrès. M. Mann, obligé de tenir compte d'une base électorale, avait quant à lui, posé comme condition la

libération des « militants » emprisonnés, y compris ceux accusés du meurtre de l'ancien chef d'état-major, une exigence inacceptable.

Des gages de bonne volonté

M. Mann a cependant montré que la porte du dialogue n'était pas refermée en accueillant le premier ministre à l'aéroport. La réunion s'est donc tenue à une sorte de meeting électoral riche en discours et en bonnes intentions. M. V.P. Singh a cependant donné de nouveaux gages de bonne volonté : les déseigneurs de l'armée après l'opération « Blue Star » contre le Temple d'or et les jeunes militants emprisonnés pour délits mineurs vont être relâchés.

Le 17 décembre, lors d'une première tentative pour élaborer un consensus de toutes les formations politiques, qui s'était soldée par un résultat assez peu encourageant, M. Singh avait déjà fait deux promesses : la suppression de l'amendement constitutionnel qui permet d'instaurer l'état d'urgence au Pendjab et le jugement des responsables des massacres anti-sikhs qui avaient suivi l'assassinat d'Indira Gandhi en 1984.

Cela sera-t-il suffisant ? A la veille de la réunion de Ludhiana, les extrémistes sikhs ont répondu en assassinant le commandant d'un bataillon de police du Pendjab, déchaîné par une bombe à retardement placée dans son bureau. L'attentat a tué trois autres responsables de la police et blessé une douzaine de personnes.

M. Mann a pris quelques distances avec les organisations terroristes, mais ses intentions demeurent ambiguës. Entouré de rivaux, il continue en outre d'exiger la constitution d'une « région autonome », version atténuée du « Khalistan », patrie mythique des sikhs.

Avec cette deuxième occasion manquée, M. Singh vient d'apprendre à ses dépens pourquoi son prédécesseur a obtenu de si minces résultats dans ce combat anti-terroriste.

LAURENT ZECCHINI

Facimallé

DRESSING COMPLET POUR HOMME.

Réductions

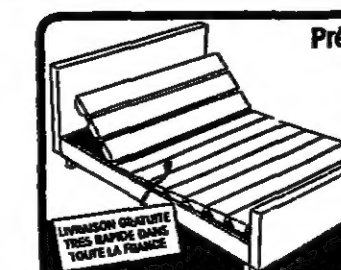
Du 13 au 20 janvier.

25, rue Royale, Paris 8^e.174, bd Saint-Germain, Paris 6^e.

UN MESSAGE FORMIDABLE ET UNE INVITATION DU PRÉSIDENT DE RODIN : **MAINTENANT, JE SOLDE!**

Et je programme, pour votre plaisir TEMPÊTE SUR LA MODE ET OURAGAN SUR LES PRIX ! POUR VOUS, DES AVANTAGES SPECTACULAIRES :
► Suppression de tous les obstacles sur le chemin de la mode.
► Les prix vont en état et ils baissent follement... Les plus illustres créations vous sautent au cou ! Chaque mètre de tissu superbe s'offre à votre choix...
...DEPUIS 15 F LE MÈTRE !

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS



Préservez votre dos fragile avec **TRECAXFLEX** sommier de conception entièrement nouvelle, avec système de ressorts pré-comprimés à lattes flexibles. Incroyable tête et pied.

CAPÉLOU

37, av. de la République 75011 PARIS TEL. 43 57 96 35 - METRO PASTILLIER

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Dictature du prolétariat

PAS commode, sous ses airs bonasses, le petit père des peuples en colère, dites donc ! Suffit de le regarder à la loupe de l'écran, ce formidable verre grossissant, pour voir craquer à tous moments son vernis de chef d'Etat à l'occidentale. C'est un gros malin, Gorbys. Il a piqué son sourire ouïstix-sexe à Reagan, ses costards de chez Larvin à mon 'Mini, ses culottes Petit Bateau à Pasqua et ses chaussettes à Béré. Il lui manque que le sac à main de Magie. Remarque, Raïssa le porte pour lui, et, comme elle trotte sur ses talons façon Nancy, l'illusion est totale. Même que là, à Vilnius, il lui a confié en plus un petit lecteur de cassettes ; chaque fois que je l'ouvre, tu fais pareil, l'appuies là, sur ce bouton.

Du coup, c'est pas paroles en l'air son dialogue plutôt inquiétant avec ce vieil ouvrier réclamant l'indépendance de la Lituanie : Qui c'est qui te l'a donné, cette pancarte ? Ça, c'est le vieux réflexe des bolchos, toujours à renifler le comptoir. Il pouvait pas imaginer que l'autre l'avait bricolée lui-même. Et c'est quoi à ton avis, Ah ! mais !

l'indépendance ? totale ? — C'est comme dans les années 20. Aucune nation n'a le droit d'attaquer une autre nation.

La-dessus, cours magistral d'économie politique assénée par le professeur Gorbys comme quoi c'était la province, un vrai trou perdu, la Lituanie, avant que les Sov l'arrachent au quart-monde pour en faire un pays développé ! Ça, c'est colossal, parce qu'enfin, jusqu'à l'annexion, les pays baltes et scandinaves, question niveau de vie, c'était du pareil au même. Alors que maintenant, pardon !...

Et l'ouvrier qui l'interrompt — non, ce culot ! — pour lui demander s'il savait combien de Lituanais étaient morts en Sibirie dans les années 40. Qu'est-ce qu'il avait pas dit là ! Il a vu rouge, le maître du Kremlin. Suffit. Si de tels slogans circulent en Lituanie, elle peut s'attendre à des temps très difficiles. Menaçant avec ça ! Hors de lui : je veux plus parler avec toi, compris. Et à sa femme qui essayait d'en placer une : Tais-toi !

BOURSE DE PARIS

Matinée du 12 janvier

Pause

Au lendemain du mouvement de reprise observé rue Vivienne, au terme duquel l'indice CAC-40 a progressé de 1,14 %, l'heure était à la pause. Les valeurs reculaient modérément et réagissaient peu à la forte chute de la Bourse de Tokyo. Le CAC-40 perdait 0,12 % en fin de matinée. Les plus fortes hausses étaient émancipées par le Club Méditerranée (+4 %). Gaz et Eaux (+3,6 %) et Locabail (+3 %). En baisse, on notait le Groupe Victoire (-4,8 %) Cap Gemini (-2,8 %) et Drouot Assurances (-2,5 %).

M. Bernard Kouchner

Invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre chargé de l'action humanitaire, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde » dimanche 14 janvier de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien ambassadeur de Médias sans frontières, qui fut candidat malheureux (majorité présidentielle) dans le Nord aux élections législatives de 1988, répondra aux questions d'André Passeron et de Robert Solé de *Monde* et de Dominique Pennequin et d'Isabelle Dada de RTL. Le débat était dirigé par Olivier Mazerolle.

LATREILLE

SPECIALITE DU TRES BEAU VETEMENT

SOLDES ANNUELS DERNIERS JOURS

62 rue St André-des-Arts 6^e

Tel : 43 29 44 10

PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

BUCAREST

WEEK-END

DES LE 19 JANVIER

TOUS LES VENDREDIS (RETOUR LUNDI)

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION :

VOYAGES

3, rue Meyerbeer

75002 PARIS CEDEX 08

Tel. (1) 48 24 74 74

HORS-SERIE

SCIENCE SA VENIR

UN NUMERO ENTIEREMENT CONSACRE A

L'EGYPTE

Des premières pyramides à l'Egypte d'aujourd'hui : 5000 ans de civilisation

EN VENTE PARTOUT 25 F

L'armée

Le bâte

L. Roum

cutter dans les

sociétés qui se

tout au long des

années 1980. Dernier

en mouvement

bien que l'aisa

régime de Ceaus

suisse la première

part communiste

C'est un tout

annonce vendree

vier pour la pr

qu'Oradon du F

national (CFSN)

ancien secrétaire

d'être écarté par

Cet annonce

promesse d'organ

rendre le 28 jan

sur le établisse

de la barre de m

verbes à la suite

de tout ce qui

être consacrée à

maje à la mémoire

de la révolution ro

vies, les manifesta

montrant à jamais

à des vues mili

entente des sic

communistes et

membres du CFSN

conviens à la dé

cent plusieurs an

des années notoirs

ils ont ensuite ré

bissament de la p

qui avait été abo

man de l'exécution

Cescauc.

QUE le CFSN

quelques h

imp. Beaucoup

Constatant bien

n'être pas repré